

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1898

THÈSE

N°

50

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le samedi 19 novembre 1898, à 1 heure

Par LOUIS ORJUBEN

Né à Paimboeuf (Loire-Inférieure), le 18 mars 1868

Ex-interne de l'hôpital marin de Pen-Bron et de l'asile des aliénés de Niort

NOTES HISTORIQUES

Sur le Service des Aliénés

A L'HÔPITAL-HOSPICE DE NIORT

Entre les infirmités auxquelles la nature humaine est sujette, s'il en est de plus douloureuses, il n'en est pas de plus humiliantes que celles qui attaquent la raison

(Biblioth. britannique, t. I, Littérature).

Président : M. JOFFROY, professeur.

Juges : MM | HUTINEL, professeur.
| ROGER et THIROLOIX, agrégés.

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

JOUVE ET BOYER

IMPRIMEURS DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

15, rue Racine, 15

1898

50

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1898

THÈSE N° —

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le samedi 19 novembre 1898, à 1 heure

Par **LOUIS ORJUBÉN**

Né à Paimboeuf (Loire-Inférieure), le 18 mars 1868

Ex-interne de l'hôpital marin de Pen-Bron et de l'asile des aliénés de Niort

NOTES HISTORIQUES

Sur le Service des Aliénés

A L'HOPITAL-HOSPICE DE NIORT

Entre les infirmités auxquelles la nature humaine est sujette, s'il en est de plus douloureuses, il n'en est pas de plus humiliantes que celles qui attaquent la raison.

(Biblioth. britannique, t. I, Littérature).

Président : M. JOFFROY, professeur.

Juges : MM { *HUTINEL, professeur.*
ROGER et THIROLOIX, agrégés.

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les différentes parties de l'enseignement médical.



PARIS

JOUBE ET BOYER

IMPRIMEURS DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

15, RUE RACINE, 15

1898

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen.	M. BROUARDEL.
Professeurs	MM.
Anatomie.	FARABEUF.
Physiologie	CH. RICHET.
Physique médicale.	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.	BOUCHARD.
Pathologie médicale.	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.	DEBOVE.
Anatomie pathologique.	LANNELONGUE.
Histologie.	CORNIL.
Opérations et appareils	MATHIAS DUVAL.
Matière médicale et pharmacologie.	TERRIER.
Thérapeutique	POUCHET.
Hygiène	LANDOUZY.
Médecine légale.	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	BROUARDEL.
Pathologie expérimentale et comparée.	LABOULBENE.
	CHANTEMESSE.
Clinique médicale.	POTAIN.
	JACCOUD.
	HAYEM.
	DIEULAFOY.
	GRANCHER.
	FOURNIER.
Maladie des enfants.	JOFFROY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	RAYMOND.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.	DUPLAY.
Clinique des maladies du système nerveux.	LE DENTU.
Clinique chirurgicale.	TILLAX.
	BERGER.
Clinique ophtalmologique.	PANAS.
Clinique des maladies des voies urinaires.	GUYON.
Clinique d'accouchements.	PINARD.
	BUDIN.

Agrégés en exercice.

MM.			
ACHARD.	DESGREZ	LEJARS	THIROLOIX
ALBARRAN.	DUPRE	LEPAGE	THOINOT
ANDRE	FAURE	MARFAN	VAQUEZ
BONNAIRE	GAUCHER	MAUCLAIRE	VARNIER
BROCA (AUG.)	GILLES DE LA	MENETRIER	WALLICH
BROCA (ANDRÉ).	TOURETTE	MERY	WALTHER
CHARRIN	HARTMANN	ROGER	WIDAL
CHASSEVANT	LANGLOIS	SEBILEAU	WURTZ
PIERRE DELBET	LAUNOIS	TEISSIER	
	LEGUEU	THIERRY	

Secrétaire de la Faculté : M. Ch. PUPIN.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON FRÈRE

A MES AMIS

A LA MÉMOIRE
DE M. LE DOCTEUR QUINEMANT

Médecin en chef de l'asile des aliénés de Niort

A MES MAÎTRES
DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE DE NANTES

A MESSIEURS LES MÉDECINS ET
CHIRURGIENS DE L'HOPITAL-HOSPICE
DE NIORT

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE DOCTEUR JOFFROY

Professeur à la Faculté de médecine de Paris
Médecin de l'asile Ste-Anne
Chevalier de la Légion d'honneur

NOTES HISTORIQUES

SUR LE SERVICE DES ALIÉNÉS

A L'HOPITAL-HOSPICE DE NIORT

AVANT-PROPOS

La folie est une des maladies qui ont reçu le plus tardivement les secours de la science et attiré sérieusement l'attention des médecins et des législateurs. Diverses causes paraissent en avoir ainsi décidé. Connue de tous les temps, l'aliénation mentale semble être, comme on l'a déjà fait remarquer, l'apanage de la civilisation. D'après les voyageurs, cette affection est inconnue chez les peuplades sauvages (1), et ce n'est que chez les populations ayant acquis un certain développement intellectuel qu'on la voit faire des victimes de plus en plus nombreuses à

1. D^r Lilly-Bridge.

mesure que l'intelligence s'affine et que les mœurs deviennent plus civilisées. Aussi n'est-ce qu'à une époque relativement récente, lorsque le nombre des aliénés est devenu plus considérable, qu'on a dû s'occuper de construire des asiles spéciaux. — En outre tout le moyen-âge n'a pas songé à adoucir le sort de ces malheureux qui, traités en parias, abandonnés de tous, confondus avec les vagabonds, les criminels et les filles de mauvaise vie, traînaient dans les prisons ou dans de rares hôpitaux une vie misérable. Le catholicisme qui contribua le plus à l'adoucissement du sort des pauvres et des malades ne s'occupa point des aliénés, il a longtemps considéré les insensés comme des possédés du diable. La réforme de Pinel a brusquement modifié cette situation, des hôpitaux se construisirent et on cessa de considérer la folie comme une affection incurable. La loi de 1838 vint ensuite apporter son autorité pour assurer le bien-être de ces déshérités.

Il nous a paru intéressant de retracer brièvement l'histoire de l'aliénation mentale dans les Deux-Sèvres, et de montrer quels longs efforts avaient abouti à la création à Niort d'un hôpital spécial.

Interne à « *la Providence* », il nous a été possible d'apporter cette trop modeste contribution à l'histoire du traitement des maladies mentales, histoire toujours pleine d'enseignements et de conseils pour l'avenir. Nous avons pu consulter toutes les archives de l'hôpital et celles du département; les premières surtout ont été l'objet des plus soigneuses recherches et, bien qu'étant fort peu explicites sur l'état de la population aliénée de l'hôpital avant la Révolution, elles nous ont permis de nous ren-

dre compte d'une façon tout à fait suffisante de la situation des individus atteints d'affections mentales à cette époque. — La police et les tribunaux, s'étant alors plus occupés des fous que l'assistance hospitalière, nous avons pensé trouver dans les archives judiciaires quelques documents intéressants, nous avons été trompés dans notre attente : ces archives du greffe, en partie détruites par un incendie ne nous ont procuré que fort peu de choses, et nos recherches n'ont été que peu fructueuses dans la partie des archives départementales relative aux actes judiciaires qui est insuffisamment classée.

Nous tenons à remercier ici Messieurs les Administrateurs de l'Hôpital-Hospice qui ont bien voulu mettre à notre disposition tous les dossiers dont nous pouvions avoir besoin, et M. Gandouët le très sympathique receveur de l'établissement qui a guidé nos recherches et nous a fait profiter de ses connaissances étendues de l'histoire de l'hôpital de Niort.

Nous nous faisons un plaisir de dédier cette thèse à M. le docteur Quinemant qui, pendant plus de quatre années a été pour nous un guide bienveillant et nous a témoigné une réelle affection. Nous nous faisons un devoir de lui rendre ce témoignage de reconnaissance ; mais au moment d'atteindre notre but la mort est venue le frapper. C'est à sa mémoire que nous dédions aujourd'hui ces quelques notes consacrées à cette maison qui lui était si chère et à la prospérité de laquelle il a si grandement contribué.

Nous remercierons aussi M. Queuille, le sympathique pharmacien de Niort, pour les photographies qu'il a bien voulu mettre à notre disposition.

M. le professeur Joffroy, l'un des aliénistes qui ont de nos jours le plus contribué à l'amélioration du sort des aliénés, était tout désigné pour présider notre thèse. Nous le remercions d'avoir bien voulu répondre à notre désir ; nous le prions de recevoir ici l'expression de notre vive reconnaissance.

INTRODUCTION

L'historique de l'aliénation mentale présente plusieurs périodes distinctes, séparées nettement par des événements importants, qui eurent une influence capitale sur la situation des malheureux atteints de cette terrible affection. Jusqu'à une époque relativement récente, on peut dire que la folie n'a pas d'histoire; ce n'est que lorsqu'on commença à séparer les insensés des criminels et des vagabonds que des locaux se construisirent et qu'on songea à améliorer la situation de ces infortunés. Bientôt la réforme de Pinel, puis la loi du 30 juin 1838 vinrent jeter un nouveau jour sur cette situation et déterminer partout la création d'asiles spéciaux tendant à réunir toutes les conditions d'hygiène et de bien-être.

Avant d'exposer ce que furent dans les Deux-Sèvres, ces différentes périodes, nous chercherons à donner une très courte étude rétrospective sur les asiles d'aliénés aux différentes époques de l'histoire, en puisant en grande partie nos renseignements dans le « *Rapport général à Monsieur le Ministre de l'Intérieur sur le service des aliénés en 1874* » par MM. les D^{rs} Constans, Lunier et Dumessnil, inspecteurs généraux, dont l'un d'eux fut médecin en chef de ce service dans le département des Deux-Sèvres.

Comme nous le disions dans notre avant-propos, la civilisation joue un grand rôle dans l'histoire de la folie, et nous citions à l'appui l'absence totale d'aliénés chez les peuplades sauvages ; mais il est une autre cause qui doit entrer en ligne de compte et influe pour une bonne part sur le développement des troubles cérébraux, nous voulons parler de l'activité intellectuelle surexcitée par les passions diverses, politiques ou autres. L'exemple des Orientaux vient à l'appui de cette assertion, si l'on considère que les populations de l'Inde, de la Turquie, de l'Egypte, etc... comprennent peu d'individus atteints d'aliénation mentale. Ces peuples sont fatalistes, ne se préoccupent que du moment présent sans aucun souci de l'avenir, et, se trouvant bien, ne cherchent pas à améliorer leur existence ; d'où absence de cette excitation intellectuelle résultat de l'activité fiévreuse qui est la vie de l'homme d'Occident. La différence qui existe entre le nombre des aliénés à la ville et à la campagne tient en grande partie à cette cause. Enfin signalons en une autre, celle-là prépondérante, qui tient une place importante dans cette histoire, l'alcoolisme qui, depuis quelques années surtout a fait affluer quantité de malades dans les asiles d'aliénés.

Les médecins de Rome connaissaient fort bien la folie, et ils avaient dû l'observer d'une manière toute spéciale, si nous nous en rapportons aux travaux qui sont parvenus jusqu'à nous ; il est donc fort vraisemblable, bien que nous en ayons aucune preuve, que des bâtiments quelconques, en tout ou en partie, étaient destinés à cette classe de malades. « Il est difficile de ne pas croire, »

disent les auteurs du rapport que nous citons en tête de cette étude, « qu'il n'y ait pas eu des établissements « spéciaux, prisons ou autres, pour les aliénés. » (1).

Il devait en être de même en Grèce, où les médecins possédaient des sortes d'hôpitaux particuliers ou « ιατρεία » dans lesquels certaines pièces étaient sans doute réservées aux insensés. Peut-être aussi les enfermait-on dans les prisons qui n'étaient pas seulement, comme elles le sont de nos jours, des lieux de punition, mais aussi des locaux destinés à *contenir* (2) les individus qui, pour une cause quelconque, pouvaient être capables de causer quelque dommage.

En France, pendant le moyen-âge, le fanatisme fit des aliénés des individus possédés du démon et en puissance de magie, aussi les vit-on enfermés dans les prisons, non plus dans des prisons semblables à celles de l'ancienne Rome qui les retenaient pour mettre le public à l'abri de leur démence, mais dans des lieux de tortures où ils étaient exorcisés et tourmentés jusqu'au moment où on les conduisait au bûcher.

C'est en Espagne que fut bâti, en 1409, le premier asile créé en Europe. Les moines et médecins de l'ordre religieux de la Merci, en rapports fréquents avec les populations musulmanes, avaient remarqué les institutions hospi-

1. Constans, Lunier, Dumesnil, *loc. cit.*

2. « *Non ad puniendos, sed ad continendos homines.* Ces derniers mots ne semblent-ils pas faire pressentir l'asile tel qu'il était chez nous avant d'être devenu un lieu de traitement? » Constans, Lunier Dumesnil, *loc. cit.*

talières réservées depuis plusieurs siècles aux individus atteints d'aliénation mentale ; ils eurent donc l'idée de faire élever un asile semblable à Valence ce qui provoqua dans toute l'Espagne un mouvement en faveur de ces malheureux et décida la création d'institutions analogues dans une foule d'autres villes : Séville, Saragosse, Tolède, eurent bientôt leurs asiles spéciaux. Il ne faudrait pas comparer ces maisons à nos établissements actuels, et si les populations étaient, par ce moyen, mises à l'abri des violences des fous, ces derniers n'étaient pas plus heureux, au contraire et, contenus par des chaînes, ils étaient, si l'on en croit les historiens, victimes des mauvais traitements de ceux qui étaient chargés de les garder.

D'après certains auteurs, ce n'est pas l'Espagne mais l'Italie qui revendiquerait pour elle l'honneur d'avoir élevé en Europe les premiers asiles d'aliénés : en 1352 à Bergame et en 1387 à Florence auraient été créés des hôpitaux pour les insensés et les fous furieux. D'après d'autres auteurs, ce ne serait qu'en 1548 que les Espagnols auraient importé en Italie l'assistance à cette classe de malades.

En France, ce ne fut qu'au début du ^{xvii}^e siècle que l'on commença à s'occuper d'eux : les hôpitaux les reçurent, puis quelques établissements eurent une certaine apparence de spécialité, mais un bien petit nombre de malades pouvait en profiter, et dans tous les cas les secours se bornaient à l'abri et à la vie matérielle et point n'était question de leur donner des soins. Lorsque Louis XIV fit construire les hôpitaux généraux, on devait y

consacrer un quartier pour les aliénés, mais il ne semble pas que cette ordonnance fut mise à exécution, du moins d'une façon régulière. Peu à peu les hôpitaux reçurent des aliénés, ce qui n'empêchait pas les prisons d'en contenir un certain nombre, puisqu'on raconte qu'un anglais John Howard, visitant en 1780 les prisons de l'Europe avait trouvé dans presque toutes un grand nombre de ces malheureux.

Enfin survint Pinel qui, en 1792 étant médecin de Bicêtre, se fit connaître par sa sollicitude pour les infortunés dont il fit tomber les chaînes et supprimer les mauvais traitements. Dès lors la situation changea et ce fut en malades susceptibles de soins et parfois de guérison qu'on considéra les insensés. Des décrets paraissent, les lois commencent à s'occuper d'adoucir leur sort jusqu'au moment où celle du 30 juin 1838 règle l'assistance aux aliénés, leur donne aide et protection et, organise un service médical particulier. Dès lors des constructions s'élèvent de tous côtés et on voit aujourd'hui beaucoup de départements pourvus de vastes établissements où les familles ne craignent pas de conduire leurs parents atteints de maladies mentales.

LES ALIÉNÉS DES DEUX-SÈVRES AVANT 1790

Les premières constructions réservées spécialement aux aliénés dans le département des Deux-Sèvres ne remontent qu'à l'année 1762. Nous avons cherché quelle pouvait-être la situation exacte de ces malades avant cette époque, mais il nous a été difficile de rassembler des documents suffisants pour nous permettre d'en faire un exposé précis.

Différentes œuvres charitables se partagèrent simultanément ou successivement le soin des pauvres ou des malades. L'aumône dite du *Bidon*, remontant au x^e siècle, ne devait avoir aucun rapport avec les aliénés : c'était une distribution de pain faite trois fois par semaine et seulement pendant quelques mois. Le nombre des pauvres qui s'y présentaient dépassait souvent 4000 et atteignait parfois 4800 ; il était possible que parmi eux se trouvassent des fous, mais dans tous les cas aucune pièce d'archives n'en fait la moindre mention.

La Charité de la Blée, remontant au xii^e siècle, avait la même destination.

L'aumônerie St-Georges de Beauchamp, située entre

l'emplacement actuel de la rue d'Echiré et la rue du Vieux-Fourneau, doit remonter à l'époque où Henri II d'Angleterre fit construire les murailles de Niort. Le but de cette fondation était d'empêcher les pauvres et les voyageurs inconnus d'entrer dans la ville. A cette époque, il n'y avait pas toujours de médecins à Niort : quand on craignait une épidémie, on en faisait venir de Poitiers, et, sitôt le danger disparu, on le congédiait. Plus tard, en outre des pauvres du dehors, cette *Maison-Dieu* reçut ceux de l'intérieur de la ville, quelques « femmes enceintes et enfants abandonnés ». Une gardienne était établie à demeure afin d'y soigner les malades.

L'*Aumônerie St-Jacques*, établie à l'autre extrémité de la ville, à l'entrée de la Porte St-Jean, n'eût jamais l'importance de la précédente ; elle existait en 1204. Vu son peu de valeur, nous ne la citons que pour mémoire.

En 1568, les deux aumôneries dont nous venons de parler furent réunies et établies dans une maison de la rue St-Gelais avec sept lits « *pour servir de refuge aux pauvres malades* » ; un gardien était chargé des soins.

Les Frères de la Charité, demandés en 1622 par le maire et les échevins de Niort par une délibération des 20 et 22 juin, furent installés en 1628 dans le local occupé par l'aumônerie précédente, et comme elle ne pouvait contenir que sept lits, ils obtinrent, après de longs débats l'autorisation de construire un hôpital. Le roi Louis XIII, qui faisait alors le siège de La Rochelle, leur accorda des lettres patentes, et leur donna direction de l'hôpital militaire (1). On devait y recevoir n'importe quels malades, d'après

1. Ces lettres patentes, datées du 19 août 1628, furent enregistrées

cette phrase des dites lettres : *« A ces causes, nous due-
« ment informé du bon devoir que les dits religieux
« rendent incessamment aux pauvres malades, membres
« de Jésus-Christ, signamment envers ceux qui sont
« affligés de fièvres chaudes, de la pierre, gravelle,
« etc... »*

Enfin en 1665, le Maréchal duc de Navailles fonda l'Hôpital-général sous le nom d'Hôpital-du-St-Esprit. A cette époque existaient encore les Frères de la Charité, dont nous avons parlé, qui ne recevaient que des hommes, et les Religieuses hospitalières qui entretenaient une quinzaine de lits pour les pauvres malades de leur sexe. L'Hôpital-Général, qui subsista seul à un moment donné, bien que fondé pour les pauvres et les malades, reçut plutôt des mendiants et des malheureux. Il manquait tout à fait de service hospitalier et, bien que pourvu d'une infirmerie, il envoyait la plupart de ses pensionnaires atteints d'une affection curable quelconque à la Charité ou chez les hospitalières *« et étoit obligé de remettre à
« leurs parans les épileptiques et les scrophuleux, aux-
« quels il fournissoit le pain (1) »*. On gardait du reste à l'hôpital autant que possible les individus qui pouvaient rendre des services. On trouve dans le registre où les administrateurs consignaient les observations résultant de leur visite journalière, à la date du 30 octobre 1694 : *« Il faudroit envoyer à la Charité ou chez les Hospita-
« lières, à raison de 5. par jour les malades qui coûtent*

au Parlement de Paris le 15 février 1631 et au Greffe du tribunal de Niort le 18 mai 1633.

1. Archives de l'hôpital. Registres des délibérations Série, E.

« *cela au moins à l'hôpital, et deviennent fainéans* ». Et à la date du 21 septembre 1698, par le même administrateur, Monsieur St-Cyret. « *Les hôpitaux généraux ne sont point pour les malades. Nous avons examinée ce que nous avons remarqué en 1694 et écrit au folio 40 verso. Les malades dérangent toute l'économie de l'hôpital et nous estimons qu'en les mettant à la Charité ou chez les Hospitalières et payant 5^s par jour, l'hôpital y gagnera en toutes façons (1)* ».

D'après le résumé qui précède, on voit qu'en aucun cas il n'est question des aliénés, et l'on se demande s'ils étaient confondus avec les malades et admis comme tels dans les hospices et fondations de même genre ou s'ils

1. Reg. E. 1. Arch. Hôpital. — La détresse de l'hôpital était extrême à cette époque. L'administrateur Chebrou écrivait sur ce même registre le 30 mai 1684 : « *Les filles sont couchées 3 à 3, plusieurs ont le pourpre, d'autres la dysenterie. Recommandé de les mettre à part* ». Et M. Hugeteau le 3 juin de la même année. « *L'économe est sans argent, si ce n'eût été M. de la Gaschère qui lui a donné un seing blanc, les pauvres eussent mangé du pain seulement. Les pauvres depuis quelques tems ne mangent que de la chèvre salée. On achètera du bœuf ou de la vache ou des moindres chevreaux qu'on a coutume d'avoir à 1s, la livre. ON NE FERA PLUS MANGER DE LA VIANDE AYANT DES VERS, ce qui a causé tant de maladies* ». Et plus loin le 23 septembre 1684 ; « *De longtems on a vu l'hôpital en si piteux état, pas un seul denier, et personne ne donne, les malades en souffrent particulièrement... Point de bled, les pauvres sont nus de la ceinture en bas. Les fournisseurs veulent ce qui leur est dû et se décident avec peine à vendre à crédit, il faut pourvoir à cela* ».

étaient incarcérés comme possédés et vagabonds dans les prisons des villes. Il devait en être à Niort comme dans beaucoup d'autres hôpitaux dont les règlements excluait invariablement les fous, mais il y avait certainement des exceptions si l'on en croit ce fait qu'à l'hospice du Sanitat à Nantes, dont le règlement était cependant formel, il fut admis entre autres un individu atteint d'aliénation mentale qui dût pour être admis, payer en entrant 200 livres, une chaîne et la construction d'une chambre (1).

Mais pour les Deux-Sèvres, jusqu'au XVIII^e siècle nous n'en trouvons aucune mention dans toutes les archives qu'il nous a été donné de consulter. On trouve cependant des états indiquant, soit la réglementation de la nourriture et du couchage (2), soit des listes des pauvres *invalides* conduits à l'hôpital ; celles-ci mentionnent les noms des pauvres, leur sexe, les noms et qualités des personnes qui les ont arrêtés, le jour de la *capture*, les cas dans lesquels ils ont été surpris, les lieux où ils ont été conduits, l'indication de leur *invalidité*, sans indiquer

1. Voy. Dorchet C. *Mémoire statistique sur les aliénés du département de la Loire-Inférieure*. C. f. *Ann. d'hyg.* Paris 1840, p. 270-286.

2. « Estat de ce qui doit estre fourny pour la nourriture et l'habillement des mandians, vagabons et gens sans aveu, qui seront enfermez en exécution de l'ordonnance du Roy du 10 mars 1720, dans les hôpitaux.... etc... »

«... Il sera pourvu pour coucher deux pauvres, une paillasse de quatre pieds et demie de largeur sur six pieds de long, dont la paille sera changée de trois en trois mois. Un couverture de laine commune de huit pieds de long sur six et demie de large.... »
Arch. hosp. Cart. G. 18.

quelle en est la cause (1); il est donc impossible de se rendre compte si parmi eux se trouvaient des aliénés.

L'hôpital n'était point tenu de recevoir ce genre de malades, nous le verrons même beaucoup plus tard à propos de diverses admissions, et il est probable qu'avant le xviii^e siècle, il en était à Niort comme dans d'autres hôpitaux, à Nantes par exemple, d'où les règlements proscrivaient les insensés. Il est cependant une distinction qu'il est nécessaire d'établir; on ne considérerait pas alors probablement comme aliénées les personnes atteintes de la folie tranquille que nous appelons encore aujourd'hui démence. Dans une délibération des administrateurs du 10 septembre 1793 on trouve cette phrase : « Depuis cette « époque (1699) jusqu'en 1709, il n'a été reçu dans cet « hôpital que les pauvres mendiants, les infirmes et les « personnes en démence ». On entendait vraisemblablement sous ce dernier vocable les aliénés tranquilles, incapables de nuire ou de faire du scandale.

Dans toute la première moitié du xviii^e siècle, on continue à ne trouver aucun renseignement précis.

D'un autre côté aucune ordonnance ne fait mention des fous, alors qu'on s'était déjà préoccupé de leur situation dans d'autres provinces : ainsi « deux arrêts du Parlement de Bretagne, l'un du 27 février 1733, l'autre du « 4 juin 1738 prescrivirent la forme qui devait présider à « la réclusion des aliénés, les admissions postérieures « sont alors motivées à Nantes sur des ordonnances de « police ou des jugements de tribunaux (2) ». Nous n'avons

1. Arch. Hop. Cartons. Dossier, G. 1.

2. Bouchet. Loc. cit.

rien trouvé d'analogue concernant le département des Deux-Sèvres à la même époque.

C'est dans la séance du conseil d'administration de l'hôpital du vendredi 22 janvier 1762 qu'il est fait mention des aliénés pour la première fois. Les curés des paroisses de Niort étaient alors administrateurs de droit ; l'un d'eux, M. Bion, curé de Notre-Dame, le fondateur de la bibliothèque publique de Niort et qui s'occupait beaucoup d'œuvres charitables, eut la généreuse pensée de venir en aide à ces déshérités de la nature dont personne n'avait eu l'idée de s'occuper avant lui. Il nous a paru intéressant de reproduire *in-extenso* le texte même de la délibération : « M. Bion, curé de la paroisse Notre-Dame, « considérant l'embarras extrême où le bureau se trouve « pour loger des personnes de l'un ou l'autre sexes dont « l'esprit est alienné qui, étant le plus souvent estrangés « ou domiciliés, sy pauvres qu'ils sont sans azilles, repen- « dus dans le public qu'ils exposent à de grands risques « ou toutau moins à des scandalle, ce qui oblige Messieurs « les Magistrats de pollice de les faire conduire en cette « maison où n'y ayant point de chambre de force on est « obligé de les laisser vaguer dans les cours ou de les « tenir dans les fers ce qui est précisément contraire aux « réglemans des hôpitaux singuillièrément de celui-cy « qui n'a esté fondé que pour la retraite des pauvres « vieillars ou enfans laissés en bas aages ; par ces motifs « à l'instant mis entre les mains de M. le trésorier la « somme de mille livres qu'il prie le bureau d'accepter « pour l'employer jusqu'à dhite concurrence à bastir des « chambres de force à l'usage des pauvres dont il vient

« de parler, désirant que dans les temps où ses apparté-
« ments ne seront pas occupés, ou en fasse uzage pour
« des personnes que le besoin exige que l'on renferme
« comme des femmes et filles de mauvaises vies ou autres
« gens attaqués de maladies effréantes ou qui pourroient
« se communiquer, déclarant au surplus s'en raporté à la
« sage prudence du bureau pour l'uzage de cette homaune
« qu'il est mortifié de ne pas faire cadrer à toute éten-
« due de ses désirs. Et a signé, Bion, curé de Notre-
« Dame ».

« Sur quoy le bureau ayant aussy mûrement reflechy a
« arrêté le délibéré unanimement que la pieuse inten-
« tion de Monsieur le Curé de Notre-Dame, l'un des
« administrateurs, sera exécutée sans donner atteinte aux
« droits et privilège de cette maison en attendant qu'il
« eut plu au roy de pourvoir à un établissement *que l'est*
« *celluy* d'une maison de force dans une ville aussy con-
« sidérable que la nôtre et où les malheureux semblent
« vouloir faire leur retraite de préfférance puisqu'il est
« certin qu'on y est plus fatigué que par tous les autres
« endroient (*sic*) de la province.

« Monsieur le Curé veut bien recevoir les remersie-
« ments du bureau qui s'en tient là pour ne pas blesser sa
« modestie en exprimant tout ce qu'il pourroit dire en
« honneur de son mérite ».

On peut conclure de cette délibération qu'il y avait
auparavant des aliénés à l'hôpital de Niort, bien qu'il n'en
soit fait aucune mention, ainsi que nous l'avons montré
précédemment ; quant à leur situation dans la ville ainsi
que dans l'établissement, elle est indiquée sommairement

dans la délibération ci-dessus : errants dans les rues, chassés sans doute de partout, ils étaient parfois conduits

l'hospice par les soins de la police ; là ils se trouvaient mêlés aux autres malades ou, s'ils étaient furieux « on les tenait dans les fers. » Il eût été curieux de connaître la manière dont on enchaînait ces pauvres êtres ; malheureusement il n'existe aucun renseignement à cet égard et on ne peut que se livrer à de simples conjectures. Quoi qu'il en soit le procédé devait être cruel et on voit par ce qui précède que ce moyen de contrainte était interdit dans les hospices et en particulier dans celui de Niort.

Il est encore un point qu'il est intéressant de faire remarquer, c'est que, en même temps qu'il est question pour la première fois des aliénés dans une réunion des administrateurs de l'hôpital, on commence à songer à la possibilité d'obtenir plus tard une maison spéciale ; les mendiants semblant rechercher l'hôpital de Niort de préférence à ceux des autres villes, les aliénés devaient s'y trouver relativement plus nombreux.

Les cellules en question durent donc être construites de suite. On trouve, en effet, à la date du 11 juin 1762, dans la partie du compte rendu de la délibération relative à la comptabilité de l'Établissement, la mention suivante, figurant à l'article DÉPENSES EN ARGENT :

« Cinq cents livres payée à Chastillon, à compte sur
« le bâtiment des chambres de force, cy 500 »

Ce qu'étaient ces *chambres de force*, il nous est impossible de le dire, n'ayant pu trouver aucun renseignement à ce sujet ; elles ne devaient pas différer beaucoup des cellules qui furent construites plus tard et que nous

décrivons en temps opportun. Nous ne possédons pas de données plus précises sur leur nombre ni sur le nombre des aliénés qu'elles pouvaient renfermer. Toujours est-il que ces locaux devinrent promptement insuffisants et qu'on dut acquérir des terrains pour en construire de nouveaux. En effet, en 1760, le même curé Bion, donnant à l'hôpital une somme de 400 livres moyennant une rente viagère, la commission décide que « la dhite somme sera
« employée jusqu'à dhite concurrence au remboursement
« des rentes dhues sur les maisons qu'on a *depuis peu*
« acquis à l'ocasion de la construction des maisons de
« forces... » (1)

Jusqu'à cette époque et même un peu après, on ne trouvait pas sur les registres des délibérations, de traces de l'admission de malades atteints d'aliénation mentale ; on en trouve bientôt quelques-unes. La première qui soit mentionnée (2) est celle d'une nommée Nerlaud, de la commune de Saint-Maixent ; l'hôpital était tenu de recevoir les malades de cette commune, car un arrêt du Conseil d'État du 29 février 1709 désignait les élections qui pouvaient en envoyer à Niort et Saint-Maixent était du nombre. Mais la commission délibéra à l'effet de savoir

1. *Arch. hôpital* Reg. E. 10.

2. On pourrait à la rigueur considérer comme étant la première admission, celle d'une personne de 79 ans, décidée à la réunion des administrateurs du 10 décembre 1762 pour laquelle on fit valoir
« tous les fâcheux inconvénients qui peuvent résulter de la foiblesse
« de son aage et de la *débillité de son esprit* ». C'était donc ce que nous appellerions aujourd'hui une démente sénile, *Arch. hôp. Rég.* E. 10.

si elle devait garder la dite Nerlaud Louise, « laquelle
« fille est actuellement dans cet hôpital, où le bureau n'a
« pu s'empescher de l'admettre en ce qu'elle est de l'é-
« lection de Saint-Maixent, *mais comme elle a l'esprit un*
« *peu alienné ce qui auroit pu être un motif d'exclu-*
« *sion à la recevoir parceque l'hôpital n'est point obligé*
« *de recevoir des gens de cette espèce* il avoit esté pré-
« cédemment convenu de l'agrément verbal du bureau
« entre les dits sieurs Coraze et Arnaudet qu'on rece-
« vroit la ditte Nerlaud moyennant une somme de huit
« cent quarente livres pour y estre traitée ainsy que les
« autres pauvres de cet hôpital tant en santé que mala-
« die... (1) ».

On remarquera que les administrateurs ne semblaient pas tenir beaucoup à recevoir des aliénés, l'hôpital n'y étant pas obligé, ainsi que nous le disions précédemment.

On a vu que jusqu'à cette époque la législation est restée muette sur le compte de ces malheureux. A partir de 1790 une ère nouvelle s'ouvre pour eux : ce sera peu de chose encore, mais cependant à partir de ce jour on verra peu à peu les lois leur consacrer quelques articles et améliorer leur sort jusqu'au moment où la sollicitude des pouvoirs publics et les travaux de médecins distingués viendront élaborer et mettre au jour la loi qui assurera enfin aux aliénés d'une façon définitive un appui certain, et les soins qui jusqu'alors leur avaient toujours été refusés.

1. *Arch. hop.* Reg. E. 14.

DE 1790 A 1838.

La première loi qui fait mention des aliénés est celle des 16-26 Mars 1790 qui, visant surtout les individus enfermés par lettres de cachet, leur consacra l'un de ses articles. L'article 9 est ainsi conçu: « Les personnes détenues pour cause de démence seront, pendant l'espace de 3 mois, à compter du jour de la publication des présentes, à la diligence de nos procureurs, interrogées par les juges dans les formes usitées, et, en vertu de leurs ordonnances, visitées par les médecins, qui, sous la surveillance des directoires de district, s'expliqueront sur la véritable situation des malades, afin que, d'après la sentence qui aura statué sur leur état, ils soient élargis ou soignés dans les hôpitaux qui seront indiqués à cet effet ». Ces hôpitaux ne furent jamais indiqués. Aux termes de cette loi, les individus atteints d'aliénation mentale auraient dû être retirés des prisons où ils se trouvaient pour le plus grand nombre. Nous verrons plus loin que le but n'a pas été atteint, du moins immédiatement, et que, longtemps après la promulgation de la loi, les prisons renfermaient un certain nombre d'insensés,

La même année, une autre loi, 16-24 août, consacre l'article 3 du titre XI à des règlements de police et confie aux corps municipaux, entre autres soins : «... 6° celui « d'obvier ou de remédier aux évènements fâcheux qui « pourraient être occasionnés par les insensés ou les fureux laissés en liberté.... ». — Ce n'est que longtemps après, en 1808, que l'administration municipale niortaise sembla y prêter attention et prit des dispositions en vue de mettre les populations à l'abri des violences des fous.

En 1791, un article d'une autre loi édicte des peines contre ceux qui laisseront errer les insensés et les furieux, puis celle du 24 Vendémiaire an II, s'occupe de l'entretien des aliénés qui continuent à être à la charge publique et laisse aux parents la faculté de réclamer ceux des leurs qui sont dans des maisons de répression entretenus à leurs frais ou de les y laisser en payant le prix de leur pension d'après le nouveau tarif fixé par le directoire du département.

Jusqu'en 1838, plusieurs circulaires seront adressées par le Ministère de l'Intérieur, concernant les malades qui nous occupent; les unes ont rapport à leur réclusion et décident que les insensés ne devront être détenus qu'en vertu d'un jugement que la famille doit provoquer, d'autres pourvoient au traitement et à la dépense qu'ils occasionnent, ou aux frais de transport; il en est une datée du 16 juillet 1819 qui est très détaillée et fait observer l'avantage qu'il y a pour les aliénés d'être internés dans des établissements spéciaux. Cette dernière circulaire traite de diverses questions d'hygiène et ordonne que l'on

supprime autant qu'il est possible les cachots souterrains, les fers et autres moyens barbares en réservant au seul médecin le droit de décider des moyens de contrainte qui devront être employés. Par la circulaire du 25 juin 1836 il doit être rendu compte aux Préfets des améliorations projetées, et il est créé un poste de médecin inspecteur général des asiles d'aliénés qui est confié à M. Férus dont le rôle est d'inspecter la situation des malades dans les divers départements.

Nous allons voir quelle fut dans les Deux-Sèvres l'influence de ces diverses lois et circulaires et les améliorations successives qu'elles ont apporté à Niort dans la situation des individus atteints d'aliénation mentale.

Pendant la période qui nous occupe actuellement, c'est-à-dire de 1790 à 1838, la situation des aliénés n'était pas beaucoup plus brillante que précédemment, et cependant on peut dire que dans les Deux-Sèvres ces malheureux étaient relativement moins mal que dans beaucoup d'autres départements.

Voici le tableau que tracent dans leur rapport MM. Constans, Lunier et Dumesnil, de la situation des insensés dans la plupart des provinces :

« L'habitation des aliénés était dans beaucoup d'endroits des loges souvent souterraines, même des cages en fer ou en bois ».

« Le vêtement, le coucher n'étaient pas meilleurs ; presque partout les indigents, et même ceux qui payaient pension, étaient nus ou couverts de haillons ; aux plus favorisés, on abandonnait les débris des vêtements des pauvres qui mouraient dans les hôpitaux, en disant,

« comme le disent encore aujourd'hui quelques adminis-
« trations hospitalières: « *C'est toujours assez bon pour*
« *des fous.* »

« De la paille rarement renouvelée a été longtemps tou-
« te la literie; quelquefois même le pavé de la cellule en
« tenait lieu; dans quelques établissements il n'était alloué
« qu'une botte de paille par individu tous les quinze
« jours (1).

A Niort, il n'en était pas tout à fait ainsi : les cellules réservées à ces malheureux n'étaient pas souterraines. Elles étaient voûtées et ressemblaient à celles des anciennes prisons. La porte en était la seule ouverture, elle était garnie de verroux énormes et d'un guichet grillagé donnant à cette construction un aspect sinistre. Pour tout mobilier une *caisse en bois* servant de lit; elle existe encore en 1836. On ne trouve nulle part un règlement particulier déterminant le couchage spécial aux aliénés, mais il est plus que probable qu'il ne devait pas être meilleur que celui des malheureux et des vagabonds : il était alloué, *pour coucher deux pauvres*, une paillasse de 4 pieds $1/2$ de largeur sur six pieds de long, dont la paille devait être renouvelée tous les trois mois et une couverture de laine commune de huit pieds de long sur six et demi de large. Ce n'était certes pas bien confortable, mais comme on le voit dans le rapport précédemment cité, il existait des hôpitaux où les aliénés étaient beaucoup moins favorisés. Pourtant dans ces locaux les aliénés étaient encore entassés jusqu'à trois à la fois, d'où désordres fréquents et

1. *Loc. cit.*

accidents très graves comme nous aurons l'occasion d'en signaler dans les cours de ce chapitre. Quant à la nourriture, il ne nous a pas été possible de nous faire une idée de ce qu'elle pouvait être, aucune pièce n'en faisant mention. Ce qu'on peut dire, c'est que la commission ne voyait pas avec plaisir un individu jouir d'un bon appétit, puisque, dans une lettre adressée au Maire de Niort, au sujet d'un malade de l'Établissement, l'administration désire promptement son départ en ajoutant qu'il a « *un appétit désolant pour un hôpital* ».

On ne sait aussi au juste comment était établie à son début la surveillance et la composition du personnel chargé du service des aliénés. Il est probable que ce personnel était le même que celui des autres malades, car nous verrons que plus tard certaines personnes étaient chargées en même temps de la surveillance des aliénés et de celle de d'autres hôtes de l'hôpital. A ce propos nous ferons remarquer que le recrutement des infirmiers ne devait pas être des plus faciles, car la Commission administrative écrivait le 6 octobre 1807 au commissaire des guerres : « Monsieur, l'administration a pris en grande considération la complaisance que vous avez eue de lui offrir de faire venir de Poitiers des Prussiens pour faire le service d'infirmiers à notre hospice. Elle vous prie, Monsieur, d'écrire pour en avoir trois qui soient capables de remplir leurs devoirs, et surtout qu'ils entendent un peu de français pour donner ce que demandent les malades et obéir à ce qui sera commandé par les sœurs qui ont soin des malades ». Ces Prussiens furent-ils réellement envoyés à Niort ? Nous ne pouvons l'affirmer, car nous

n'avons pu trouver trace de la réponse du commissaire des guerres.

L'admission des aliénés n'avait pas de réglementation bien définie à cette époque. « Dans les départements, les « mesures différaient suivant les localités, ici les familles « traitaient directement avec un hospice; là, avec l'auto- « risation du maire, si l'établissement était communal, ou « du Préfet s'il était départemental, ailleurs enfin, l'inter- « diction préalable était toujours exigée » (1). Mais cette dernière mesure ne put être imposée qu'après 1835 ; c'est en effet en vertu de la circulaire ministérielle du 29 juin de cette année que cette formalité fut obligatoire pour faire soigner les aliénés dans les hôpitaux ; il fallait donc, pour être admis dans un asile, attendre la fin de la procédure à suivre, soit dans un dépôt de sûreté ou une prison, soit dans la famille, suivant les cas et les personnes.

Avant cette circulaire, il suffisait que la famille demandât l'internement de leur parent à l'administration de l'hospice qui statuait et décidait des conditions à remplir : c'est ainsi qu'on trouve dans les registres des délibérations à la date du 16 décembre 1791 l'admission suivante : « Jean Favriou, Jean Audonneau et François « Serpaud, laboureurs, tous, paroisse de Brioux, ont « demandé qu'il plut à l'administration du dit hôpital, « recevoir Louis Favriou leur frère et beau frère dudit « lieu de Brioux, attendu l'état de folie dans lequel il « est, qui ne permet plus de le laisser en liberté, moyen- « nant la pension annuelle de 72 livres payables par

1. Constans, Lunier, Dumesnil, *loc. cit.*

« avances à chaque feste de Noël (1) ». Les mêmes modes d'admission pour tous les aliénés pensionnaires se reproduiront jusqu'en 1838 : ainsi, le 3 octobre 1792, la commission statue sur l'admission de deux anciennes religieuses Ursulines dont « la pension tant nationale que celle que leur fait leur famille » reviendra à l'hôpital ; le 1^{er} Fructidor an III, elle décide l'admission de Pierre Proust, ex-prêtre, sur la demande de ses frères, sœurs et beaux-frères qui paieront pour sa pension 24 boisseaux de blé froment, deux barriques de vin dont une de blanc et une de rouge Saintonge et la somme de 1800 livres. Il abandonnera aussi à l'hospice la pension de 700 livres que lui sert le gouvernement de la République au dit Proust tant que durera le séquestre établi sur ses biens ; cette admission montre qu'à cette époque, l'administration recevait parfois une partie du prix de pension en nature.

Puisque nous parlons de la pension des aliénés, nous signalerons un fait qui nous a paru peu banal et digne d'être mentionné. Nous citerons textuellement un passage d'une lettre qui figure au registre de correspondance de la commission administrative, et qui est adressée à M. Gilles Lacoudre juge de paix de Saint-Maixent ; il s'agit d'un nommé Coin, habitant de cette ville, *interné comme fou furieux par ordre supérieur* le 7 août 1809 et dont on poursuivait l'interdiction. « Cet homme dont nous connaissons l'aisance », écrivent les administrateurs, « d'après des renseignements sûrs, obtint de nous

1. Arch. hôp. Reg. E. 15. Délibérations.

« sur la demande qu'il en fit, une nourriture meilleure
« que celle des autres pauvres ou détenus dans la mai-
« son. Il s'engagea à payer vingt sous par jour de pen-
« sion. Le 27 septembre il mourut presque subitement,
« car sa maladie ne dura que trois jours, durant lesquels
« il ne donna d'inquiétude que dans ses derniers mo-
« ments ».

« Nous avons pensé que pour obtenir le payement de
« est dû, nous devons nous adresser à vous dont les fonc-
« tions conservatrices auront sans doute eu l'occasion de
« s'exercer dans cette circonstance. Nous vous prions de
« nous dire ce que vous pensez que nous avons à espé-
« rer de cette créance et de veiller à nos intérêts qui
« sont ceux des pauvres ». Nous ignorons si cette dette
fut payée à la commission; les dossiers n'en font pas
mention, mais il nous paraît difficile que le juge de paix
considérât comme sérieuse cette promesse d'argent faite
par un individu interné comme fou furieux.

Dans toutes les admissions que nous avons signalé, il
n'est point question de certificat médical. C'est pourquoi
il arrivait parfois que des individus nullement aliénés,
fussent cependant enfermés comme tels; le fait suivant
en est, semble-t-il, une preuve. Le 8 décembre 1817,
les administrateurs de l'hospice écrivaient au substitut du
procureur du roi à Niort la lettre suivante :

« Monsieur, Monsieur d'Allerit, votre collègue, nous a
« donné connaissance de la lettre que vous lui avez
« adressé le 7 du courant, par laquelle vous annoncez
« que vous avez fait arrêter le nommé Louis Braud,
« comme furieux, et l'avez envoyé à l'hospice où Ma-

« dame la Supérieure l'a reçu contre tous les règlements.

« Notre maison, Monsieur, est destinée à recevoir les
« pauvres et les infirmes, et non à servir de détention,
« surtout à un citoyen majeur, qui, nous vous l'avouons,
« ne nous a donné aucun signe de furie, et nous a déclaré
« ne pas vouloir rester à l'hôpital.

« Si vous avez, Monsieur, des raisons pour sevrer de
« la société le nommé Braud, nous vous prions de vouloir
« bien le faire prendre pour le faire renfermer dans tel
« endroit que vous jugerez à propos, vous prévenant,
« Monsieur, que si vous n'avez pas disposé de lui d'ici
« demain 9 du courant, nous vous verrons forcés de lui
« rendre la liberté qu'il réclame ».

On voit par ce fait les conséquences qui pouvaient résulter de cette absence de constatation médicale, chez les individus soupçonnés d'aliénation mentale. De la lettre que nous venons de citer nous pouvons en conclure que les administrateurs, outre qu'ils étaient incompetents dans l'espèce, n'avaient aussi pas eu le temps matériel de constater la folie chez l'individu en question. On voit en effet tous les jours des aliénés, même des plus dangereux, calmés dès leur entrée par le seul fait de l'internement, et manifestant quelque temps après, les symptômes les plus évidents de l'aliénation mentale. Il était donc possible que le nommé Braud fut réellement fou, bien qu'il ne l'eut pas encore montré, et l'on voit par suite les graves inconvénients qui pouvaient résulter de sa mise en liberté aussi immédiate.

Lorsque l'aliéné était un indigent, s'il n'avait pas de famille ou s'il avait été arrêté sur la voie publique, son admission était faite d'après un billet du maire de la commune, directement ou par l'intermédiaire du préfet s'il était d'une autre commune que celle de Niort : à l'appui de ce dernier cas, nous citerons une lettre des archives par laquelle le préfet demande à la commission de recevoir en observation un homme de St-Symphorien que le maire de cette commune juge utile de renfermer. Il ajoute que le rapport des administrateurs déterminera s'il devra être transféré à Poitiers (1).

En même temps qu'elle nous fait voir la manière dont on internait les aliénés à cette époque, cette lettre montre que les administrateurs étaient seuls juges de l'état mental d'un individu; on voit les abus qui pouvaient résulter d'un pareil état de choses; en effet, ces messieurs devaient forcément s'en rapporter au dire des gardiens et des sœurs ce qui pouvait conduire à des conclusions souvent fausses, étant donné combien il est difficile parfois de dire à première vue si un individu est oui ou non en possession de la plénitude de ses facultés mentales.

On voit aussi par cette pièce que l'hôpital de Niort ne gardait pas tous les aliénés qui lui étaient adressés. Vue l'exiguïté des locaux et l'insuffisance de ce service, les administrateurs étaient obligés de se débarrasser de la plus grande partie des insensés, et en particulier de ceux qui étaient les plus agités.

Les modes d'admission que nous signalés n'étaient pas

1. *Arch. hop.* Carton 16, VII, G. 1.

toujours les seuls employés ; quelques aliénés rentraient plus ou moins directement par la voie judiciaire ; les uns accusés de crimes ou délits, étaient, après déclaration d'irresponsabilité, envoyés de suite à l'hôpital en vertu d'un jugement, les autres, faisant déjà partie de la population des prisons, soit qu'ils fussent arrêtés comme vagabonds, soit qu'ils eussent été écroués comme malfaiteurs, arrivaient à l'établissement hospitalier pour des affections intercurrentes. Comme exemple des premiers, nous citerons une lettre trouvée dans les archives du Greffe du Tribunal de Niort (1), dont nous donnons textuellement la partie relative au fait qui nous occupe :

« Niort, 20 messidor an III de la République....

« Le Tribunal criminel du département des Deux-Sèvres à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux.

« Nous vous rendons compte, citoyens, des opérations du Tribunal pendant cette décade...

« Charles Boutin, tisserand, demeurant en la commune de Besseleuf, district de Niort, a été mis en jugement, il était accusé d'avoir tué Marie Renaudet de la dite commune et sur la déclaration du jury de jugement portant qu'il est constant que le 9 Floréal dernier sur les 4 heures du soir il a été commis un homicide sur la personne de la dite Renaudet, que le dit Boutin est convaincu d'avoir commis cet homicide, qu'il n'est pas convaincu de l'avoir fait méchamment à dessein du cri-

1. *Archives du Greffe*, Reg. U. 20. Correspondance.

« me, qu'enfin cet homicide est l'effet de la démence du
« dit Boutin, le tribunal l'a déclaré acquitté de l'accusa-
« tion et faisant droit sur les conclusions de l'accusateur
« public, considérant que la mise en liberté du dit Boutin
« ne pourroit qu'estre nuisible, qu'elle compromettrait
« infailliblement la sûreté publique, attendu son état de
« démence, ordonne qu'il sera détenu à la maison de
« l'Hôpital Général de la commune de Niort, jusqu'à ce
« qu'il soit légalement constaté qu'il a recouvré l'usage
« de la raison. De suite, il a été conduit en la dite mai-
« son de l'hôpital ».

Faisons remarquer en passant, que c'est le tribunal de son propre chef qui déclare Boutin aliéné ; à cette époque les médecins n'étaient pas plus appelés à intervenir dans cette circonstance que dans les autres cas d'internement.

La plus grande partie de la population aliénée de l'Hôpital-Hospice était fournie du reste par les prisons. Quelques-uns de ces malades étaient enfermés seulement pour leur folie. C'est le cas d'un nommé Colombier, ex-cuirassier du 13^e Régiment, dont l'administration hospitalière demande la sortie par une lettre du 23 juin 1814, adressée au maire de Niort, déclarant que ce soldat a recouvré la raison. Dans cette lettre la commission déclare « qu'il
« importe qu'il quitte la maison le plus tôt possible, *vu la*
« *grande consommation qu'il fait en vivres* ». Elle ajoute que le billet d'entrée portait qu'il devait être reçu jusqu'à ce que le Tribunal ait statué sur son sort ; mais comme il n'avait été arrêté que pour cause de folie ; la cause n'existant plus, il peut être remis en liberté, du moins jusqu'à ce qu'il ait une rechute.

Cependant, comme nous l'avons dit, les entrées seulement pour cause de folie étaient rares ; les aliénés étaient surtout reçus pour d'autres affections qui venaient se joindre à l'affection mentale. Dès lors, l'administration cherchait à se défaire de ces sujets sitôt que l'affection physique était disparue, surtout si ces individus n'étaient pas habitants de la commune. Tel fut le cas d'un ancien chasseur à cheval hanovrien nommé Schwab qui avait été conduit à l'hôpital le 27 novembre 1811 par ordre du maire. Entré quelque temps auparavant pour une chute dangereuse, il était sorti guéri de cet accident ; cette fois sa rentrée n'avait eu d'autre cause que son affection mentale. Voici ce que les administrateurs de l'hospice écrivirent alors au Maire à ce sujet : « Sa santé n'a point été
« altérée par le séjour très court qu'il a fait dans la pri-
« son, et si on a cherché à débarrasser le geôlier d'un
« hôte très incommode, attendu son état de folie, nous ne
« voyons aucune raison pour que ce soit notre maison
« qui serve de retraite aux fous qui ne sont pas nés dans
« les murs de notre ville. Cet homme peut être dirigé
« vers le pays qu'il a habité avant d'entrer dans l'état
« militaire et sa présence étant une charge pour notre
« hôpital, nous vous prions de l'en faire sortir le plus tôt
« possible (1) ».

Le 28 décembre, à propos d'un garçon de 12 ans entré le 18 avril et d'une fille entrée le 4 juin, la commission écrivait encore : « Cette dernière (la fille) a l'esprit dérangé.
« Nous désirerions que ces deux individus, qui n'ont

1. *Archives Hôpital*, Reg. II, E. 2; Correspondance.

« été arrêtés que parce qu'ils n'avaient pas de passeports,
« sortissent de notre hôpital, parce qu'ils en augmentent
« la consommation dans un moment où nous devons nous
« occuper à la restreindre ». — On ne répondait pas
toujours au désir des administrateurs car ils étaient obli-
gés parfois de réclamer fort longtemps la sortie de ces
individus qui les encombraient, si l'on en juge par les
nombreuses lettres qu'ils écrivirent au sujet des mêmes
personnes. Pour le hanovrien Schwab, dont il est ques-
tion plus haut, ainsi que pour deux autres aliénés, de nou-
velles lettres furent écrites dont l'une adressée au procu-
reur impérial le 27 février 1842 demande la sortie de ces
malades, « le séjour de ces *prisonniers* se prolongeant
« d'une manière désavantageuse aux intérêts de nos
« pauvres ». Le 28 avril, nouvelle lettre appuyée d'un certi-
ficat du médecin de l'établissement constatant l'état de
folie des individus en question, lettre restée sans effet car
on en trouve une dernière à la date du 25 novembre.
Le procureur faisait la sourde oreille, embarrassé sans
doute pour se débarrasser de ces hôtes dangereux ou qui pou-
vaient le devenir et la loi ne mettant à sa disposition que
des moyens insuffisants pour lui permettre de trancher
la question. Nous pourrions citer encore beaucoup de cas
de ce genre mais toutes ces lettres se ressemblent ou à
peu près et les réponses se font toujours attendre, il de-
viendrait par conséquent fastidieux de toutes les citer.

Il serait difficile de s'expliquer cette hâte de la commis-
sion à faire sortir de son établissement les gens atteints
de maladies mentales si nous ne faisons un tableau de
la situation de l'hôpital à cette époque, On verra alors

que l'hospice était très pauvre et de plus qu'il n'avait pas de service bien organisé pour recevoir les aliénés, ce qui explique les faits précédemment cités.

Si nous voulons nous faire une idée de la situation malheureuse dans laquelle se trouvait l'hôpital de Niort pendant cette période, il nous suffira de passer en revue quelques lettres écrites par les administrateurs à différents personnages. Dès l'an VI la détresse est extrême si nous nous en rapportons à une lettre qui était adressée au Ministre de l'Intérieur et au Représentant du peuple : les fournisseurs ne veulent plus rien donner avant d'être payés, le vin, la viande, le pain lui-même font défaut et pour comble la jouissance de plusieurs propriétés, tel le moulin du Château et le pré de la Blanchirie, leur est enlevée avec les biens des aumôneries et divers autres revenus. Le ministre accorde alors 7.000 livres de subvention, mais surgit une nouvelle difficulté : l'hôpital ne touchera cette somme que par légers acomptes. La situation était devenue telle que l'année suivante on fut obligé de renvoyer à Saint-Maixent 29 pauvres de cette ville aux besoins desquels on était dans l'impossibilité de subvenir.

Cet état de choses durait encore une douzaine d'années après, aussi on se demande comment l'établissement put se maintenir si longtemps dans une position si critique. Il est probable qu'il y eut des jours moins mauvais, ce qui nous le ferait croire c'est que les doléances des administrateurs semblent moins fréquentes pendant une certaine période. Mais en 1812, la situation semble de nouveau s'obscurcir ; il paraît même qu'elle soit devenue

plus pénible qu'elle ne l'avait jamais été. Le 28 avril 1842 les administrateurs écrivaient au maire pour lui faire connaître la gêne extrême où ils se trouvent : inutilement ils ont sollicité des secours du conseiller d'Etat, chargé de la comptabilité des hôpitaux.

Les demandes faites à l'administration de la Guerre, qui doit 30000 francs pour journées de militaires malades, n'ont pas eu plus de succès. « Nous présentions
« ajoutent-ils, la détresse affreuse où nous sommes
« réduits aujourd'hui. Nous savions que si on ne nous
« accordait pas des secours extraordinaires, il nous se-
« rait impossible de soutenir le service de cet hôpital.
« Effrayés de cette perspective, nous nous sommes servis
« de tous les moyens qui pouvaient nous sortir de l'aban-
« don où nous laissaient les autorités chargées de veiller
« à nos besoins. Nous avons souvent entretenu M. le Pré-
« fet de nos craintes : nous lui avons écrit il y a quinze
« jours que nous n'avions de vivres que jusqu'à la fin de
« ce mois. Il y a huit jours nous lui avons rappelé notre
« état de situation, enfin hier nous nous sommes rendus
« près de lui pour lui annoncer que nous n'avions de
« pain que pour quatre jours. Nous vous annonçons ce
« dénuement absolu, avec invitation de faire tout ce qui
« sera en votre pouvoir pour nous secourir. Ecrivez,
« nous vous en prions, à Monseigneur le Ministre de l'In-
« térieur pour lui peindre notre situation. » Ils ajoutent
que si les secours ne viennent pas ils se verront dans
l'obligation de mettre dehors tous les hôtes de l'hôpital.
On voit en somme que le service de la Guerre qui devait
une somme assez ronde à l'établissement, était en partie

cause de cette détresse. Les bons sans aucune valeur avec lesquels il paya sa dette, loin d'améliorer la situation, ne firent que compliquer les embarras financiers. Personne ne voulait en paiement ces bons de la caisse d'amortissement qui ne pouvaient être touchés que dans le département pour lesquels ils avaient été émis et, pour comble, les réquisitions qu'on allait faire à l'hôpital devaient être payés avec les mêmes papiers. C'est ce que l'administration hospitalière exposait le 11 septembre dans une lettre qu'elle adressait au Général commandant la 12^e division militaire à La Rochelle. Elle montrait que le département des Deux-Sèvres ne possédant pas pour 30.000 francs de biens communaux, les valeurs que la Caisse d'amortissement émettait directement pour ce département ne pouvaient être touchées même dans les autres circonscriptions préfectorales. Ainsi, malgré un certain actif, l'hôpital est dénué de tout, le 14, le pain lui-même fera défaut. La même protestation est adressée à M. Panvillier, président de la Chambre des comptes à Paris. Les administrateurs protestent contre les moyens qu'on leur propose de forcer les fournisseurs à accepter des papiers qu'ils savent n'avoir aucune valeur. Et dans une lettre adressée au Maire ils ajoutent : « Telle est la
« puissance du Ministre Directeur de l'administration de
« la Guerre que les administrateurs d'un établissement
« de bienfaisance sont devenus les agents de la ruine de
« plusieurs famille ». Il font allusion par cette phrase à la gêne qu'on occasionnait aux fournisseurs en ne leur payant pas ce qui leur était dû. — Le 14, fort heureusement, les fermiers de l'hôpital apportèrent du blé et les

bouchers consentirent à fournir de la viande à crédit ; d'un autre côté le Préfet fit faire des réquisitions, mais tout cela était bien peu de chose pour arriver jusqu'à la fin de l'année.

On conçoit que dans de telles conditions l'administration de l'hospice ne tenait pas à augmenter sa population indigente et surtout de recevoir des aliénés qui n'étaient d'aucune utilité pour l'établissement ; c'est ce qui fait comprendre à la rigueur cette parole que l'on trouve dans une lettre adressée au maire dans laquelle les administrateurs se plaignent d'avoir un de leurs hôtes qui a « *un appétit désolant pour un hôpital* ».

Dans ces conditions, il fallut prendre des dispositions pour débarrasser le plus possible l'hospice, des aliénés qui commençaient à l'encombrer. La Commission décide alors de renvoyer les malades n'appartenant pas à la commune, ainsi que ceux dont les parents étaient en état de les prendre chez eux (1).

1. Voici une lettre que la Commission adressait le 11 septembre 1813 au maire d'Azay :

« Monsieur, Nous sommes forcés par l'état pénible où nous a mis
« le ministère de la guerre, en acquittant ses dépenses en bons de la
« caisse d'amortissement, de réduire le plus possible la consommation de notre maison, et nous ne pouvons y parvenir qu'en ren-
« voyant tous les individus qui n'appartiennent pas à notre commune
« ou qui ont des parents en état de les recevoir. Le nommé Des-
« champs, idiot, fils d'un habitant de votre commune se trouve sur
« la liste de ceux qui doivent sortir de notre maison. Comme cet in-
« dividu ne peut-être renvoyé sans être accompagné par quelqu'un,
« nous vous prions, Monsieur, de dire à ses parents de venir le cher-
« cher. En cas de refus ou de retard de leur part, nous employerions
« la gendarmerie, ce qui est convenable d'éviter »,

L'an V on demanda au département de la Vienne de vouloir bien recevoir quelques aliénés. Les administrateurs de ce département répondirent le 20 thermidor qu'il avait été en effet construit au dépôt de mendicité du chef-lieu des loges pour recevoir les fous furieux, mais toutes sont occupées. Si les individus dont il est question ne sont pas trop agités, le dépôt de Poitiers peut les recevoir, dans le cas contraire l'administration hospitalière de Niort pourra s'adresser à La Rochelle qui peut-être les recevrait. Ce ne fut que l'année suivante qu'on put trouver 8 aliénés suffisamment tranquilles qui furent dirigés le 11 floréal an VI sur le dépôt de mendicité de Poitiers. On voit le temps qu'il a fallu pour se débarrasser d'un petit nombre d'individus, aussi l'encombrement était-il grand à l'hôpital de Niort. C'était donc à Poitiers surtout que cet établissement put envoyer le trop plein de son service d'aliénés (1). Ceux-ci n'y étaient pas mieux, au contraire, si l'on s'en rapporte au tableau qu'en fait M. Lamarque au commencement de sa thèse en 1820 (2). Il y avait une absence presque absolue de l'hygiène la plus élémentaire. Des salles sont au-dessous du niveau du sol, « *le terrain est bas; les jardins inondés en hiver* ». Il existait 16 loges pour les femmes, moitié au rez-de-chaussée, moitié

1. C'est le contraire qui a lieu aujourd'hui où le nombre des aliénés de la Vienne forme plus du quart de la population de l'asile de Niort.

2. LAMARQUE (A. A.). *Essai sur l'hygiène des aliénés*, précédé d'une courte notice sur les aliénés renfermés à l'Hôpital Général de Poitiers. Thèse de Paris, 1820.

au 1^{er} étage, et 11 pour les hommes, toutes au rez-de-chaussée ; ces dernières possédaient une cour qui n'avait que 4 pieds de largeur et garnie « *d'un cloaque infect à odeur sui generis* ». La nourriture n'était pas mesurée mais les malades n'avaient pas de viande, leur menu se composait invariablement de pain, de soupe et de légumes. Le « *Gilet de force* » y est inconnu, les agités ont les fers aux pieds et aux mains. Comme hydrothérapie, « on les fait baigner à la rivière dans la belle saison, quand le médecin le juge convenable ». Le personnel se compose d'une sœur qui les visite de temps en temps, d'un infirmier, d'une infirmière et d'un médecin « qui n'est appelé que lorsqu'ils tombent malades ». Le nombre des aliénés était de 13 folles et de 9 fous, mais il y avait en outre des idiots, presque tous scrofuleux, des imbéciles et idiots des deux sexes, des déments séniles et des paralytiques. Il y avait encore des aliénés dans d'autres établissements de la ville.

On voit par ce tableau que la situation de ces malheureux était aussi mauvaise, sinon plus, à Poitiers que dans les autres villes.

Dans les Deux-Sèvres il y avait aussi des aliénés dans d'autres hospices que celui de Niort ; ceux de Chizé et de Thouars en renfermaient un certain nombre, ainsi que le dépôt de mendicité de Saint-Maixent jusqu'à ce qu'il soit supprimé.

Bien que l'hôpital de Niort cherchât à conserver le moins possible d'individus atteints d'aliénation mentale, il lui fallait bien recevoir ceux, dangereux pour la sécurité publique, que l'on commençait à ne plus vouloir main-

tenir dans les prisons. Nous avons un exemple dans lequel le maire s'opposait à incarcérer de nouveau un aliéné qu'il avait fait conduire à l'hôpital. Cet individu, nommé Rousseau, qui était frappé d'interdiction, avait été envoyé de la maison d'arrêt pour une affection autre que sa folie. Comme il était guéri de cette maladie, les administrateurs de l'hospice de Niort écrivirent au Maire le 11 avril 1813 pour le prier de donner des ordres pour le faire sortir de leur établissement. Ce magistrat refusa de le réintégrer en prison faisant valoir que cet homme n'avait été incarcéré que pour son état d'esprit et qu'il jugeait ce motif insuffisant pour l'emprisonner de nouveau. Le 24 on écrivit alors au Préfet lui rendant compte de la réponse faite par le Maire et le priant de faire entrer Rousseau au dépôt de mendicité de Saint-Maixent. Cette lettre n'eut probablement aucun effet car d'autres lettres furent écrites au même magistrat, l'une d'elles datée du 25 juin 1814, demandait de débarrasser l'hôpital « d'un « hôte qui n'a aucun droit d'y demeurer ». Le 7 janvier 1815, la commission administrative n'avait pas encore obtenu cette sortie, car elle la réclame de nouveau ajoutant que « la ville payant une somme considérable pour « le dépôt de mendicité, il n'est pas juste qu'elle nour-
« risse les mendiants qui lui sont étrangers ». L'hospice eut probablement gain de cause cette fois car il n'est plus fait mention de cette affaire.

On comprend facilement quel devait être l'embarras du maire qui, d'un côté ne voulait pas traiter les aliénés comme des malfaiteurs, mais de l'autre ne pouvait pas non plus les laisser errer en liberté, l'article 3 de la loi

du 24 août 1790, le rendant responsable des accidents qui auraient pu en résulter. Un fait se produisit qui porta l'attention sur la loi dont nous venons de parler et détermina l'accomplissement de travaux pour réparer les loges qui existaient à l'hôpital, mais étaient en très mauvais état. Le 19 mai 1808, la lettre suivante était adressée par les administrateurs de l'hospice au Magistrat de sûreté à Niort : « La folie du nommé Jean Viroleau, a des
« caractères tellement furieux qu'il faudrait pour le gar-
« der des bâtiments d'une force extraordinaire. Rentré
« hier à l'hospice on lui donna des fers, il les brisa à
« l'instant. Sur le point de s'évader, nous crûmes devoir
« prévenir la gendarmerie à s'assurer de sa personne,
« vu les menaces qu'il proférait contre sa famille. Nous
« sommes informés qu'on doit le renvoyer à l'hospice.
« Ce parti ne serait peut-être pas suffisant pour mettre
« sa femme à couvert des dangers quelle court ; nos
« loges ne sont point assez fortes pour des furieux de
« cette espèce, nous avons le dessein de les faire forti-
« fier, mais cela ne peut être fait dans un jour. Nous ne
« pouvons donc, Monsieur, vous promettre d'empêcher
« son évasion et les jours de sa femme seront d'autant
« plus en sûreté s'il reste au Château ou si on l'envoie au
« dépôt de Poitiers ».

« La première évasion doit en faire craindre une se-
« conde et ses suites pourraient être très funestes à la so-
« ciété. Nous vous soumettons ces réflexions pour qu'on ne
« puisse nous imputer de n'avoir pas prévenu de l'impos-
« sibilité où nous sommes de garder ce furieux ».

Le maire répondit en rappelant l'ordonnance de 1790

qui fut l'occasion de dispositions de police de la part de M. Brisson son prédécesseur dans lesquelles il est dit que les furieux qui ne pourraient être envoyés dans un asile seraient déposés à l'hospice civil de la commune ; il invite donc la commission administrative de l'hôpital à disposer 3 ou 4 loges assez solides pour recevoir et retenir les fous furieux qui pourraient être envoyés, en attendant leur transfert au dépôt de Poitiers. Le sieur Viroleau restera à la prison du Château, à *titre provisoire*, en attendant son interdiction et son transfert dans le département de la Vienne.

À la réception de cette lettre la commission se réunit et se transporte aux loges existantes avec le sieur Martin entrepreneur ; elle décide « de faire doubler une des
« loges en madriers de chêne de 3 à 4 pouces d'épais-
« seur, les dits madriers seront liés ensemble avec des
« boulons de fer de grandeur nécessaire ; vu l'urgence,
« ce travail sera fait par économie et l'on y mettra dès
« demain les ouvriers nécessaires ». Pour les autres loges, on décide de faire un devis estimatif qui sera soumis au Préfet. Ce devis fut adressé par une lettre, le 11 juin 1808 et retourné aussitôt avec avis favorable.

Ces loges, qui existaient encore il y a une trentaine d'années n'étaient point souterraines, comme il y en avait dans beaucoup d'hospices, elles se trouvaient au rez-de-chaussée ; en 1832 il y en avait 12 pour les hommes et 7 pour les femmes. Elles étaient garnies de pièces de chêne très solides et ne contenaient pour tout mobilier qu'une caisse en bois dont une pailleasse formait la plupart du temps la seule garniture. Un guichet grillagé était ouvert

à l'une des extrémités et servait à passer aux malheureux qui y étaient enfermés la nourriture réglementaire et le peu d'air et de lumière qu'ils pouvaient laisser filtrer. Ces cellules étaient fort insalubres, mais cependant on a vu que beaucoup d'hôpitaux en possédaient de bien autrement malsaines, telles sont celles que décrivent dans leur rapport MM. Constans, Lunier et Dumesnil, dans lesquelles une cavité creusée dans le ciment du sol recueillait la nourriture de ces infortunés qu'on y versait à travers une ouverture de la porte ou de la muraille à l'aide d'une très longue cuillère.

A lire la description des cellules de l'hôpital de Niort, on ne voit pas bien quelles dégradations pouvaient bien y faire les agités qui y étaient enfermés. Cependant il se trouvait des individus capables d'occasionner d'assez sérieux dégâts si l'on s'en rapporte aux notes recueillies ça et là dans les registres des délibérations. On cite entre autres le fait d'un militaire qui occasionna par son agitation des dépenses assez importantes, ainsi qu'en témoignent les lettres dont nous avons trouvé la copie dans un registre de correspondance (1).

1. Voici le texte de cette lettre qui est adressée le 27 avril 1813 au Colonel du 13^e Régiment de chasseurs à cheval, en garnison à Niort :

« Monsieur, nous avons reçu dans notre hôpital le nommé Aimable
« Joseph Delaby, chasseur dans le Régiment que vous commandez.
« Cet homme nous avait été annoncé comme fou, mais nous ne nous
« doutions pas de la violence de sa folie et nous n'imaginions pas
« qu'un pensionnaire à 1 franc par jour nous coûterait journellement
« trois et quatre fois le prix de la pension pour réparer le dégât qu'il
« fait, à la loge où il est enfermé. Cependant cet homme nous forçant
« à chaque instant à de nouvelles dépenses pour tenir sa loge fermée,

A voir le chiffre des malades dont l'administration demandait la sortie ou le transfert dans d'autres établissements on pourrait penser que le nombre des aliénés augmentait, déjà dans d'assez fortes proportions dans le département des Deux-Sèvres. Il ne nous a pas été possible de recueillir à ce sujet des renseignements précis, les aliénés étant disséminés un peu partout. M. Ferrus, inspecteur général des asiles d'aliénés, qui essaya en 1834 de rechercher quel était le nombre des individus atteints d'aliénation mentale que renfermait le Département, ne put obtenir non plus un résultat suffisant « Ferrus estime à 3,010 le nombre d'aliénés retenus dans les prisons ou errant en état de vagabondage ; mais ce qui ressort pour nous le plus clairement de sa publication, c'est l'ignorance dans laquelle on se trouvait toujours dans les départements du nombre réel des aliénés existants, en particulier des indigents, tout comme ce que devait être un asile et ses besoins.

« nous devons vous demander de nous débarrasser d'un hôte aussi incommode ou de faire payer par la caisse de votre régiment toutes les réparations qu'il faudra faire dans la loge qu'il habite. » Le colonel répondit qu'il n'avait aucun moyen d'acquitter cette dépense. Différentes lettres furent alors échangées successivement et il est probable que les réponses définitives se firent longtemps attendre car les administrateurs se plaignaient de ne pas avoir reçu de solution. Ils insistent de nouveau pour en avoir une, disant qu'à deux reprises ils ont fourni des vêtements à ce malheureux, « qui dans ses moments lucides demande à se couvrir et déchire tout dans les moments de folie ». On ne trouve pas de trace de la suite de cette affaire dans les archives de l'hôpital,

Monsieur Dupin qui était Préfet des Deux-Sèvres en l'an X, semble avoir fait également quelques recherches de ce côté pour le département qu'il administrait. Ses renseignements sont peu complets, mais voici ce qu'il écrivait à ce sujet dans son très intéressant travail sur le département (1) : « J'ai consulté dans différentes parties
« du département les médecins les plus expérimentés
« pour savoir si le nombre des insensés, des sourds-muets
« et des aveugles était augmenté depuis 1789. Niort et
« Saint-Maixent ne montrent aucune variation à cet égard.
« Il existe dans la première ville deux insensés, 8 aveu-
« gles, 3 sourds et muets, et dans la seconde, 8 insen-
« sés, 2 sourds-muets et 4 aveugles.... Le docteur Dela-
« haye à Parthénay observe que le nombre des mania-
« ques s'était accru d'une manière effrayante sous le
« régime de la Terreur. Le héros à qui la France doit
« son repos et son bonheur, en a tari la source en faisant
« succéder un gouvernement paternel à l'anarchie des
« factions et en permettant le libre exercice du culte
« catholique. Les passions de l'âme sont les causes les
« plus fréquentes et les plus terribles des maladies de la
« tête. Le docteur Delahaye a traité ces maniaques avec
« succès par la saignée du pied, les bains froids, les dou-
« ches et l'opium.... » L'auteur constate encore la pré-
sence de 7 aliénés dans le canton de Moncoutant, exacte-
ment le même nombre qu'avant la Révolution.

On voit maintenant que la source n'en était pas tarie, car le nombre des aliénés a pris aujourd'hui d'énormes

1. Dupin. *Mémoire statistique sur le département des Deux-Sèvres*, an X.

proportions. Même à l'époque où Monsieur Dupin écrivait ces lignes le nombre de ces malheureux allait toujours croissant. Ainsi en 1813 le maire de Niort demandait aux administrateurs le chiffre des aliénés retenus dans les prisons de la ville ; or, une liste de ces individus, ajoutée au dos de cette lettre, nous permet de supposer qu'il y avait dans ces locaux au moins une dizaine d'hommes et autant de femmes atteints d'aliénation mentale, (1) sans compter ceux qui étaient enfermés dans les autres prisons et hospices du département et que nous ne pouvions apprécier, vu l'insuffisance de documents à cet égard.

A l'hôpital de Niort il ne devait pas y en avoir beaucoup car cet établissement n'était pas considéré comme traitant l'aliénation mentale. Il ne recevait les individus atteints de cette affection qu'en vertu de l'article 3 de la loi du 24 août 1790 et des dispositions de police de M. Brisson qui en furent la conséquence, c'est-à-dire à titre provisoire, comme hospice communal, en attendant l'envoi dans un asile. C'est ce que veulent indiquer les administrateurs le 17 avril 1818, dans une lettre adressée au Maire de Niort, lui demandant de réintégrer à la prison ou à l'hôpital de Fontenay un aliéné qui était entré pour une autre affection, et qui était alors complètement guéri, « sauf l'aliénation mentale que l'on ne traite pas dans l'établissement (2) ».

C'est vers cette époque que fut adressée dans tous les hospices une circulaire ministérielle datée du 16 juillet

1. *Archives Hôpital*. Carton 16. VII, G. 1. Dossier 22.

2. *Archives Hôpital*, Registre II, E, 2. Correspondance.

1819 qui prescrit de ne plus coucher les malades sur le sol, mais dans des couchettes, de réglementer la distribution des aliments, de nommer un médecin pour visiter journellement les malades, et d'abandonner l'usage des fers. Nous avons vu qu'à Niort la première de ces prescriptions n'était pas applicable, les cellules étant pourvues de couchettes en bois, la distribution des aliments était réglée, ainsi que celle des autres malades de la maison ; quant à la nomination d'un médecin, ce n'est qu'une dizaine d'années après qu'elle fut faite, ainsi que nous le verrons plus loin. Jusqu'à ce moment les médecins de l'hôpital devaient secourir ceux des aliénés qui étaient atteints d'une affection physique, les autres étant probablement très rarement visités, car on les considérait généralement sinon comme incurables, du moins comme n'étant susceptibles d'aucun traitement.

Au mois d'août 1823, le conseil général des Deux-Sèvres ayant décidé la suppression du Dépôt de Mendicité de Saint-Maixent, l'hôpital de Niort fut désigné pour recevoir une partie de sa population. Cette suppression devait être effectuée pour le 1^{er} janvier 1824 ; mais elle n'était pas encore réalisée au mois de juillet, car le Préfet écrivait le 24 de ce mois au maire de Niort, le Comte de Saint-Hermine :

« Monsieur le Comte,

« D'après les propositions faites par le Conseil général
« du département, 30 fous furieux, insensés, incurables
« ou filles de mauvaise vie, de même que 30 malades,
« dont 22 des communes de l'arrondissement de Niort.

« et 8 de celui de Melle, doivent être envoyés à l'hospice
« de Niort pour y être entretenus aux frais du départe-
« ment. Les dispositions avaient été prises en conséquence
« pour que l'on pût y recevoir ces 60 individus. En vertu
« d'un ordre supérieur du 11 mai dernier, la mesure pro-
« posée par le Conseil général se trouve pour le moment
« restreinte à la seule population du dépôt de mendicité
« et aux aliénés qui, en raison de leur position, pourront
« être traités dans les hospices. J'ai néanmoins l'espoir
« de voir réaliser, dès l'année prochaine, les bienfaits
« que recueilleront les classes indigentes de l'exécution
« d'un projet que j'étais fondé à croire certain... » (1).

Quarante individus furent alors désignés par le Préfet pour être dirigés sur l'hospice de Niort : un état était joint à la lettre, donnant des renseignements sur la situation de ces personnes, mais comme il ne figure pas dans les archives, nous n'avons pu savoir combien il y avait d'aliénés parmi ces 40 malheureux. Même sur les états de journées de l'hospice de Niort ils sont confondus avec les autres malades, ce n'est qu'à partir de 1833 qu'ils figurent séparément, mais il devait à cette date y en avoir de sortis ou décédés, ce qui ne nous a pas permis de nous renseigner exactement. Ils étaient alors au 1^{er} janvier 1833 au nombre de 12 dont 6 hommes et 6 femmes, se décomposant comme suit : 2 hommes et 2 femmes épileptiques, 2 hommes et une femme imbécilles, 1 idiot, 1 folle furieuse, et 2 hommes et 1 femme aliénés (2).

Le mobilier du dépôt devait appartenir à l'hospice de

1. *Archives hôpital*. Carton, 11, II, G. 2.

2. *Archives hôpital*. Carton, 11, II, G. 2.

Niort et être envoyé en même temps que les malades. Il ne le fut totalement qu'en 1828.

En présence d'une telle augmentation du nombre des malades, il fallut bientôt s'occuper d'améliorer le service. Le 2 février 1825 le Dr Vernhes, médecin de l'hôpital, qui devait être chargé du service des aliénés, écrivit à la Commission. Il déclara que tous les aliénés actuellement à l'hospice étaient incurables et qu'il n'y avait à prendre envers eux que des précautions de sûreté et d'hygiène. Cependant, ils étaient sujets à des maladies accidentelles, c'est pourquoi il réclama la création d'une infirmerie pour chacune des sections, hommes et femmes, ayant chacune quatre lits. Il est nécessaire également de faire faire une salle de bains spéciale au service des aliénés ; trois baignoires seront suffisantes. Il ajoute que les aliénés sont abandonnés, pendant la nuit surtout, et que cet état de choses peut avoir des conséquences fâcheuses ; un surveillant est donc indispensable. Il demande enfin le nivellement des cours pour éviter la stagnation des eaux pluviales (1).

Le 26 août de la même année le Dr Vernhes fit un rapport à la Commission administrative pour être transmis au préfet. Dans ce rapport il demande la création d'une salle de bains et douches, un logement pour un gardien des loges et l'augmentation du nombre de celles-ci ; les aliénés étant enfermés deux par deux dans les cellules cela pouvait avoir de graves inconvénients (2).

1. *Arch. Hop.* Carton 16, VII, G. 1. Dossier 18.

2. *Arch. Hop.* Carton 16, VII, G. 1. Dossier 18.

Le 25 novembre 1825, le Préfet adressait au Maire de Niort une lettre dans laquelle il lui faisait connaître, qu'ayant reçu du personnel médical de l'hospice une communication qui établissait « la nécessité de compléter le local occupé par les fous furieux et même d'augmenter le nombre des loges destinées à contenir ces infortunés », il en avait entretenu le Conseil général qui vota, au budget de 1826 une somme de 400 francs pour recevoir cette destination. Ce projet ne fut sans doute pas exécuté, car d'abord il n'en est fait mention nulle part, et ensuite on verra plus tard, en 1837, de nouvelles propositions être faites dans le même but.

Aucun fait intéressant n'est à signaler dans le service des aliénés jusqu'en 1830. A cette époque, le 19 avril, « la Commission désirant pourvoir d'une manière plus
« particulière à l'amélioration du sort des aliénés et des
« furieux détenus dans l'hospice par l'établissement près
« d'eux d'un médecin qui pourrait suivre de près les soins
« curatifs à donner à chacun d'eux, et apprécier les allé-
« gements à apporter à leur malheureux sort, soins que
« ne permet pas de leur donner le service actif et jour-
« nalier des médecins actuellement attachés à l'hospice,

« Et attendu que l'établissement d'un docteur *ad hoc*,
« pour ces sortes de personnes n'entraînera aucun sur-
« croît de dépense pour l'hospice, ce service devant être
« fait gratuitement par le zèle du docteur qui sera promu
« à ces fonctions particulières,

« Arrête :

« Article 1^{er}. — Il sera établi près de l'hospice de
« Niort une place gratuite de médecin qui sera chargé du

« soin de l'amélioration et de la guérison des fous et
« furieux qui résident dans l'établissement. »

« Article 2. — A cet effet, MM. Vernhes, fils, Palustre
« et Petit sont candidats désignés par la commission afin
« qu'aux termes de l'article 18 de l'ordonnance du 31
« octobre 1821, M. le Préfet veuille choisir le docteur
« qui lui paraîtra, par son zèle pour l'humanité, propre à
« remplir ces fonctions gratuites. » (1)

Le 10 novembre, le Préfet demanda à la Commission administrative un nouvel avis, tant sur le projet que sur les candidats. D'un autre côté, M. le Dr Vernhes père, chirurgien de l'hôpital, faisant valoir les services qu'il a rendus à l'établissement, témoigna le désir que le médecin choisi pour le service des aliénés ait également le titre de chirurgien en second ; il pria également les administrateurs de bien vouloir désigner son fils pour remplir cette double fonction.

Les membres de la commission délibèrent alors le 15 novembre au sujet de ces deux lettres et, « attendu que
« la liste des candidats proposés le 19 avril ne comprend
« que des noms dignes de la confiance de la commission ;
« que si l'on n'y voit point figurer d'autres noms égale-
« ment honorables dont le patriotisme ne constitue pas
« seul les droits, mais que les influences d'alors n'auraient
« pas accueillis, il n'en est pas moins constant que les
« services de Monsieur Vernhes, père, ont dû militer en
« faveur de Monsieur son fils qui se recommande d'ail-

1. *Compte-rendu de la séance du conseil d'administration de l'hôpital-Hospice.* Reg. III E, 5.

« leurs de lui même par les qualités personnelles et que
« la haute considération dont Messieurs Palustre et Petit
« ont joui constamment parmi leurs concitoyens a dû mé-
« riter les suffrages de l'administration..... » décident
qu'ils s'en réfèrent à leur délibération du 19 avril au sujet
des candidats proposés, et repousse la demande de Mon-
sieur Vernhes père, à ajouter au titre de Médecin des
aliénés celui de chirurgien en second.

On voit par la délibération qui précède qu'un conflit
avait dû naître entre les administrations hospitalière et
préfectorale au sujet de la candidature des différents mé-
decins, parmi lesquels il devait en être un, patronné
par le Préfet, qui n'avait pas été proposé par la commis-
sion administrative de l'hôpital. Quelle fut la nature du
conflit et de quel médecin est-il question ? c'est ce qu'il
nous a été impossible de savoir, les documents sont muets
à cet égard, toujours est-il que les choses s'arrangè-
rent pour le mieux puisque le 29 novembre, un décret
du Préfet des Deux-Sèvres nommait médecin de l'hospice
de Niort, affecté au service des aliénés, le Dr Vernhes fils.
Il fut installé dans ses nouvelles fonctions dans la séance
du 6 décembre 1830.

Dès lors un service spécial était créé, à peu près dis-
tinct de ceux de l'Hôpital-Hospice. Malheureusement les
locaux n'avaient pas été améliorés ; l'encombrement ne
tarda pas à être tel qu'il fallut envoyer au dehors un cer-
tain nombre d'aliénés. C'est Lafond, asile proche de La
Rochelle qui fut cette fois choisi. On écrivit au Préfet de
la Charente-Inférieure pour savoir si l'on pouvait y admet-
tre 5 hommes et 3 femmes. Il fut répondu qu'on pouvait

envoyer les 5 hommes, mais qu'on ne pourrait pas recevoir les femmes avant le 1^{er} décembre. Le Préfet de la Charente-Inférieure recommande de n'adresser que des aliénés curables, l'asile de Lafond ayant pour but plutôt le traitement de malades susceptibles de guérison que l'hospitalisation de chroniques. Un arrêté fut alors pris par le Préfet des Deux-Sèvres ordonnant le transfert *par les soins de la gendarmerie* de cinq des malades de son département. Ce mode de transfert nous fait voir qu'on traitait encore dans certains cas les aliénés tout comme des malfaiteurs.

Mais le nombre de ces malheureux allait toujours croissant; leur entassement dans des locaux insuffisants occasionna de graves accidents et fut, comme nous le verrons bientôt, la cause de conditions hygiéniques si mauvaises qu'il devait créer un milieu tout préparé à l'éclosion d'une épidémie et à son développement rapide.

En 1831, la commission chercha à agrandir le service et projeta la construction de cellules nouvelles; elle écrivit dans ce but au Préfet, en y joignant un rapport de Monsieur Vernhes fils, médecin du service, faisant connaître la situation précaire où se trouvait le quartier des aliénés et les moyens de l'améliorer. Le Préfet répondit le 28 mars qu'il ferait des propositions dans ce sens au Conseil général, soit pour réaliser le projet de la commission, soit pour faire envoyer dans d'autres établissements ceux des malades qui ne pourraient trouver place à l'hospice de Niort. Il termine en disant l'obligation où l'on se trouve d'attendre encore quelque temps une solution satisfaisante.

Ce qu'était alors la situation en 1832, nous nous en ferons une idée à près exacte par une lettre que les administrateurs de l'hôpital écrivaient le 14 mai au Préfet des Deux-Sèvres. Nous reproduirons ce document à peu près dans son entier, car il nous montre une idée qui commence à se faire jour parmi les administrateurs : ceux-ci semblent comprendre que, pour faire profiter les aliénés des soins qui leur sont donnés, il faudrait, non plus modifier sans cesse les locaux existants, mais bien créer en entier un établissement spécial à cette classe de malades. Voici le texte de cette missive :

« Il n'y a pour les fous que 12 loges d'hommes et 7
« de femmes, on envoie un nombre illimité d'aliénés et
« de fous furieux qu'il nous faut entasser dans ces loges,
« malgré l'appréhension que ces malheureux puissent
« s'égorger entre eux. Un assassinat et une mutilation
« affreuse que nous avons eu à déplorer dans le cours
« de l'année passée sont bien faits pour vous convaincre
« de la nécessité de fixer le nombre de fous furieux qui
« seront admis à notre hospice. Nous vous proposons
« pour lors de n'admettre que 11 hommes et 6 femmes.
« Une loge pour chaque sexe resterait disponible afin de
« recevoir tout individu du département qui, donnant à
« l'improviste des signes de folie furieuse, nécessiterait
« sa mise en lieu de sûreté. Cet individu pourrait y sé-
« journer jusqu'au jour de son interdiction. Après quoi
« il serait dirigé sur l'établissement de santé de Lafont.

« Cette mesure aurait l'avantage d'éviter au départe-
« ment la construction de nouvelles loges dans l'hospice,
« différemment cette construction deviendrait indispen-

« sable, et, quoique fort coûteuse, elle ne présentera aux
« aliénés le bienfait d'un traitement curatif qu'autant que
« vous consentiriez à subvenir aux frais des accessoires
« nécessaires à un établissement de santé » (1).

Au mois d'août 4 nouveaux malades conduits par la gendarmerie furent envoyés à l'asile de Lafond (2); mais l'encombrement était toujours très grand et le service encore trop peu distinct des autres quartiers de l'hôpital-hospice. D'après un règlement, élaboré le 3 septembre, voici les dispositions relatives au service des aliénés : Des sœurs étaient chargées de la surveillance générale de chaque division, une chez les hommes et une chez les femmes, mais elles n'étaient pas affectées exclusivement à ce service; ainsi la sœur de la division des femmes avait dans ses attributions, en outre des aliénés, les femmes malades, épileptiques, et syphilitiques; celle des hommes les indigents et les épileptiques ainsi que la surveillance des prés et du bétail. Il n'est point fait mention dans ce règlement de gens de service spécialement affectés aux aliénés, peut-être en était-il comme pour les sœurs, les surveillants étant chargés de plusieurs divisions à la fois. On a vu plus haut qu'on avait projeté une chambre de garde pour y loger un surveillant qui aurait alors été probablement affecté tout spécialement à ce service; comme le reste du projet cette idée n'avait pas été mise à exécution.

Nous disions plus haut qu'un tel encombrement pouvait mettre les aliénés plus à même que tout autres de con-

1. *Archives de l'Hôpital*. Rég. III E 5. Délibérations.

2. *Arch. Hôp.* Reg. Délib., III, E. 5.

tracter des maladies contagieuses, les administrateurs en firent la triste expérience en 1832. Le choléra qui sévissait presque partout jetant la désolation d'un bout à l'autre de la France, vint au mois de novembre s'abattre sur les malades de l'hôpital-hospice, et les aliénés, dont les conditions hygiéniques étaient les plus mauvaises, furent particulièrement frappés par le terrible fléau. Le premier cas qui fut signalé à l'hôpital fut celui d'un soldat du 64^e régiment de ligne, atteint le 6 novembre et qui succomba peu de jours après. Mais le véritable début est fixé par la Commission au 20 novembre, date à laquelle fut atteinte une jeune fille de l'établissement. « Le choléra, après
« avoir fait des victimes dans les salles des femmes et des
« jeunes filles, a sévi avec rigueur et d'une manière foudroyante dans les loges des aliénés et la salle des épileptiques : c'est chez eux qu'elle a régné le plus long-temps. Tous ces individus habitaient les bâtiments dépendants de l'ancien hospice général; ce n'est que vers la moitié de sa période que l'épidémie a envahi le nouvel hospice où se trouvent les cloîtres, là, elle a enlevé quelques vieillards civils, un jeune garçon et 2 militaires, le 10 décembre le choléra avait disparu de l'hospice. Il y a eu du 20 novembre au 10 décembre 65 cas de choléra (2). » Parmi les morts nous relevons 4 hommes et 7 femmes aliénés, 2 hommes épileptiques et 2 imbéciles; 3 aliénés furent guéris ainsi qu'un épileptique. Le personnel fit preuve d'un grand dévouement, aussi dans sa séance du 17 décembre l'administration vota à

tous des félicitations et en particulier au médecin des aliénés.

Il est probable qu'un pareil désastre fit réfléchir les administrateurs et leur donna l'idée d'organiser un service des maladies mentales dans de meilleures conditions hygiéniques. En effet le 3 janvier 1833, l'administration écrivit au Conseil général pour lui exposer la nécessité de créer un établissement de santé pour le service des aliénés, et de faire de celui existant un hospice général pourvu de tous les services possibles. Il faudrait dans ce but effectuer une dépense totale de 90.000 francs dont 60.000 pour l'organisation d'un quartier destiné au traitement des affections mentales.

« Si on considère maintenant l'obligation imposée par
« l'humanité de chercher à obtenir chez ces malheureux
« aliénés sinon une guérison complète, du moins un
« soulagement à leur maladie ; si ensuite sur une popula-
« tion de 60 aliénés on compte 20 incurables et seulement
« 40 susceptibles de traitement et placés dans un autre
« établissement spécial, voici quel sera le résultat :

« Le prix de la journée dans l'Établissement de la Ro-
« chelle étant de 1 fr. 25, le département aura à payer
« 0 fr. 50 de plus que chez nous par chaque individu,
« par jour.

« Or, 48 aliénés guérissables coûteront 20 francs de
« plus par jour au département et seront pour chaque
« année un excédent de dépense de 7.300 francs.

« Ainsi donc dans l'espace de 8 ans 3 mois, notre dé-
« partement pourrait, sans toujours être tributaire d'un
« département voisin, gagner un établissement de santé

« évalué à 60.000 francs et n'aurait plus pour lors à s'occuper que de la modique rétribution de 0 fr. 75 pour chaque individu. »

L'idée d'un établissement spécial était alors lancée, mais elle n'aboutit que beaucoup plus tard ; cette idée germera, des plans successivement projetés puis abandonnés conduiront à la création d'un asile beaucoup plus vaste, que tous ceux qu'on avait primitivement rêvés.

En attendant il fallait arriver à hospitaliser les aliénés, devenant tous les jours de plus en plus nombreux.

C'est encore vers l'établissement de La Rochelle qu'est dirigé le trop plein du quartier de Niort : 2 malades y sont envoyés en 1833 et 4 en 1834, nous verrons bientôt qu'il faudra traiter avec d'autres hospices pour enfermer les insensés des Deux-Sèvres, que l'asile de Lafond finira par ne plus pouvoir recevoir lui-même.

Au mois de février 1834, le médecin du quartier des aliénés de Niort, Monsieur le docteur Vernhes fils, permuta avec son père, chirurgien de l'hôpital, qui vient remplacer son fils dans le service des individus atteints d'affections mentales. Ces fonctions restent toujours gratuites, mais le 24 novembre de la même année la commission accordera à M. Vernhes père, qui a exercé pendant 13 ans 1/2 comme médecin militaire et 26 ans comme médecin de l'hospice de Niort, une pension de 300 francs par an, en raison de ses bons services.

Pendant cette même année une inspection faite par M. Maine-Glatigny nous fait voir que la situation ne s'était pas beaucoup améliorée au point de vue hygiénique. « La situation des aliénés est déplorable », écrit cet inspecteur

parmi les observations qu'il adresse à la commission, et il ajoute : « L'inspecteur insiste pour que ces malheureux
« soient placés dans l'établissement de Lafond, ce moyen
« sous le rapport de l'économie est bien préférable à la
« construction d'un local particulier dans l'hospice. » Il est possible que cette dernière phrase ait contribué à reculer l'époque de la création d'un nouvel établissement... ; on continua à envoyer ailleurs les malades qu'on ne pouvait hospitaliser ; mais comme nous le disions plus haut, l'asile de Lafond lui-même ne voulut ou ne put bientôt plus en recevoir. C'est pourquoi l'année suivante les administrateurs écrivirent à ceux de Nantes, afin de savoir si leur asile était en mesure d'en accepter quelques-uns. Ils répondirent le 14 mars qu'ils pouvaient entretenir 5 hommes et 5 femmes, et, le docteur Bouchet, médecin de leur établissement expose ensuite lui-même dans cette même lettre les moyens de traitement qu'il emploie dans son asile.

Il ajoute qu'il recevra surtout les aliénés curables, et déclare que dans le cas où parmi les 10 malades qu'enverrait l'hospice de Niort, il s'en trouvait qui soient reconnus incapables de guérison il prierait la commission de les retirer pour les remplacer par d'autres susceptibles de recevoir des soins efficaces (1).

Ce ne fut qu'au mois de novembre que ces 10 malades furent envoyés à Nantes. Quatre furent choisis parmi ceux de l'hôpital de Niort et six autres, extraits de Lafond, complétèrent le convoi de 10 que l'hospice de Nantes

1. *Arch. Hôp.* Carton 16, VII, G. 1, Dossier 12.

voulait bien recevoir et qui y furent conduits par les soins de la gendarmerie.

Le chiffre des aliénés augmentait toujours d'année en année, aussi en 1836 ce fut à l'hospice de Saint-Maixent qu'on songea à en envoyer. Il est curieux de faire remarquer qu'après avoir envoyé à Niort une partie de la population de son dépôt de mendicité cette ville fut désignée à son tour en 1836 pour recevoir quelques insensés de l'hôpital de Niort : il en fut de même pour Poitiers qui hospitalisait autrefois les aliénés des Deux-Sèvres et qui aujourd'hui y envoie un grand nombre de ceux de son département. Il avait dû être question déjà de ce transfert car le Préfet écrivait le 7 mai aux administrateurs, leur disant que « si on se décide pour un placement à l'hospice « de Saint-Maixent de 6 des aliénés qui sont au vôtre, je « pense qu'il sera possible de disposer des *caisses en bois* « qui leur servent actuellement de couchette. » Faisons remarquer en passant le mode de couchage qui était encore en vigueur à ce moment et dont le préfet pensait sans doute se servir à Saint-Maixent. Il ajoute en effet que n'ayant aucun crédit pour les réparation qu'exigent les loges disponibles de cette ville il faut chercher avec les moindres frais à atteindre le but proposé ; il pria donc en conséquence la commission administrative de lui répondre promptement car la solution de cette question pouvait influencer sur sa détermination. La réponse de la Commission fut certainement affirmative puisque le 23 juin le préfet lui fait connaître qu'il a fait faire à Saint-Maixent des travaux d'appropriation pour loger 6 des aliénés de Niort. Il a écrit au maire pour savoir quand les appartements seront assez

secs pour prescrire le transfert. Il prévientra les administrateurs quand la réponse lui sera parvenue. Il est probable que ce transfert se fit peu de temps après, mais les archives n'en font nullement mention.

On voit que nous possédons sur le service des aliénés indigents des renseignements assez exacts, et l'on peut se faire une idée suffisamment juste des conditions dans lesquelles ils se trouvaient à l'hôpital de Niort. Nous sommes bien moins renseignés sur la manière dont étaient traités les pensionnaires, il est peu probable qu'ils aient été mêlés aux indigents, mais aucun document n'a pu nous éclairer à ce sujet et cependant il en existait assurément, car nous avons trouvé plusieurs fois aux registres des délibérations la mention de l'entrée de quelques-uns de ces pensionnaires et la fixation du prix de la pension. Dans sa séance du 19 juin 1837, la Commission admit entre autres une demoiselle C... sur la demande de son père et en « *vertu d'une décision du maire de Niort* » et fixa le prix de la pension à 300 fr. par trimestre avec l'entretien à la charge de la famille.

Nous avons aussi fait mention de cette admission afin de faire voir comment, peu de temps avant la loi de 1838, se faisaient les admissions à Niort pour les aliénés pensionnaires : on voit que les formalités se bornent à un arrêté du maire et à une délibération de la Commission administrative et qu'il n'est même pas à cette époque question de certificat médical.

On sait que c'est pendant l'année 1836 que furent créés les premiers emplois d'Inspecteur général des Etablissements d'aliénés. Une circulaire ministérielle adressée à

tous les établissements hospitaliers faisait connaître ce décret ainsi que la nomination à ce poste de M. Ferus. Il avait pour mission de se rendre compte de la situation exacte des hospices ou des quartiers affectés au traitement des maladies mentales afin de créer de nouveaux Établissements et d'améliorer ceux qui existaient déjà. Cette circulaire traitait en outre de diverses questions relatives au service des aliénés.

Ce fut l'année suivante que M. Ferus se présenta à l'hôpital de Niort et par ses recommandations vint fortifier les réclamations faites chaque année par la Commission qui prit alors, le 28 octobre 1837, la délibération suivante :

« Considérant :

« 1° Que les aliénés admis à l'hospice ne *reçoivent*
« *point de traitement curatif*, à défaut d'un local approprié au dit traitement ;

« 2° Que dans l'enceinte qui leur est réservée, ils se
« trouvent privés de toute surveillance, et qu'il en est
« résulté de graves accidents ;

« 3° Que le département n'a plus la faculté de diriger
« sur d'autres maisons de santé ses aliénés susceptibles
« de guérison, *faute de place dans les dites maisons* ;

« 4° Que, quel que soit le parti qui sera pris plus tard
« au sujet d'un établissement de santé pour les aliénés
« du département, cet établissement ne peut être prochainement mis à même de recevoir des malades et
« que ces malheureux ne doivent pas être plus longtemps
« privés de secours ;

« 5° Que les travaux à exécuter pour créer une salle
« de bains et une chambre de gardien doivent se lier
« aux constructions existantes faites aux frais du départe-
« tement et être, par conséquent, à sa charge ;

Arrête ;

« Art. 1^{er}. — Il sera demandé à Monsieur le Préfet
« sur les fonds du département destinés à l'exercice
« courant, la somme de 1.654 fr. 94, pour être employée
« à la construction d'une salle de bains avec les acces-
« soires et d'une chambre de gardien dans le quartier
« des hommes aliénés reçus à l'hospice, conformément
« aux plans et au devis qui en ont été faits.

« Art. 2. — Monsieur le Préfet sera invité à autoriser
« l'exécution de ces travaux par économie ».

A la copie de cette délibération, fut joint le devis pour ce bâtiment qui sera « adjacent à la cour des aliénés et ne sera élevé qu'à la hauteur de la clôture de cette cour ». La construction couvrira une surface de 96 mètres carrés ; les portes, au nombre de 4, seront en chêne et deux doublées en entier et munies d'un guichet. Des grillages et barreaux de fer devront garnir les croisées.

Le 8 janvier 1838, le préfet communiquait une lettre du ministre qui accueillait favorablement la proposition de faire construire aux frais du département la salle de bains et la chambre de gardiens en question. Monsieur Segretain, architecte, fut chargé de ce travail dont le crédit, qui ne devait pas être dépassé, était fixé à 1654 fr. 94. Les travaux ne furent pas commencés immédiatement car une lettre de l'architecte en date du 16 janvier, fait connaître à la commission que la saison ne permettait pas de

mention nulle part. Cependant ils figurent sur les différents plans, ainsi qu'on peut le voir par ceux que nous avons joints à ce travail.

C'est du reste à cette époque qu'il fut question pour la première fois d'une façon sérieuse, de la création d'un établissement particulier. Le conseil général des Deux-Sèvres dans sa session de 1836 avait soulevé la question catégoriquement et dès lors ce projet, adopté en principe, successivement abandonné puis repris, présenté sur des plans tantôt modestes, tantôt importants, aboutira à l'édification de l'établissement actuel, dont nous retracerons plus loin l'historique complet dans un chapitre spécial.

Avant d'en finir avec cette période, nous citerons l'opinion que M. Ferrus s'était faite dans sa récente inspection et qu'il retrace dans une lettre transmise à la Commission par l'intermédiaire du Préfet des Deux-Sèvres.

Cette section, d'après lui, est moins bien tenue que les autres sections de l'hôpital. Le service médical n'est point régulier, quoiqu'il doive être fait aussi scrupuleusement pour les aliénés que pour les autres malades. « Les pratiques les plus routinières, écrit-il, je dirais les plus inhumaines, si je n'attribuais à l'ignorance les abus que j'ai été obligé de vous dénoncer, étaient là en pleine vigueur et elles doivent disparaître à tout jamais ». On voit que ce tableau n'était pas flatteur, il était malheureusement exact.

Une délibération de la Commission administrative du 14 mai 1838 nous montre cependant une tendance à considérer les aliénés autrement que comme des brutes et à chercher à adoucir leur misérable existence. En mo-

diffiant la division des emplois de chacune des sœurs de ce service, les administrateurs donnent des explications sur le rôle de chacune d'elles. C'est ainsi qu'on y lit le passage suivant :

4^e EMPLOI. — *Hommes aliénés, épileptiques;
jardins, prés, bétail.*

« Etude du moral des aliénés pour leur procurer les distractions utiles à leur état et ne pas les exposer à être
« victimes du dérangement de leurs facultés morales.

« Exécution des prescriptions des médecins à leur égard.

« Surveillance des préposés à la culture..... etc.

.

6^e EMPLOI. — *Femmes malades, idiots.....*

. , . . .

7^e EMPLOI. — *Femmes vieilles, aliénées, épileptiques,
syphilitiques, femmes en couches.*

« Cet emploi, à cause de la diversité de ses maladies
« exige une grande surveillance dans l'occupation des
« lits et la fréquentation des cours par les femmes qui y
« sont reçues. Celles qui peuvent travailler doivent être
« occupées.

« Egards aux malades, sans nulle distinction. »

Ces conseils montrent la préoccupation de la commission à procurer un certain bien-être à ces malheureux, on voit que pour les femmes il est déjà question de les distraire par le travail.

Les administrateurs déterminèrent aussi pour la première fois, dans une autre séance, les rations auxquelles auraient droit les aliénés hommes et femmes; nous en donnerons un tableau avant de terminer de chapitre afin qu'on puisse comparer avec les chiffres des rations qui furent prescrits après la mise en vigueur de la loi de 1838.

TABLEAU DES RATIONS

Auxquelles ont droit les malades du quartier des aliénés

Aliments	Hommes	Femmes	Aliments	Hommes	Femmes
Pain.....	375 gr. (1)	375 gr.	Mélasse.....	100 gr.	100 gr.
Viande } bouillie ou	105 gr.	70 gr.	Morue salée...	125 gr.	125 gr.
} rôtie....			Moules.....	20	20
} ou lard...			Noix.....	0 l. 50	0 l. 375
Viande } En ragout	52 gr. 50	35 gr.	Œufs.....	2	2
} avec legu-			Poisson frais..	200 gr.	200 gr.
} mes.....			Pois secs.....	125 gr.	125 gr.
Vin.....	0 l. 125	0 l. 125	Pommes de		
Artichauts.....	1	1/2	terre.....	500 gr.	500 gr.
Beurre frais.....	40 gr.	40 gr.	Pruneaux.....	120 gr.	120 gr.
Bouillon.....	0 l. 50	0 l. 50	au lait... }		
Bouillie.....	0 l. 625	0 l. 625	Riz } au gras... }	0 l. 625	0 l. 625
Fromage frais....	50 gr.	50 gr.	} au maigre }		
Fromage sec.....	40 gr.	40 gr.	Sardines salées	2	1 1/2
Fruits.....	2	1			
Harengs salés...	1	1/2			
Haricots secs....	125 gr.	125 gr.	Volailles.....	0	0
Lait.....	0	0			
Légumes frais....	500 gr.	500 gr.			
Marrons.....	0 l. 50	0 l. 50			
1. Il est alloué en sus 125 gr. de pain par distribution.					

D'après les pages qui précèdent, on peut se faire une idée suffisamment exacte de ce qu'était la situation des aliénés à l'hospice de Niort au moment de la promulga-

tion de la loi du 30 juin 1838. Nous verrons dans le chapitre suivant dans quelles conditions elle fut mise en vigueur, les modifications qu'elle apporta dans le traitement des maladies mentales dans le dit hôpital et les faits importants qui eurent lieu avant l'ouverture du nouvel asile de « La Providence ».

DE 1838 A L'ASILE DE LA PROVIDENCE

Jusqu'à ce moment, l'assistance aux aliénés s'était, à peu près, bornée à séquestrer ces infortunés dans l'intérêt de la sécurité publique; de plus le soin de cette séquestration était laissé à l'administration municipale, sauf pendant les dernières années qui précédèrent la promulgation de la loi sur les aliénés, où les départements commencèrent à subventionner ce service. La loi du 30 juin 1838 vint tirer les malheureux atteints d'affections mentales de la situation déplorable dans laquelle ils se trouvaient et préciser nettement les obligations des départements envers eux. Désormais les insensés seront séparés des autres malades pour lesquels ils constituaient un danger en même temps qu'ils avaient à souffrir du voisinage de ceux-ci. Des modifications importantes vont être la conséquence de la mise en vigueur de la loi. Les départements qui, comme les Deux-Sèvres, ne possédaient pas d'asiles, car peut-on donner ce nom à quelques bâtiments insalubres qui servaient de refuge à ces malades en plein hospice, durent s'organiser de façon à pouvoir assurer à leurs aliénés un traitement en rapport avec l'esprit de la loi.

Ces modifications ne se firent pas brusquement; assez longtemps même après la mise en vigueur de la loi on voit continuer les mêmes coutumes et l'on peut même dire qu'elle ne fut appliquée dans toute sa vigueur que lorsqu'un établissement nouveau fut bâti.

C'est le 23 juillet que le texte de la loi fut envoyé par le ministre à tous les Préfets des départements, mais pendant quelque temps les commissions suivirent leurs anciens errements. Ainsi nous voyons à Niort les admissions se faire comme par le passé et cela pendant de longs mois encore. Ainsi en octobre 1838 un aliéné est admis par l'administration sur simple demande *verbale* de son frère et avec un certificat *du médecin de l'établissement*; le même fait se produit au mois de février 1839 pour un malade de Chef-Boutonne, mais il avait cette fois une pièce du médecin de sa commune; cependant c'est encore la commission qui décide l'admission, et c'est toujours de vive voix que les parents du malade font la demande d'internement; pour ce cas également il est fait mention d'un certificat *du médecin de l'asile*.

Nous verrons aussi que, plusieurs années après la mise en vigueur de la loi, les registres réglementaires n'existaient pas; des inspecteurs signalèrent même alors ces irrégularités.

Les questions financières soulevèrent à Niort comme dans beaucoup d'autres villes certaines difficultés; les communes cherchaient dans le texte de la loi le moyen de se décharger le plus possible sur les départements des frais d'entretien des aliénés qui étaient à leur charge auparavant; nous n'insisterons pas sur ces questions qui

sont dépourvues de tout intérêt pour nous et nous nous contenterons de signaler que la mise en vigueur de la loi eut pour effet de faire passer plusieurs individus au compte du département ainsi qu'il fut décidé à la séance du 30 novembre 1838.

En vertu des articles 1 et 26, l'hôpital fut obligé de s'entendre avec le préfet pour déterminer le prix des journées. A cette occasion la commission décida de fixer à 1 franc par jour la pension qui n'était que de 0 fr. 75, faisant valoir que le prix des vivres a augmenté, que le mobilier provenant du dépôt de mendicité de Saint-Maixent est maintenant hors d'usage et de plus « considérant qu'elle a depuis fait l'expérience que la population aliénée est fort coûteuse, tant sur le rapport du gaspillage et de la consommation des vivres que sous celui des dégradations des meubles et des bâtiments, du déchirement du linge et des vêtements, et en outre des dépenses concernant le coucher (1) ». Le traité ne fut signé qu'en 1842.

L'ordonnance du 18 décembre 1839 qui vient compléter la loi du 30 juin 1838, oblige par l'article 11 les commissions administratives des hospices civils à faire agréer par les préfets un préposé responsable; dans ce cas il n'est pas créé de commission de surveillance. Les administrateurs de l'hospice de Niort durent se conformer à cette prescription, c'est pourquoi M. Germain l'Auxerrois, préposé aux entrées et instituteur des enfants, fut proposé à l'approbation préfectorale et nommé le 20 avril

1. *Arch. Hôp. Rég. Délib.*, III, E. 6.

1840, tout en gardant ses anciennes attributions ; il lui fut alloué une augmentation de traitement de 200 francs.

Une autre fonction restait à créer : l'art. 31 de la loi de 1838 oblige les administrateurs des asiles publics à désigner un de leurs membres pour faire fonction d'administrateur provisoire des biens des aliénés non interdits. Ce ne fut que le 13 septembre 1841 que fut désigné par la commission administrative pour remplir ces fonctions l'un de ses membres, M. Demay notaire à Niort, qui avait remplacé M. Delalande dans le conseil de l'établissement en vertu d'un arrêté préfectoral du 11 novembre 1840.

Dans ses grandes lignes, l'organisation du quartier des aliénés était donc conforme aux prescriptions de la loi. Cependant sur certains points la situation ne pouvait être définitive : le nombre des aliénés en traitement était trop restreint pour que ce service restât indéfiniment ainsi. Le ministre avait fait comprendre qu'il désirait qu'il n'existât que de grands établissements, et il en avait fait comprendre les avantages ; on verra que la Commission fut dans l'alternative, ou de faire des constructions nouvelles, ou de renoncer à garder chez elle les aliénés ; nous verrons que cette dernière mesure fut celle qui parut préférable à l'un des inspecteurs généraux, ce qui retarda probablement un peu la fondation d'un nouvel établissement, les administrateurs réussirent cependant grâce à leur persévérance et à la vigilance de plusieurs personnes. Nous consacrerons un chapitre spécial à la création de cette maison, après avoir exposé les faits importants qui marqueront la période qui s'écoula jusqu'à l'ouverture de cet asile.

Cependant le nombre des aliénés allait toujours croissant et il fallait prendre des dispositions en conséquence; déjà les asiles voisins commençaient à être également encombrés et ne pouvaient plus recevoir les malades des Deux-Sèvres. C'est alors que l'asile de Leyme, dans le département du Lot fit au conseil général de Niort des propositions pour le traitement des aliénés de son département.

L'asile de Leyme était alors de fondation récente : « il
« avait été établi en 1835 dans une ancienne abbaye de da-
« mes bernadines, dont le sieur Tissot avait fait l'acqui-
« sition pour y fonder un asile d'aliénés. Mais les ressour-
« ces et les moyens du fondateur n'étaient pas en rapport
« avec son zèle, et dès 1837, il dut céder l'établisse-
« ment. » (1) C'est le nouvel acquéreur qui le géra jus-
qu'en 1848 et traita alors avec le département des
Deux-Sèvres qui y envoya des malades, comme nous le
verrons de 1839 à 1844. Cet établissement était un asile
essentiellement agricole. « Il est formé surtout de bâti-
« ments agglomérés. Mais tous les préaux, situés à l'ex-
« térieur par rapport aux bâtiments d'habitation, ont vue
« sur la campagne, et les quartiers de classement sont pla-
« cés dans des pavillons contigus, mais nettement sépa-
« rés. — Tout dans cet asile, d'ailleurs, est simple, sans
« luxe d'aucune sorte. » (2) On ne pouvait donc mieux choisir pour transférer les malades de Niort, aussi le Conseil général des Deux-Sèvres accepta-t-il les propositions qui

1. Constans, Lunier, Dumésnil. Rapport au Ministre. *loc. cit.*

2. Constans, etc., *loc. cit.*

lui furent faites, et sa décision fut communiquée le 5 décembre 1839 à la Commission administrative de l'hôpital-hospice par les soins du préfet, qui la pria de vouloir bien désigner vingt aliénés paraissant propres à être conduits. Ces malades furent désignés et le directeur de Leyme les fit prendre du 26 au 28 décembre.

Cet envoi permit alors de centraliser à Niort tous les aliénés du département. On y fit conduire ceux qui étaient encore enfermés à l'hospice de Chizé. Une ordonnance du Préfet en date du 2 avril 1840 ordonna ce transfèrement (1).

Désormais il n'y eut plus qu'un seul service d'aliénés, qu'on pouvait considérer comme un asile public, malgré que sa séparation avec les autres services hospitaliers ne soit pas bien suffisante, et qu'il ne renfermât pas tous les malades du département ; en effet une partie était encore hospitalisée dans plusieurs hospices voisins on en envoyait alors à l'asile privé de Léyme.

Le quartier des aliénés de Niort était, à cette époque, sinon confondu, du moins peu séparé du reste de l'hôpital. Le service des aliénées surtout était esclavé dans celui des femmes malades. C'était, comme l'indique du reste le plan ci-joint une série de bâtiments dispersés sans aucune régularité et sans limites bien nettes avec les autres services hospitaliers. Le service des hommes aliénés était situé au-delà de celui des malades qui occupait le même corps de bâtiment que celui qui existe encore aujourd'hui et vient d'être reconstruit ; mais un peu

1. Arch. Hop. Cart. 16.VII. G.1, Dossier 1.

plus vers le nord ; il se trouvait dans le prolongement exact de ce qui fut plus tard l'avenue Frappier. Il se composait d'une cour bordée au Nord par une rangée de cabanons et ayant au sud une salle de bains et une chambre pour un gardien. Le service des femmes aliénées situé tout à fait au Nord de l'Établissement était presque continu avec celui des femmes malades, on prit même plus tard plusieurs salles à celles-ci pour les affecter au service des aliénés. Un coup d'œil jeté sur le plan donnera une idée beaucoup plus exacte qu'une longue description.

Il ne nous a pas été possible de déterminer le chiffre exact des aliénés renfermés dans ces locaux, ces malades figurant sur les registres sous la même rubrique que tous les autres hospitalisés entretenus aux frais du département ; toutefois on peut admettre qu'il y avait environ une soixantaine d'insensés indigents, puisqu'au budget de 1841 il est prévu une dépense pour 52 fous au compte des Deux-Sèvres, auxquels il faut ajouter 8 autres individus atteints de la même affection provenant du dépôt de mendicité de Saint-Maixent. C'est du reste à peu près le même nombre que celui qui existait au 1^{er} janvier 1839 ; à cette date il y avait 61 aliénés, d'après le chiffre que donne le D^r Lunier ; nous verrons en résumant la statistique de cette époque que ce chiffre est sujet à discussion car nous ne croyons pas qu'il comprenne les pensionnaires au compte des familles. Il y en avait cependant certainement mais nous n'avons pu en trouver le chiffre. On trouve cependant dans les registres de délibérations à la date du 1^{er} juillet 1845 une liste destinée à l'encaissement de la pension d'un certain nombre de ces malades ; d'a-

près ce document il y avait certainement à cette époque 10 hommes et 3 femmes dont le domicile est mentionné, mais on ne peut savoir si ce nombre comprend la totalité des pensionnaires (1); d'un autre côté depuis 1839 le nombre avait pu bon être augmenté ou diminué.

Bien qu'on se soit conformé en grande partie aux points essentiels de la loi de 1838, l'observation des questions de détail laissait beaucoup à désirer, et ce n'est que peu à peu, à la suite de remarques diverses, que l'organisation du service des aliénés fut absolument telle que le voulait la loi. On sait que le législateur exige dans son art. 15 que : *« Dans les 24 heures de la sortie, les chefs préposés ou « directeurs en donneront avis aux fonctionnaires dési- « gnés dans le dernier paragraphe de l'art. 8 (2), et « leur feront connaître le nom et la résidence des per- « sonnes qui auront retiré le malade, son état mental au « moment de sa sortie, et autant que possible, l'indi- « cation du lieu où il aura été conduit »*. Ces formalités étaient négligées, sans aucun doute, puisque le préfet écrivait le 25 novembre 1840 à la commission administrative que le Ministre de l'Intérieur lui avait fait observer qu'il n'avait pas statué sur le sort des aliénés figurant sur le précédent état et ayant disparu sur le dernier; il demande ce que sont devenus ces malades et prie ces Messieurs de vouloir bien dorénavant le tenir au courant des mutations, ce qui n'a pas été fait pour quelques

1. Arch, Hôp. Reg. Délib. III, E, 7.

2. Cet article désigne le préfet dans les villes chef-lieu de département.

individus dont il a appris seulement par hasard la sortie par des notes mises sur des pièces de comptabilité (1).

La disposition des bâtiments était elle-même contraire aux intentions de la loi, ainsi que le faisait remarquer l'ordonnateur dans un rapport qu'il présentait à la Commission sur la situation générale de l'hospice. « Le quartier des aliénés hommes est insuffisant ; *une partie de ce service est mêlée avec les autres populations de l'hôpital*, tandis que la loi du 30 juin 1838 exige formellement un local séparé pour ces infortunés ; en construisant alors à la suite des cabanons existants trois loges de fous furieux plus solides et mieux orientées que celles qui existent, et dans le même prolongement une salle spacieuse avec quatre chambres de pensionnaires, ce quartier serait dans des conditions satisfaisantes (2) ». Dans sa séance du 7 décembre 1840, l'administration adopta les conclusions de l'ordonnateur, et fit remarquer que ces modifications dispenseraient le département d'avoir recours à des établissements éloignés. Ce serait aussi l'intérêt de l'hôpital car « les frais généraux étant peu variables, plus la population de l'Établissement est nombreuse, moins est élevé le prix de revient de la journée des individus qui sont à la charge de la commune ; d'où naît pour la Commission administrative la conviction que si les aliénés étaient retirés de l'hôpital la commune serait dans la nécessité d'augmenter ses subventions annuelles ». Pour réaliser ce projet ainsi que quelques autres indépendants du ser-

1. Arch. Hôp. Cart. 16, V. 11, G. 1, D^r 22.

2. Arch. hôp. Reg. Délibérations, III, E. 6.

vice des aliénés, les administrateurs décident d'aliéner des biens de l'hôpital.

A ce moment, plusieurs projets avaient déjà été formés pour réorganiser complètement ce service, mais aucun n'avait abouti, et nous verrons, quand nous ferons l'histoire de la création d'un établissement spécial, que plusieurs autres furent élaborés successivement et tour à tour rejetés, ce qui empêcha ou retarda les autres modifications qu'on voulut apporter au quartier existant. C'est ce qui arriva pour le projet dont il fut question le 7 décembre.

Pendant ce temps, le nombre des aliénés augmentant tous les jours, il fallut encore en envoyer à Leyme. En 1841 la Charente fut également obligée d'en envoyer dans cet établissement (1) ; une voiture devait transporter des aliénés d'Angoulême, à Leyme. Comme les moyens de transport étaient difficiles et coûteux à cette époque, le Préfet des Deux-Sèvres pensa qu'il serait opportun de profiter de l'occasion pour rendre moins considérables les frais de route, et écrivit dans ce sens à la Commission administrative de l'hôpital de Niort le 15 février 1841 pour lui proposer d'envoyer six aliénés, proposition qui fut acceptée aussitôt. Pendant quelques années Leyme reçut ainsi les malades qui ne trouvaient pas de place à Niort, et qui furent transférés par différents convois en 1841, 1842 et 1843.

Bien que le quartier des fous, à l'hôpital de Niort, fût de peu d'importance, les administrateurs décidèrent le 20

1. La Charente envoya des aliénés à Leyme de 1841 à 1865, époque à laquelle fut organisé l'asile de Breuty.

septembre 1841 de faire nommer un médecin adjoint attaché à ce service.

La délibération dans laquelle cette décision fut prise présente ceci de particulier qu'elle montre que la commission ne semblait pas avoir compris le sens exact de la loi de 1838 et de l'ordonnance de 1839, au point de vue de ses obligations comme établissement public. Il semble en effet qu'elle se soit considérée comme désignant un asile privé ce qui était inexact puisque le quartier des aliénés n'était pas soumis à un conseil de surveillance et ne remplissait pas les conditions voulues. Voici le texte de cette délibération :

« La commission, considérant qu'il y a lieu de nommer
« un médecin adjoint des aliénés pour suppléer le médecin
« en chef de ce service, lorsqu'il sera empêché par
« un motif quelconque, considérant que l'Hôpital-Hospice
« étant un établissement mixte, les nominations des médecins
« doivent continuer à être faites comme par le passé,
« *et non pas, suivant le mode prescrit par l'ordonnance*
« *royale du 18 décembre 1839 qui n'exige d'autres formalités*
« *que pour les établissements publics, spécialement affectés*
« *au service des aliénés...., etc....* Arrête :
« une liste de 3 candidats formée ainsi qu'il suit :
« MM. Bazire, Guillet, Jubin, sera, par l'intermédiaire
« de M. le maire, présentée à M. le préfet... etc... (1) ».
Cette décision avait été prise probablement à cause de l'état de santé du médecin en chef M. Vernhes père mais celui-ci étant mort, la nomination du médecin ad-

1. Arch. hôpil. Reg, délibérations III, E 7.

joint n'eut pas lieu. L'administration se réunit donc le 18 avril 1842 afin de pourvoir à son remplacement. La délibération porte que la commission présente à cet effet « vu l'ordonnance du 31 octobre 1821, et les dispositions de l'art. 28 du règlement de l'Établissement approuvé par le ministre », une liste de 3 candidats, la même que celle qui avait été dressée pour la place de médecin-adjoint. Nous avons cité textuellement une partie de la délibération qui fait voir que les administrateurs ne mentionnent pas la loi de 1838, persévérant encore dans la même erreur. Ce fait occasionna-t-il des difficultés, nous ne savons, les renseignements nous faisant totalement défaut, toujours est-il que ce ne fut qu'en 1843, par un arrêté préfectoral du 30 septembre que fut nommé un médecin en chef, M. Gauné qui n'occupe du reste que très peu de temps ces fonctions. Ce qui est assez surprenant c'est qu'il n'est nulle part fait mention du médecin qui fut chargé de ce service en attendant la nomination du titulaire.

Sur ces entrefaites différentes réparations furent faites dans le service dont quelques-unes suffisamment importantes pour faire supposer que la Commission ne devait pas penser voir réaliser promptement son projet d'édification de nouveaux bâtiments. Le 18 mars 1842, il fut arrêté d'urgence que serait consolidé à l'aide d'une forte garniture en bois l'intérieur de l'un des cabanons des aliénés-hommes, pour « obvier par ce moyen aux inconvenients d'une construction primitivement vicieuse ». Le devis évalua cette réparation à 408 fr. 60 et la commission « Arrête : Le cabanon n° 12 du quartier des aliénés-

« hommes sera garni à l'intérieur de madriers de chêne.
« Cette réparation sera faite par économie, sauf l'approba-
« tion de M. le Préfet (1) ».

Dans le quartier des femmes des travaux furent aussi exécutés : l'administration demanda dans sa délibération du 24 juin 1842, de surhausser le bâtiment de la hauteur de 1 mètre du côté de la rue des Chaudronniers et d'y pratiquer des ouvertures. Le Maire autorisa de suite ces réparations. Le 8 août de la même année on décida d'exhausser et clore les salles situées au-dessus des cabanons dans le service des femmes aliénées.

Nous avons vu que la Commission administrative avait décidé, vers la fin de l'année 1838, de demander, dans le traité qu'elle était obligée de passer avec le département, en observation de la loi sur les aliénés, une augmentation du prix des journées des malades. Ce traité n'avait pas encore été exécuté, et ce n'est que le 9 décembre 1842 que les administrateurs d'accord avec le Préfet en arrêtèrent les articles dont voici la teneur : «.... En
« vertu de l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1838 sur les
« aliénés. — entre nous soussignés, savoir :

« M. de Saint-Georges, préfet des Deux-Sèvres,.... d'u-
« ne part,

« MM. les administrateurs de l'Hôpital-Hospice....,
« d'autre part, ont été faites les conventions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

« L'Administration de l'hospice de Niort, s'oblige
« à recevoir dans le quartier de cet établissement qui est

1. *Archiv. hôpit.* Reg. III, E. 7.

« destiné aux aliénés, tous ceux du département qui y
« seront présentés, en conformité de la loi précitée du
« 30 juin 1838.

ARTICLE 2.

« De son côté, M. le Préfet des Deux-Sèvres s'oblige
« au nom de son département à payer pour chaque aliéné
« la pension quotidienne de 1 franc exigible à l'expira-
« tion de chaque trimestre.

ARTICLE 3.

« Moyennant le prix stipulé ci-dessus, les aliénés se-
« ront nourris, habillés, entretenus et traités convenable-
« ment dans le dit établissement.

ARTICLE 4.

« La durée du présent traité sera de 5 années dont la
« première a commencé le 1^{er} janvier 1842. Toutefois il
« il sera loisible à M. le Préfet de la restreindre à un dé-
« lai plus court en prévenant l'administration 3 mois à
« l'avance.

ARTICLE 5

« Le présent traité sera soumis à M^r le Ministre de
« l'Intérieur, et ne sera exécutoire qu'après l'accomplis-
« sement de cette formalité (1) ».

1. *Arch. Hop.*, Reg. délib., III, E, 7.

En dehors des questions relatives à la construction d'un nouvel asile, l'année 1843 présenta peu de faits intéressants concernant les aliénés. Nous avons vu qu'à la fin de cette année M. Gauné fut nommé médecin de ce service après le décès de M. Vernhes père. Il n'exerça ces fonctions que deux mois. En effet, sur ces entrefaites M. Bodeau, médecin en chef de l'hôpital, vint à donner sa démission. Comme la nomination de M. Gauné comme médecin des aliénés n'était pas officielle et qu'il figurait encore comme chirurgien adjoint, dans sa délibération du 5 novembre la commission forma une liste de trois candidats et le mit en première ligne. Il résistait donc à nommer un médecin pour le service des maladies mentales. MM. Teilleux, Guillet et Bazire furent présentés au choix du préfet auquel on fit remarquer que celui qui serait nommé serait chargé également des soins aux enfants trouvés. Ces deux fonctions continuaient à être gratuites. Un arrêté préfectoral du 28 novembre 1843 nomma le Dr Teilleux médecin du service des aliénés et des enfants trouvés, et il fut installé dans ses nouvelles fonctions dans la réunion de la commission du 4 décembre.

La direction du Dr Teilleux fut très active, beaucoup d'améliorations furent apportées par lui dans son service, sans parler du rôle important qu'il joua dans l'histoire de la création de l'asile, ainsi que nous le montrerons à propos de ce sujet.

En attendant que les projets formés pour l'édification d'un établissement convenable fussent mis à exécution, le nouveau médecin en chef voulut rendre son service aussi hygiénique que le permettaient les locaux mis à sa dispo-

sition. Sur sa demande, la commission, dans sa séance du 10 octobre 1844, « attendu que les femmes aliénées « placées à l'extrémité du bâtiment des femmes se trou-
« vant en communication avec les autres femmes malades
« qui fréquentent la même cour qu'elles, et qu'il convient
« de les séparer », décida de faire bâtir un mur depuis les latrines des femmes jusqu'à la façade du grand bâtiment.

En 1845, ce fut dans le quartier des hommes qu'il apporta des modifications en obtenant de la commission, dans sa séance du 4 août, de faire faire une barricade dans le préau des militaires à l'effet de former une cour affectée au service des aliénés et une autre barricade pour séparer ce dernier service de la cour des servitudes. Ce projet fut légèrement modifié par la délibération suivante dans laquelle il fut décidé qu'au lieu de la deuxième barricade projetée il serait fait un mur au milieu duquel un portail donnerait accès dans le dit quartier. Les toits qui précèdent les cellules seraient remplacés par une loge de concierge, un parloir pouvant servir au besoin de refectoire, et un hangar au fond de la cour.

Plusieurs admissions de pensionnaires à cette époque nous font connaître qu'il y avait toujours un service qui leur était destiné, mais on n'indique nulle part où il pouvait se trouver ni même s'il y en avait un bien séparé. Ce que l'on remarque c'est que la commission décidait des admissions et déterminait le prix de la pension qui n'avait rien de fixe : l'un, par exemple, devait donner 50 francs par mois, et n'avait pas droit à une chambre à son seul usage (on ne sait s'il était alors mêlé aux indigents) et se four-

nissait de vêtements ; un autre payait 2 fr. 25 par jour et les frais d'arrangement d'une chambre séparée seront à la charge de « la famille de même que les dégradations « de quelque nature qu'elles soient faites, par la mala- « de ; ainsi que la nourriture d'un gardien spécial pour « lequel elle paiera 1 fr. 20 par jour. » Moyennant 1 fr. 25 par jour payables par trimestre et d'avance une autre aliénée fut admise et « l'établissement se charge de l'en- « tretien de Mlle D..., sans s'engager pour cela à lui four- « nir des vêtements en rapport avec sa position sociale. » Elle apportait un mobilier qui devait revenir à l'hôpital en cas de décès. Il y eut même des officiers au compte de l'administration de la guerre ; ainsi fut admis le 4 septembre 1845 un lieutenant du train dont la pension fut fixée à 1 fr. 95 par journée. Ainsi il n'y avait pas de règle fixe et il y avait par le fait autant de modes de pension que de pensionnaires.

Il n'était pas juste qu'un service qui commençait à devenir important et était fait avec beaucoup de zèle continuât à ne procurer au médecin qui en était chargé aucune rétribution. Cela était contraire, du reste, à l'article 14 de l'ordonnance de 1839 ; c'est pourquoi le préfet communiqua le 5 novembre 1845 à la Commission administrative un extrait d'une délibération du conseil général et « manifesta lui-même le désir de voir rétribuer les « services rendus par M. Teilleux, dans les soins qu'il « donne aux malades atteints d'aliénation mentale reçus « à l'hospice. » Nous verrons plus loin que, dans le rapport qu'il adressa au préfet au sujet de l'inspection qu'il fit à Niort en 1844, M. Watteville, inspecteur général des

établissements d'aliénés, émit des observations à cet égard.

Les administrateurs dans leur réunion du 10 novembre décidèrent en conséquence que le Dr Teilleux recevrait un traitement annuel de 1200 fr. mais qu'il « sera tenu de « résider dans un quartier peu éloigné de l'hôpital-hospice « et de faire au moins 2 visites par jour, l'une à 8 heures « du matin et l'autre à 3 heures du soir. »

En 1846, le nombre des aliénés avait augmenté de telle sorte que le chiffre prévu au budget avait été dépassé ; aussi les administrateurs dans leur réunion du 9 février 1846, furent obligés de demander au Département de nouveaux crédits.

Par suite de cette augmentation, des changements importants furent opérés dans le service des femmes. Dans sa séance du 5 avril la Commission « considérant que la « salle Sainte-Clotilde située à l'extrémité du premier étage « du bâtiment affecté au logement des femmes est trop « éloignée de l'escalier qui est au centre de ce bâtiment ; « que la dite salle conviendrait au service des aliénées et « faciliterait pour elles un isolement plus complet. »

« Arrête : La salle Sainte-Clotilde est affectée au service « de Paliénation mentale. Un escalier pour y monter y « sera construit en face de la porte d'entrée du quartier. « Une Chambre et un cabinet seront réservés à la sœur « chargée de ce service.

« Arrête en outre : 1° Que le grenier à blé sera changé « en dortoir pour le même service ; 2° Que la salle des « bains au dessous sera réparée de manière qu'elle puisse « recevoir 4 baignoires avec stalles. »

Le service des aliénés commençait donc à prendre une

certaine importance et, malgré l'insuffisance des locaux, se trouvait, au point de vue médical surtout, dans des conditions très satisfaisantes. Cependant il restait beaucoup à faire encore, et un certain nombre d'articles de la loi de 1838 n'étaient pas encore mis à exécution. En 1844, M. Watteville, inspecteur général, avait fait une visite au quartier d'aliénés de l'hôpital-hospice et avait adressé au Préfet diverses observations, que ce magistrat transmit à son tour le 19 mai 1846 à la Commission administrative. Il faisait remarquer d'abord que le registre prescrit par l'article 12 de la loi de 1838 n'était ni coté et paraphé par le maire, et ne contenait aucune des notes sur l'état mental, les sorties et les décès; tant qu'à un registre de contrôle permanent, il n'en existait pas. Nous avons vu que lors de la nomination de M. Teilleux, l'administration n'avait pas cru devoir se conformer à la loi et avait nommé ce médecin suivant les mêmes formalités que ceux de l'hôpital. L'inspecteur releva cette irrégularité en disant que le service médical, était confié à un jeune médecin *qui n'était pas nommé officiellement*. Il ne recevait pas le traitement et cependant s'occupait beaucoup des malades; à ce propos il fait un rapport très élogieux, pour la manière dont il dirigeait son service. (Nous avons vu qu'à la suite de cette inspection un traitement avait été accordé au Dr Teilleux). Enfin l'inspecteur fit remarquer que le préposé responsable n'exerçait aucune autorité et ne signait même pas les pièces. La lettre du Préfet communiquant ces observations fit connaître aux administrateurs que le ministre de l'Intérieur désirait en conséquence que les fonctions de préposé responsable fussent réunies à

celles de médecin en chef. Pour satisfaire à ce désir, la Commission dans sa séance du 30 mai 1846, désigna M. Teilleux comme préposé responsable sans supplément de traitement. Cette nomination fut approuvée par arrêté préfectoral du 9 juillet de la même année.

On comprendra les inconvénients qui pouvaient résulter de la séparation de ces deux fonctions, en lisant la lettre que le médecin en chef écrivait aux administrateurs le 6 juillet, c'est-à-dire avant que la réunion des deux emplois ne fut officielle. Le Dr Teilleux se plaint de n'avoir été prévenu par personne du bureau de la remise au préposé responsable, des nouveaux registres destinés à l'inscription séparée des placements d'office de ceux volontaires. Il avait donc continué à inscrire les notes mensuelles des malades sur les anciens. Il demande si ces notes doivent être transcrites sur les nouveaux registres dont il regrette n'avoir pas connu l'existence.

Cette lettre nous fait connaître également que ce n'était pas sans besoin qu'on avait décidé d'agrandir le quartier des femmes. En effet, le médecin en chef ajoute qu'on ne peut donner un seul bain dans ce service, et la lenteur des travaux fait que dans deux des anciennes cellules il n'a pu séparer les malades qui couchent encore deux par deux dans chacune d'elles, ce qui est absolument contraire au règlement (1).

Une fois terminés ces travaux d'agrandissement, le nombre des malades s'accrut à tel point que les locaux devinrent encore insuffisants et qu'il fallut de nouveau

1. Arch. Hôp. Carton 16, VII, G. 1. Dossier 22.

s'occuper de trouver d'autres combinaisons en attendant la construction du nouvel établissement qui était complètement décidé en principe, mais dont les plans n'étaient pas définitivement arrêtés ; la situation pouvait rester telle encore assez longtemps, c'est pourquoi, dans sa séance du 13 mars 1848, la Commission, afin d'agrandir le quartier des femmes aliénées et faire en sorte qu'elles ne soient point exposées aux regards des autres malades, prit la résolution suivante : la salle Sainte-Hélène, dont les croisées donnent sur la cour de l'asile des femmes aliénées serait réunie à leur service ; on ferait passer les malades de cette salle dans celle Sainte-Elisabeth située au levant, occupée par les femmes incurables qui seront transférées à leur tour dans un grenier, situé près de l'ouvrier, et qu'on convertirait en dortoir.

Déjà l'on voit que ce quartier d'hospice avait pris un développement assez considérable, grâce surtout à l'impulsion donnée par le D^r Lunier qui s'était entièrement dévoué à son œuvre. Nous verrons que son zèle et son utile intervention eurent une importance capitale pour surmonter les nombreuses difficultés, qui surgirent à tout moment devant la commission à chacun des projets qu'elle soumit à l'autorité supérieure. C'est pourquoi l'administration déclare, dans sa délibération du 15 mai 1848, que « le « médecin ne doit pas être considéré comme exerçant « provisoirement puisque son traitement qui n'était dans « le principe qu'une indemnité a été comprise par le ministre dans le crédit alloué pour acquitter les appointements des médecins de l'Etablissement » (1). Dans cette

1. *Arch. hospit.* Reg. délibérations III, E. 7.

séance elle porta à 1500 fr. les honoraires de M. Teilleux mais à condition de résider près de l'hôpital. C'est pour remplir cette dernière obligation, qui avait été mise par le ministère comme *sine qua non* de la conservation du quartier d'aliénés, que la commission loua au mois d'octobre une maison construite par un M. Grousset et située en face de l'hôpital. Cette question de logement fut le point de départ, l'année suivante, de discussions même un peu vives entre le médecin en chef et l'administration, d'autant plus que celle-ci ne se croyait pas obligée à l'observance de certains articles de la loi de 1838, en particulier de ceux relatifs au logement, chauffage et éclairage. Le Dr Teilleux s'étant adressé directement au ministre pour obtenir gain de cause, celui-ci envoya une note à l'administration qui prit une délibération dans des termes un peu durs pour son médecin en chef. Cet incident malheureux ne put malgré tout avoir une influence plutôt favorable sur le service des aliénés : il fit, en effet, apporter un examen plus attentif sur les articles de la loi qui n'étaient pas parfois exactement observés. C'est ainsi que le 19 juillet 1848 le Préfet rappelait à la commission certaines formalités dans une lettre dont voici la teneur : « Citoyens
« administrateurs, je remarque que les prescriptions de
« l'article 15 de la loi du 30 juin 1838, relatives à la sor-
« tie des aliénés placés volontairement (pensionnaires ou
« autres), n'ont pas été observées pour celles de ces sor-
« ties, qui ont eu lieu dans le 1^{er} semestre de 1848. Je
« vous prie, citoyens, de recommander au citoyen prépo-
« sé responsable et de veiller vous-mêmes à ce que cette

« irrégularité ne se renouvelle plus. — Salut et fraternité. — Le préfet, Morin (1) ».

On a vu qu'en outre du service des aliénés le Dr Teilleux était chargé de celui des enfants assistés. Cette situation peu régulière disparut le 28 mars 1849 à la suite d'une délibération de la commission demandant au préfet de donner ce dernier emploi au médecin en chef de l'hôpital, sauf pour les cas chirurgicaux qui seraient confiés au chirurgien. Le médecin chargé de l'aliénation mentale avait du reste vu plus que doubler le nombre de ses malades ; de 64 qu'ils étaient au moment de sa nomination en 1843, ils avaient atteint le nombre de 134, ce qui suffisait, dit la commission, pour absorber tout le temps que M. Teilleux pouvait consacrer à l'établissement. Il faut ajouter qu'à cette époque le médecin en chef du quartier des aliénés n'était pas obligé de se consacrer exclusivement à ce service ; ainsi le Dr Teilleux était un oculiste distingué, et obligé, par suite, à satisfaire aux exigences de sa clientèle.

Vers la fin de l'année 1849, un terrible fléau vint s'abattre de nouveau sur l'hôpital. Dix-sept ans après sa dernière apparition, et, chose remarquable, exactement ou à peu près dans les mêmes mois, le choléra apparut dans toute sa rigueur, faisant comme toujours le plus de victimes dans le quartier des aliénés, le plus encombré de tous, bien que dans des conditions meilleures que lors de la précédente invasion la proportion des cas fut du

1. *Arch. hôp.* art. 16, VII. G. 1. Dossier, 24.

reste plus faible malgré le chiffre encore relativement considérable des personnes atteintes.

L'épidémie qui débuta le 15 septembre 1849 ne dura qu'une vingtaine de jours, mais eut un caractère de violence inouïe ; soixante-six cas se déclarèrent dans l'hôpital-hospice dont 42 se terminèrent par la mort. De ces cas, les aliénés fournirent la plus grande part : 46 d'entre ces malheureux furent victimes de la contagion, 29 ne purent échapper à la mort, ce qui donne le chiffre effrayant de 34, 32 0/0 de mortalité. Voici comment se répartissent ces différents chiffres.

Malades atteints :	Hommes.	30	{	Total 46	{	Différence — 17 guéris
—	Femmes.	16				
Décédés :	Hommes.	24	{	Total 29		
—	Femmes.	5				

Presque tous ceux qui ont survécu sont plutôt âgés de moins de 35 ans. Il figure bien sur la liste des guérisons quelques personnes de 50 à 60 ans, mais il est possible et même probable qu'on a dû prendre, dans ce moment, pour des cas de choléra de légères affections cholériformes. C'est de qui semble ressortir d'un examen attentif, en considérant la durée du mal chez ces individus âgés ; ainsi une femme de 52 ans atteinte le 3 octobre à 8 heures du matin aurait été complètement guérie le 5, c'est-à-dire deux jours après ; une autre de 65 ans dont la maladie ne dura que 5 jours, enfin une de 61 ans fut guérie en 3 jours. Ce sont les seules personnes d'un âge assez avancé qui aient échappé à la mort.

Le 6 octobre le fléau était conjuré. La commission

administrative dans sa réunion du 15 novembre déclara l'épidémie terminée. Elle adresse alors des remerciements aux médecins de l'hôpital et particulièrement à celui du quartier des aliénés pour leur dévouement dans cette circonstance ; les infirmiers, les infirmières, les sœurs reçoivent aussi les félicitations de l'administration pour leur belle conduite. Parmi le personnel « elle se plaît à citer « le sieur Boton, infirmier de l'asile qui n'a pas cessé de « secourir les aliénés au moment où le choléra agissait « sur eux d'une manière foudroyante, et qui lui même a « été sérieusement atteint » (1).

Ce désastre avait créé des vides dans le service de l'aliénation mentale ; aussi la commission administrative crut le moment opportun de faire revenir de Leyme les malades qui s'y trouvaient encore. Par ce moyen l'asile de Niort renfermerait tous les aliénés du département des Deux-Sèvres, d'où un avantage incontestable pour l'hôpital, la dépense occasionnée par eux dans l'intérieur de l'établissement étant moins considérable que l'entretien dans un asile étranger. Dans sa réunion du 15 octobre, l'administration décida de faire une demande dans ce sens au préfet du département. Ce magistrat répondit le 19, qu'il était du même avis que les administrateurs de l'hôpital, mais par mesure de prudence, il croyait bon d'attendre un certain temps pour ne plus laisser place à de justes appréhensions ; son intention est du reste de faire placer en même temps à l'asile quelques aliénés dont il a dû sur-

seoir à l'internement en raison de l'état sanitaire de l'établissement.

L'année 1850 présente peu d'intérêt dans l'histoire de l'aliénation mentale à Niort, deux faits seulement sont à citer : d'abord l'augmentation de la ration de vin aux travailleurs, ensuite la nomination d'un nouvel administrateur des biens des aliénés.

Le premier fut provoqué par une demande du Dr Teilleux, trouvant avec juste raison insuffisante pour certains de ses malades, la ration de vin attribuée à chaque aliéné par le tarif alimentaire du 18 avril 1839. Pour un individu travailleur, une ration 6 centilitres et demi par distribution était insuffisante, la commission le reconnaît volontiers, et porte la ration journalière, pour cette catégorie de malades, à 37 centilitres et demi pour les hommes, soit 18 centilitres 75 par distribution et 25 centilitres pour les femmes, soit 12 centilitres et demi à chaque repas. — Le second fait est relatif aux fonctions d'administrateur-provisoire des biens des aliénés : le 23 juillet 1849 M. Demay ne pouvant remplir les obligations de cette charge, M. Giraud fut désigné pour lui succéder. Ce dernier ayant à son tour donné sa démission, M. Demay reprit ses anciennes fonctions après délibération de l'administration du 4 novembre 1850.

En 1851 le Dr Teilleux ayant été nommé médecin en chef de l'asile de la Roche-Gandon, dans la Mayenne, M. de Meschinot chirurgien-adjoint de l'hôpital, qui l'avait remplacé à différentes reprises fut chargé provisoirement du service de maladies mentales en attendant que le ministre nommât un titulaire d'après la délibération du

22 mars 1851. Le 26 avril, un arrêté du ministre de l'intérieur désignait pour remplir ce poste M. le Dr Lunier qui fut installé par les administrateurs le 30 mai 1851.

Sur ces entrefaites une inspection avait eu lieu à la fin de l'année 1850, et le 5 janvier 1851 le Préfet communiquait à la Commission une circulaire du ministre faisant connaître l'opinion des inspecteurs sur leur visite à l'asile de Niort. Il signale le dévouement du personnel qui a obtenu toutes les améliorations possibles eu égard à la défectuosité de la constitution matérielle de l'établissement. Il fait ressortir le développement remarquable du travail ; sur 53 hommes 53 travailleurs, et chez les femmes 75 sont employées à des travaux divers sur 80 qui sont internées. L'inspecteur fait remarquer l'insuffisance du traitement du médecin « qui, dit-il, ne paraît pas en « rapport avec la nature et l'importance des services que « ce fonctionnaire est appelé à rendre et dont j'ai reçu « les meilleurs témoignages ». On sait que cette question fut la cause de malentendus entre la Commission et le Dr Teilleux. Or une lettre du Préfet jointe à la note relative à l'inspection précédente transmettait le vœu du ministre de voir augmenter ce traitement. La commission ne crut pas devoir prendre cette demande en considération et maintint les appointements à 1.200 fr. La même lettre demandait aussi d'augmenter les gratifications accordées aux aliénés travailleurs qui avaient été trouvées insuffisantes par l'inspecteur, et de fixer un prix de journée du travail. Les administrateurs répondirent dans leur délibération du 27 janvier 1851 qu'ils avaient donné, en outre des rémunérations en argent, des avan-

tages en nature non signalés à l'inspecteur et seule la quantité de tabac restait à déterminer. Ils décident d'en allouer alors 10 grammes pour les hommes et 5 grammes pour les femmes, avec faculté d'échanger cete ration contre un équivalent en argent pour ceux auxquels le tabac ne conviendrait pas.

Il est facile de voir que les inspecteurs étaient de plus en plus favorables à l'Etablissement qui, malgré le peu de confortable de ses locaux, prenait une extension plus considérable sous une direction intelligente et dévouée. Le rapport d'inspection de 1852 constate que les projets de construction d'un nouvel asile ont été poursuivis et seront exécutés au printemps prochain. « La tenue de
« l'Etablissement, dit l'inspecteur, ne laisse rien à désirer
« sous le rapport de la propreté, de l'entretien, de l'ordre
« et de la discipline : Je ne puis, à cet égard, que félici-
« ter l'administration et M. le D^r Lunier, médecin préposé
« responsable qui ont concouru à toutes les améliorations
« récemment réalisées ».

En 1853, la pension des aliénés qui n'avait rien de fixe et était déterminée chaque fois par une décision de la commission à l'entrée de chaque malade, fut réglementée par un arrêté du Préfet en date du 18 mars.

D'après cet arrêté, les aliénés placés au compte des familles seraient divisés en 4 classes. Le chiffre fixé pour leur entretien, leur séjour et leur traitement fut déterminé par jour comme suit :

1^{re} classe suivant le prix qui sera convenu par traité de gré à gré entre la famille et la Commission administrative.

2^e classe, 3 fr.

3^e classe, 1 fr. 75

4^e classe, 1 fr. 10

Les aliénés au compte du département seraient considérés comme étant à cette dernière classe.

L'encombrement toujours croissant des malades obligea la même année la Commission à prendre des mesures pour agrandir encore le quartier réservé aux femmes. Le moment n'était cependant pas éloigné où un établissement convenable pourrait être mis à leur disposition ; on venait en effet de poser la première pierre du nouvel asile.

Toutefois on décida d'ouvrir 3 croisées dans le grenier du service des femmes et une dans chacune des salles situées au-dessous ; on exhausserait aussi l'escalier et la partie située au-dessus de la chambre des sœurs ; les anciennes écuries devaient être transformées en salles pour les malpropres.

En 1854 le docteur Lunier étant nommé médecin en chef de l'asile de Blois, M. Seraine fut appelé à le remplacer. Il fut installé par les administrateurs à la séance du 31 août et proposé à l'approbation du préfet comme préposé responsable.

Avant de quitter son service le D^r Lunier avait publié sur les aliénés des Deux-Sèvres un travail qui fut reproduit dans le *Bulletin de la Société de Statistique* (1). Ce travail comprend le mouvement général de la population

1. D^r Lunier. *Recherches statistiques sur les aliénés du département des Deux-Sèvres*. Cf. *Bulletin de la Société de statistique des Deux-Sèvres*, année 1853.

du quartier des aliénés depuis la loi du 30 juin 1838. L'aperçu général statistique que nous donnons avant de terminer ce chapitre est presque entièrement emprunté à ce travail, il nous permettra de nous rendre compte du mouvement de la population de l'asile avant l'inauguration du nouvel établissement.

Au 1^{er} janvier 1839, il y avait, dans la partie des services de l'hôpital réservés à l'aliénation mentale, 61 malades aliénés soit 30 hommes et 31 femmes. Les uns proviennent du dépôt du dépôt de mendicité de Saint-Maixent, d'autres furent placés directement, les autres enfin étaient, dit le Dr Lunier « depuis longtemps pensionnaires à l'hospice, transférés au quartier spécial en vertu de la loi de 1838. » Cette dernière catégorie semblerait indiquer que le médecin en chef comprenait dans le nombre de malades ci-dessus les pensionnaires au compte des familles, ce qui paraît être une erreur de sa part ainsi que nous le disions en faisant l'histoire de cette époque. En effet, en considérant attentivement les budgets, on voit que ce chiffre de 60 est prévu pour les aliénés au compte du département et ceux qui provenaient du dépôt de Saint-Maixent; or, nous faisons remarquer qu'on voit mentionner aux délibérations des malades pour lesquels la Commission faisait encaisser la pension. Ceux-ci devaient donc compter en plus de ceux qui étaient au compte du département. Quoi qu'il en soit la différence ne devait pas être bien considérable.

Du 1^{er} janvier 1839 au 31 décembre 1851 il y a eu, toujours d'après le Dr Lunier, 493 entrées, 295 hommes et 198 femmes, « sans tenir compte, dit-il, des aliénés *passa-*

gers qui ne figurent sur les registres que pour mémoire ». Nous ne nous faisons pas exactement idée de ce qu'il entend par passagers; peut-être désigne-t-il par là les aliénés entrés à l'hospice, en attendant leur transfert dans leur département. Il ajoute que ce chiffre ne représente pas le nombre exact des malades admis dans l'établissement, « parce qu'il faut en défalquer les entrées multiples, les récidives, par exemple. » Déduction faite, il reste, ajoute-t-il, un total de 442 malades, 259 hommes et 183 femmes donnant les moyennes de 38 entrées et de 33 malades par an. Il est probable que le Dr Lunier a eu pour déterminer ces nombres des documents qui ne sont pas restés aux archives car, malgré nos recherches, il ne nous a pas été possible de contrôler ces chiffres; on peut se fier en somme à ces données, ce médecin ayant été plus à même que nous de les établir, la date à laquelle il les publiait étant très rapprochée de celle qu'il étudie et les renseignements étant par conséquent plus précis. Malgré tout il devait avoir également des documents incomplets; en effet, ainsi que nous, il n'a pas trouvé de renseignements sur des travaux d'agrandissement qui furent faits à une certaine époque. Après avoir constaté qu'en novembre 1842 l'hôpital-hospice ne pouvait contenir plus de 67 aliénés, si l'on en croit un rapport adressé à cette époque par le préfet au ministre de l'Intérieur, il écrit que : « *Il est probable que la Commission administrative ne tarda pas à leur consacrer un plus vaste emplacement; car depuis le 1^{er} janvier 1844, il ne fut plus envoyé de malades dans l'établissement de Leyme* ».

Nous empruntons encore au travail du Dr Lunier le ta-

bleau suivant donnant le chiffre des admissions pendant cette période :

Années	Hommes	Femmes	Total	Années	Hommes	Femmes	Total
1839	17	5	22	Report.	130	100	230
1840	17	14	31	1846	22	16	38
1841	17	13	30	1847	36	16	52
1842	22	16	38	1848	24	13	37
1843	21	14	35	1849	24	13	37
1844	17	18	35	1850	22	18	40
1845	19	20	39	1851	30	20	50
A reporter.	130	100	230	Totaux.	288	195	484

Ce chiffre de 484 comprend, outre les aliénés des Deux-Sèvres les individus arrêtés en état de vagabondage, étrangers au département mais y ayant leur domicile légal. Si on les retranche du chiffre précédent il reste, comme nés dans le département 208 hommes et 164 femmes.

Du chiffre toujours croissant de ces malades internés, le Dr Lunier ne conclut pas à une plus grande fréquence de la folie, ou du moins dans une très petite proportion. D'après lui cette progression serait due à ce qu'on enferme plus facilement les aliénés, à cause de l'amélioration des conditions hygiéniques des asiles. De plus l'assistance gratuite à laquelle ces malheureux ont droit est cause de cette facilité avec laquelle on les séquestre. L'auteur se demande alors où s'arrêtera cette progressive croissante. Il estime approximativement à 320 le nombre total des fous, idiots, crétins que renferme le département ; il n'est pas probable que l'asile en renferme jamais la totalité, car un certain nombre est conservé dans les familles ; il croit donc

que dans 20 ans c'est-à-dire en 1871 le département et les communes auront à subvenir à l'entretien de 200 à 230 aliénés. La proportion serait alors de 1 pour 1000 habitants, ce qui est le chiffre moyen de la France.

L'avenir a démontré que le chiffre des aliénés a effectivement augmenté et que la progression croissante que signale le Dr Lunier a pris d'assez grandes proportions. Ce n'est pas seulement le chiffre des hospitalisés qui a augmenté mais aussi le chiffre total, grâce à l'alcoolisme, et à toutes les conditions de la civilisation actuelle. Les prévisions du Dr Lunier étaient cependant exactes pour la période qu'il avait prévue : en effet il y avait au 1^{er} janvier 1871 à l'asile 185 aliénés indigents des Deux-Sèvres, 93 hommes et 92 femmes ; le nombre de pensionnaires à cette époque était de 43, parmi lesquels il y aurait bien à retrancher quelques aliénés provenant d'autres départements, mais qui devaient être en bien-petit nombre. Ce n'est donc plus tard que le nombre des aliénés a augmenté réellement ainsi qu'on pourra s'en rendre compte quand nous exposerons la statistique de l'aliénation mentale à différentes périodes.

Le court aperçu que nous avons donné permet de se rendre compte de la situation au moment où s'ouvrait l'asile de la Providence. Avant d'étudier les changements successifs qui se sont opérés jusqu'à nos jours, nous exposerons par quels projets et avec quelles difficultés l'administration a pu arriver à la fondation de l'établissement qui existe encore actuellement.

HISTORIQUE DE LA CRÉATION DE L'ASILE

Nous avons vu que l'idée de construire dans les Deux-Sèvres un établissement réservé au traitement de l'aliénation mentale existait il y a longtemps déjà dans l'esprit des administrateurs de l'hôpital : on se rappelle que lorsque le curé Bion faisait construire à ses frais en 1762 des cellules pour les aliénés, la commission acceptait le don de ce prêtre « en attendant qu'il eût plu au roy de pourvoir à un établissement que l'est celluy d'une maison de force ».

Mais on n'entend plus parler d'aucune idée de ce genre, et ce n'est qu'en 1833 qu'il est question sérieusement de la construction d'un établissement spécial. Nous avons vu dans quelles conditions ce projet fut élaboré ; pour quelles raisons n'y fut-il pas donné suite ? c'est ce que nous n'avons pu arriver à déterminer, toujours est-il qu'il ne fut plus question d'un nouvel établissement jusqu'en 1836. Cette année-là, au conseil général, le préfet insista sur l'urgence d'une construction pour les aliénés indigents. Ce fonctionnaire écrivit le 19 janvier 1837 à la Commission administrative de l'hôpital-hospice lui faisant part de cette délibération. « Il a fait remarquer que dans le bâtiment

« étroit qu'ils occupent, la situation de ces malheureux
« était devenue aujourd'hui intolérable et que l'adminis-
« tration devait renoncer à ses devoirs envers eux si le
« conseil refusait à ce qu'elle réclamait instamment de
« lui. (1) » Il fait connaître ensuite que Saint-Maixent était
tout prêt à recevoir l'établissement en question ; aussi
l'intention du préfet est d'entretenir les aliénés dont il
s'agit tant dans cette ville qu'à Niort ou seulement dans
la première. Le Conseil général a voté alors 10000 francs
pour appropriation à l'hospice de Saint-Maixent, mais a
demandé d'abord de faire une enquête dans les deux villes
pour fixer définitivement le vœu de l'Établissement. Le
préfet termine en demandant aux administrateurs de
donner leur avis, par une délibération spéciale et motivée.
« sur l'avantage ou le désavantage qu'il y aurait pour la
« ville de Niort, comme pour l'hospice en particulier à
« conserver l'établissement dont il s'agit, ou bien à y re-
« noncer. » (1) Le maire de Niort écrivit également à peu
près dans les mêmes termes à la commission pour savoir
ce qu'elle pensait à ce sujet. Le 24 janvier, le Préfet vint
lui-même à l'hôpital pour traiter cette question avec les
administrateurs et se rendre compte de la disposition des
lieux. La commission sembla disposée à faire des sacri-
fices pour obtenir chez elle la création des loges en question ;
en effet, le 3 février, M. Bouquet, maire de Niort à ce
moment, écrivait aux membres de la commission de l'hos-
pice pour leur demander le travail qu'ils lui avaient promis
au sujet d'un projet de locaux pour les aliénés, et les

engager à faire tout leur possible pour conserver à Niort l'Etablissement qu'on veut lui enlever. Le préfet demanda également par une lettre du 6 février que la commission voulut bien lui faire connaître, après en avoir décidé en délibération, l'importance et la nature de ses offres. N'ayant pas encore reçu de réponse le 16 mars, il renouvela sa demande. Dès lors les administrateurs, appuyés par le conseil municipal, mirent tout en œuvre pour retirer à la ville de Saint-Maixent toutes chances de succès au sujet de la nouvelle construction. Le conseil municipal se réunit en séance extraordinaire le 21 mars 1837 pour entendre le rapporteur qui avait été chargé d'étudier la question. Celui-ci fit comprendre les avantages qu'il y aurait à construire l'établissement d'aliénés projeté, plutôt à Niort qu'à Saint-Maixent. Il exprime le vœu que le conseil déclare : « 1° approuver les propositions faites par « la commission administrative de l'hôpital ; 2° les soutenir de tous ses efforts pour conserver à Niort le dépôt « des aliénés. » Ces conclusions furent adoptées et copie de la délibération adressée au préfet.

D'un autre côté l'administration hospitalière se réunissait le 24 mars pour répondre aux demandes du Préfet et préciser l'importance des offres qu'elle voulait faire. Voici le texte du procès-verbal qui figure au registre des délibérations :

« Considérant que l'établissement des aliénés existe à « Niort depuis longtemps, qu'il est une dépendance ordinaire d'un hospice général ; que la commission n'a cessé depuis six ans de réclamer la construction d'un « nouvel établissement par des motifs qu'il est inutile de

« rappeler ici ; et qu'on a mal compris ses intentions,
« lorsqu'on a pensé qu'elle désirait qu'on transportât les
« aliénés dans une autre localité et qu'on déshéritât ainsi
« la ville chef-lieu.

« Considérant néanmoins que dans l'état actuel des
« choses, l'hospice est dans la nécessité de s'imposer de
« nouveaux sacrifices pour conserver l'établissement dont
« il s'agit.

« Arrête :

« ART. 1^{er}. — L'hospice de Niort fournira le terrain
« nécessaire à la construction du nouveau bâtiment.

« ART. 2. — Le conseil général fera sur ce terrain un
« établissement approprié à tous les besoins de 60 aliénés
« au moins qu'il sera tenu d'y entretenir.

« ART. 3. — Le nouveau bâtiment appartiendra à l'Hos-
« pice.

« ART. 4. — L'hospice, en conséquence, abandonnera
« au département la rente de 1.370 francs au capital de
« 30.000 francs qu'il doit à cet établissement et qui se
« trouvera ainsi remboursée.

« ART. 5. — La commission administrative sera admise
« à concourir à la surveillance et à la réception des tra-
« vaux dont les plans auparavant auront été approuvés
« par elle. »

Les propositions furent donc transmises au conseil général dans sa session du 2 septembre 1837. A la dernière séance une enquête avait été ordonnée et un rapporteur nommé pour rendre compte de l'état de la question. Il avait été décidé également de la confection de plans et devis pour éclairer le conseil sur la préférence

à donner à Niort ou Saint-Maixent. En principe, l'assemblée refusait tout projet d'établissement neuf et demandait pour le devis un maximum de 40.000 francs. L'hôpital de Niort, autorisé par le conseil municipal, offrait 30.000 francs et le terrain, à la condition que la construction lui appartiendrait. Ces offres furent communiquées à Saint-Maixent dont l'hospice avait offert un terrain et des bâtiments existants ; mais le conseil municipal tout en approuvant ces offres et déclarant faire des sacrifices, ne voulut pas fixer de chiffres sans connaître le plan et le devis exigé par le conseil général. Ainsi cette ville n'avait pas fait de devis tandis que Niort soumettait le plan d'un établissement pouvant loger 54 individus. Ce devis présentait une dépense de 93.000 francs. En déduisant les 30.000 francs offerts par l'hospice, il restait 63.000 francs à la charge du département. En retranchant pour quelques constructions moins indispensables, le devis pouvait être réduit de 10.000 francs, ce qui diminuerait d'autant la dépense à faire pour le département.

Le rapporteur du conseil général exposa ces faits et fit remarquer que le budget prévoyait un chiffre d'aliénés de 79, supérieur par conséquent à celui prévu par le devis. Il rappelle aussi le projet de loi sur les aliénés qui est sur le point d'être adopté ; c'est pourquoi il propose les conclusions suivantes :

« Les prescriptions du conseil n'ont pas été suivies
« pour les devis par Niort et Saint-Maixent, le devis ne
« prévoit que 54 aliénés, chiffre susceptible d'être aug-
« menté ; la loi sur les aliénés pourrait prescrire des
« dispositions inconciliables avec les plans présentés. En

« conséquence, le conseil ajourne la fixation du lieu où « sera établi l'établissement en question. » Cette objection relative à la loi en projet était fort juste, cependant le Préfet fit observer que le devis étant complet pour Niort et, n'étant pas en désaccord avec le projet de loi, l'hospice de cette ville remplissait toutes les conditions désirables et, par conséquent, le conseil pouvait statuer de suite.

Celui-ci après une longue discussion maintient sa décision conforme aux conclusions du rapporteur, sauf pour le retranchement de 10.000 fr. sur le budget des constructions, somme qui sera destinée à aider l'édification de l'asile projeté, une fois fixé sur son siège.

Une copie de cette délibération du conseil général fut adressée alors au maire de Niort pour communiquer aux administrateurs de l'hôpital hospice afin de leur permettre de décider s'ils maintenaient leurs offres. Mais l'assemblée départementale ayant ajourné sa décision jusqu'à la promulgation de la loi à intervenir, le maire conseilla à la commission administrative de retirer son offre, sauf à la reproduire plus tard. Celle-ci, dans sa réunion du 30 octobre décide alors « qu'elle ne peut ni ne doit res-
« ter engagée par des offres faites par des motifs et dans
« des circonstances que des événements ultérieurs peu-
« vent modifier, » et retire ses propositions, sauf à les produire de nouveau s'il paraissait utile.

On resta ainsi dans le *statu quo* jusqu'à la promulgation de la loi. Celle-ci ne se fit pas longtemps attendre ; le 30 juin 1838 elle était publiée. Le Préfet écrivit alors le 8 août au maire de Niort le priant de prendre

des mesures pour que les offres de la commission soient reproduites s'il y a lieu afin que le Conseil général puisse statuer à cette session. Le maire transmit cette lettre à la commission qui se réunit le 6 du même mois. Dans cette séance elle constate qu'un établissement d'aliénés ne peut être créé nulle part dans le département, si ce n'est à Niort qui offre toutes les conditions exigées par la loi. Les propositions faites dans la délibération du 24 mars 1837 furent alors reproduites dans leur entier, mais avec les réserves suivantes : « 1° les bâtiments de l'ancien cours « d'accouchement deviendront la propriété de l'hospice à « qui le département le cédera gratuitement ; — 2° la « rente de 1367 fr. 70, remboursables au capital de « 30000 fr. à laquelle l'hospice offre de renoncer ne cessera d'être payée qu'après l'achèvement des travaux projetés pour la construction du quartier des aliénés.

Dans sa séance du 24 août, la commission administrative fit une nouvelle modification à ses propositions précédentes. Craignant que quelques difficultés ne surgissent de la prétention que les bâtiments futurs, créés sur un terrain appartenant à l'hospice, deviennent sa propriété, revient sur sa décision en ce qui concerne cet article. Elle décide alors « d'abandonner purement et simplement au département le terrain nécessaire à la construction de l'Établissement des aliénés, tel que ce terrain est désigné dans le projet de M. l'architecte du département. Toutefois, dans le cas où l'Établissement commencé viendrait, pour quelque cause que ce soit, à ne pas être achevé, le département serait tenu de ren-

« dre à l'hospice le terrain dans l'état où il se trouverait
« avant le commencement des travaux. »

Si la destination des bâtiments était changée, une fois la construction terminée, l'hospice pourrait le reprendre en payant au département la valeur relative aux terrains fournis.

Le conseil général demande encore de nouvelles modifications au traité ; une commission spéciale fut formée pour s'entendre avec celle de l'hôpital de Niort dans une réunion où toutes les deux seraient en présence. Cette assemblée eut lieu le 31 août à 8 heures du soir à la Préfecture. Les deux parties ne purent se mettre d'accord et le conseil général ne voulut pas accepter les propositions de la commission administrative de l'hospice. Celle-ci, déclara alors, dans sa séance du 26 février 1839, « qu'elle ne peut rester indéfiniment engagée vis-à-vis du « département qui ne l'est nullement envers l'hospice » et retire par suite ses propositions, sauf à les reproduire le cas échéant.

Le 8 juillet 1839, le Préfet demanda une troisième fois aux administrateurs de l'hôpital de présenter de nouveau leurs offres ; il croit opportun de les adresser pour l'époque de la session du conseil d'arrondissement qui devait avoir lieu le 21 du même mois. De nouvelles difficultés durent surgir cette fois encore, car il n'en est plus fait mention, si ce n'est dans une courte lettre du maire de Niort datée du 13 août ; cette lettre annonce le renvoi à la commission du projet de traité, qui n'a soulevé aucune objection de la part de la municipalité. Puis, il n'est plus question du nouvel asile jusqu'au 28 décembre 1842.

A cette date, à la suite des observations faites par M. l'Inspecteur général Ferrus, à l'occasion de sa visite, l'administration hospitalière mit de nouveau la question de l'asile à l'ordre du jour. Le projet formé comprenait la construction d'un quartier pour les hommes aliénés et d'un préau pour le quartier des femmes déjà existant. On a vu que ce dernier service avait reçu cette année même d'importantes améliorations, des travaux avaient été exécutés et deux salles situées à l'extrémité du grand bâtiment des femmes malades avaient été annexées au quartier des aliénées. Celui des hommes réclamait donc seul l'urgence. Or, certaines servitudes tombaient en ruines, ainsi qu'on peut le voir en jetant un coup d'œil sur le plan que nous avons donné précédemment ; il fallait en construire d'autres, aussi la commission projeta de « les « grouper autour du service des hommes, principalement « des aliénés auxquels on prescrit le travail comme moyen curatif. » Le programme suivant fut donc mis à l'ordre du jour :

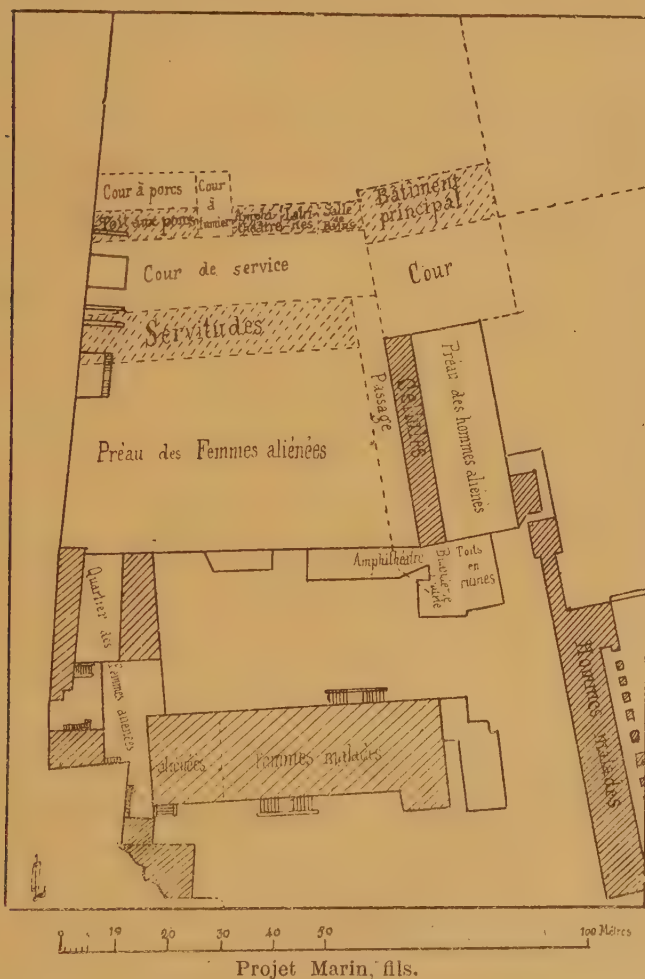
« Sur le terrain dit le petit jardin de l'hôpital, créer
« un quartier d'aliénés pour les hommes, en le séparant de tous les autres services, et le plaçant près des
« cabanons existants. — Diviser ce service en trois sections comprenant chacune le logement des malades et
« un préau : la 1^{re} section au rez de-chaussée d'un bâtiment neuf pour les fous tranquilles dont le préau communiquera au grand-jardin au moyen d'une porte ; la
« 2^e au 1^{er} étage avec infirmerie, cellules pour les aliénés en traitement et une chambre de garde ; la 3^e comprenant les 12 cabanons existants, pour les fous furieux

« et incurables. Etablir près le bâtiment neuf des latri-
« nes à deux étages ; — créer à proximité de ces mê-
« mes bâtiments une salle de bains et de douches. Il
« existe déjà pour les fous qui habitent les cabanons une
« salle de bains adjacente à la chambre du gardien. Met-
« tre le vestiaire au-dessus de la salle de bains projetée.
« Chauffer les salles à l'aide d'un calorifère, les ventiler
« d'après le meilleur système. Les éclairer par de nom-
« breuses croisées à 2 mètres au-dessus du sol qui ne
« gênera pas le placement des lits. Interdire et rétablir
« à volonté les communications entre les 3 sections. Arri-
« ver au quartier des aliénés de même qu'aux servitu-
« des à l'aide d'un passage de 6 mètres de large qui
« serve de chemin de ronde pour les cabanons. Etablir
« ce passage entre les deux cabanons et le préau des
« femmes. A cet effet sacrifier une buanderie accessoire
« inutile aujourd'hui et prendre l'emplacement de l'amphi-
« théâtre qui sera mieux dans la cour des servitudes que
« sous les yeux des malades. Créer pour lors une cour
« autour de laquelle seront construits : l'amphitéâtre,
« les bûchers, écuries, hangars, étables, toits à porcs,
« etc... et le tout au nord de l'établissement.

« Augmenter le préau actuel des femmes autour du-
« quel une plantation en harmonie avec le grand bâti-
« ment existant, sera pour les malades d'une incontestable
« utilité.

« Ajouter un préau au quartier des femmes aliénées.
« Enfin ne pas perdre de vue, quoique cette dépense ne
« soit pas encore mise en délibération qu'il est dans l'in-
« tention de la commission de séparer aussitôt que faire

« se pourra l'hospice des femmes de celui des hommes, à
 « l'aide d'un mur prenant de la cour des jeunes garçons
 « et aboutissant au 1^{er} cabanon des hommes, afin d'obte-
 « nir à peu de frais l'isolement des deux grandes divisions
 « dont il a été ci-dessus parlé ».



On se rend compte de ce projet en jetant les yeux sur
 e plan que nous donnons sur lequel nous avons figuré ne

pointillé les bâtiments projetés. L'exécution des plans et devis fut confiée à M. Marin fils, architecte, en l'absence de celui de l'établissement, M. Thénadey. Ce devis se montait à 50.400 fr. L'asile projeté pouvait recevoir au moins une soixantaine d'aliénés de chaque sexe. Pour faire face aux dépenses nécessitées par ces constructions, une partie des rentes possédées par l'hôpital serait aliénée : la Commission administrative demanderait l'autorisation de vendre 2.100 fr. de rentes sur l'Etat au fur et à mesure du besoin.

Les conditions du cahier des charges furent ensuite arrêtées le 15 janvier 1843 ; entre autres clauses, il est spécifié que le délai d'exécution de travaux sera de 18 mois, à partir de la signification de l'adjudication à l'entrepreneur désigné ; chaque semaine de retard lui vaudra une retenue de 30 fr ; le délai de garantie sera d'un an.

Toutes ces conditions ainsi que les plans et devis furent adressés au conseil municipal pour avoir son avis. Celui-ci désigna une commission, chargée d'examiner les projets, qui rendit compte de son mandat à la réunion du 11 février 1843. Le rapporteur indique les projets de l'administration hospitalière, il expose ensuite la façon dont la commission spéciale les a envisagés. Elle s'est placée à deux points de vue : 1^o sous le rapport légal ; 2^o sous le rapport moral et matériel. Au point de vue légal, elle considère la loi de 1838 et l'ordonnance de 1839, dont elle cite différents articles ; elle reconnaît ensuite les avantages sensibles qui résulteraient pour les aliénés, de les hospitaliser près de leur pays d'origine ; d'abord l'importance de l'influence sur le moral, ensuite la facilité

pour ces malheureux d'être visités par leurs parents. Au point de vue matériel, la commission cherche à se rendre compte si les avantages compenseront les sacrifices que nécessitera cette création ; après avoir discuté la question, elle conclut à l'affirmative.

Elle aborde ensuite une question qui est résolue d'une façon assez bizarre, surtout étant donné le peu de compétence de la commission en la matière, c'est la question d'exposition des bâtiments, à laquelle elle attribue une importance trop considérable : « Les règles les plus communes de l'hygiène nous indiquent que l'aspect du midi est le plus nuisible aux individus atteints d'aliénation mentale ; l'insolation attire le sang vers le cerveau, et de là la plus fréquente exaltation. C'est sans doute pour les tempérer ou même les rendre plus rares que l'on ordonne des bains, que l'on fait administrer des douches ; mais les effets que l'on espère de ces moyens doivent être paralysés par le soleil brûlant auquel le malade est exposé en sortant de ces bains et de ces douches » (1). Cette théorie médicale au milieu du rapport d'une commission nous a paru suffisamment intéressante pour être citée textuellement. Le rapporteur étudie ensuite le projet d'utilisation des anciens cabanons pour agrandir le local des bains et créer des ateliers ; il fait valoir l'utilité de ces deux choses, en particulier les avantages qu'on peut retirer du travail des aliénés, au point de vue de leur état mental. L'exécution de ce projet de construction d'un asile serait avantageuse pour la ville

1. *Archiv. Hôp.* Carton, 16, VII G. 1.

elle-même qui verrait augmenter le chiffre de la consommation, mais c'est surtout la question d'humanité qui doit être envisagée, en considérant combien il est plus charitable de ne pas envoyer les aliénés loin de leurs foyers et de leurs familles. Pour les motifs qu'il vient d'exposer, le rapporteur propose de donner un avis favorable aux projets des administrateurs de l'hospice. Le conseil municipal approuve alors les conclusions de la commission nommée par elle et décide d'envoyer le rapport de cette dernière avec les plans et devis à l'administration de l'hôpital-hospice, en l'invitant à présenter un plan d'ensemble « tel « que les constructions qui seraient faites actuellement « dans la mesure des ressources de l'hospice pussent se « coordonner avec des constructions qui seraient faites « postérieurement dans le but de compléter un établissement convenable et approprié à tous les besoins ». Le 25 juillet la commission administrative répondit à ce dernier vœu en affirmant que le plan projeté ne nuisait en rien à la construction d'un plus vaste établissement. Elle décida alors de faire faire un plan d'ensemble, indiquant en différentes teintes les grandes divisions des services, et le soumit de nouveau au conseil municipal qui l'approuva dans son entier et l'adressa au Préfet pour être transmis au Ministre de l'Intérieur. Celui-ci, écrivit le 9 février 1844 au Préfet des Deux-Sèvres une lettre dans laquelle il disait qu'avant d'examiner les plans et devis il y avait lieu de s'assurer si la création d'un établissement nouveau offrait pour les aliénés le meilleur moyen d'hospitalisation. Pour répondre à cette question il fait observer que le quartier projeté étant prévu pour 120

malades au plus, les frais seront relativement considérables, les petits établissements ayant des frais généraux plus élevés que les grands. D'un autre côté les moyens curatifs étant plus bornés, les guérisons sont plus rares. Le ministre fait aussi remarquer à la Commission qu'elle ne devra pas compter augmenter le chiffre de ses pensionnaires, les départements limitrophes possèdent tous des asiles spéciaux ou des quartiers d'hospice ; pour couvrir ses dépenses elle sera donc obligée d'exiger un prix de journée fort élevé. Sa conclusion est qu'il serait plus avantageux pour le département des Deux-Sèvres de traiter avec un autre établissement, celui de Nantes, par exemple. Le résultat de ces démarches devra lui être communiqué, et, si l'administration de l'hospice a des objections à faire aux propositions qu'il vient d'exposer, il la prie de les lui adresser dans le plus bref délai.

En communiquant cette lettre, le maire de Niort demande aux administrateurs, s'il y a lieu de suspendre le projet ou, dans le cas contraire, de motiver les considérations qui leur paraîtront de nature à annihiler celles du ministre.

A partir de ce moment des difficultés surgissent, le ministère faisant des objections multiples aussi bien à l'idée des constructions qu'au projet lui-même. Devant ces obstacles, la commission administrative envoya à Paris M. le Dr Teilleux pour discuter ces questions. Le Maire de Niort lui-même se dévoua entièrement à cette cause et fit aussi de fréquents voyages pour aller près du ministère soutenir le projet qu'il avait à cœur de voir réaliser.

Une lettre de M. Teilleux, datée du 19 juillet 1844, nous

fait connaître les principales objections formées par l'autorité supérieure. La question, dit-il, n'a pas fait un pas. Cela tient à ce que dans le plan on n'a pas prévu de séparation pour les âges et pour les divers genres de folie, les épileptiques, les maniaques, etc., étant confondus. Les locaux sont trop exigus et il n'est pas compris dans le plan une habitation pour le médecin.

Cependant M. David, maire de Niort, était parti également pour Paris ; M. Teilleux et lui se mirent immédiatement en campagne et entrèrent en rapport avec les personnages les plus influents dans la circonstance. Ils s'entretenirent entre autres avec M. Ferus, inspecteur général des asiles d'aliénés, qui était, ainsi que le dit lui-même M. Teilleux, « le grand maître de créer ou non un asile ». Ce qui paraissait surtout entraver la marche de l'affaire c'était l'apparence mesquine du projet. Le docteur pense en effet, que si le département et même la ville voulaient délier les cordons de leur bourse, il y aurait peut-être des chances de réussite, « mais 100.000 fr. dans ce monde d'argent aux yeux de ces hommes qui bâtissent des établissements d'aliénés qui valent des millions, n'est-ce pas « une coque de noix sur la mer ». — Cependant M. Ferus n'était pas précisément hostile au projet, il aurait voulu, par exemple, que le crédit voté fût supérieur à ce qu'il était soit par exemple 150 ou 200.000 fr. Il se déclara même tout disposé à aider le Dr Teilleux de son appui et de ses conseils, désirant seulement qu'il se consacrat tout entier à l'établissement projeté. Celui-ci n'avait pas besoin de cet avis ; profitant de son séjour dans la capitale, il ne perdait pas un moment, visitant les asiles de la Seine,

s'entretenant avec les médecins de ces établissements, déployant une activité étonnante pour mener à bien l'œuvre qu'il s'était proposé de faire aboutir. Malgré toutes ces démarches, le résultat ne fut pas ce qu'on espérait et le projet Marin fut définitivement rejeté par le ministère de l'Intérieur.

Le département et l'administration de l'hospice ne se laissèrent pas rebuter par ces difficultés, et immédiatement ils reprirent la question et se mirent en devoir de former de nouveaux projets. Dans sa séance du 3 septembre, le Conseil général « estime que ce serait apporter une grande amélioration au sort des aliénés que de les centraliser à l'hospice de Niort; en conséquence il est d'avis, pour atteindre ce but, d'élever le prix de la journée à 1 fr. 25 pendant 10 ans, lequel prix serait payé aussitôt que le projet d'établissement d'un asile d'aliénés sera approuvé par le gouvernement et mis en cours d'exécution ».

Le 17 septembre 1844 la commission de l'hôpital se réunissait pour mettre de nouveau la question d'un nouvel asile à l'ordre du jour. L'un de ses membres fit comprendre que si l'établissement en projet ne coûtait pas plus de 180.000 francs, il y aurait intérêt pour l'hôpital hospice à aliéner la totalité de ses rentes et une partie de ses biens. Il renoncerait, il est vrai, à un revenu annuel de 7.120 francs, mais en serait largement indemnisé par les revenus de l'asile nouveau. Tous les administrateurs adoptèrent cette manière de voir, et décidèrent de nouveau la création d'un quartier pour les aliénés situé au levant de l'Hôpital-Hospice « dans un emplace-

« ment qui offre l'avantage de mettre les malades à
« même de s'occuper de travaux de jardinage et de se
« livrer aussi à des travaux agricoles dans un terrain
« appartenant à l'hospice, et distant du quartier projeté
« tout au plus de 500 mètres ». Le nouveau quartier de-
vait être situé entre le grand jardin et la rue du Chau-
dronnier ; il comprendrait deux sections, une pour les
hommes, l'autre pour les femmes, les premiers du côté
du jardin. Entre les deux parties se trouveraient les sal-
les de bains. Chacune des sections devait comprendre
quatre salles de 15 lits, trois cellules et un réfectoire
servant d'ouvrier. La communication entre les salles de-
vait se faire par des galeries couvertes servant de pro-
menoirs, et des latrines devaient exister dans chaque
salle. Un logement pour le médecin serait réservé au-
dessus de la porte principale, des bureaux et des salles
de visite placés de chaque côté de cette porte ; il compren-
drait un salon, deux chambres, un cabinet et une cuisine
avec en outre un bûcher, une cave et des latrines. Son
entrée devait être sur la rue Royale, aujourd'hui route
Saint-Jean, mais avoir une porte sur l'établissement. Le
devis ne devait pas dépasser 180.000 francs. Ce plan se
rapprochait dans ses grandes lignes de celui qui sera
effectué plus tard comme on peut le voir en jetant les
yeux sur le projet de M. Parchappe. Il fut adressé immé-
diatement au ministère qui ne sembla pas l'accueillir très
favorablement ainsi qu'en témoigne une lettre de M. de
Watteville, inspecteur des asiles, auquel il fut transmis
le 6 octobre et qui écrivit le 9 aux administrateurs, leur
conseillant de faire appuyer leur demande par les dépu-

tés de la région. Cependant le ministre ne donna pas son approbation au projet. Dans une lettre qu'il adresse le 29 octobre au Préfet des Deux-Sèvres, pour être transmise à l'administration hospitalière, il fait connaître qu'il s'est informé de la situation des aliénés dans la région et que, d'après cet examen, il conclut que, non seulement il ne convient pas d'agrandir mais même de conserver ce qui existe, les départements limitrophes ayant tous des asiles. Ce sont, du reste toujours les mêmes raisons qu'il fait valoir : nombre de malades trop restreint, occasionnant des frais proportionnellement élevés, moyens curatifs insuffisants et négligence obligatoire dans un service si peu important. En réponse à ce que fait valoir la Commission, c'est-à-dire les sacrifices qu'elle s'est imposée et les guérisons en nombre supérieur aux autres asiles, le ministre déclare que les sacrifices prétendus sont contestables, les rapports des inspecteurs généraux constatant l'état de pénurie dans lequel ils ont trouvé les aliénés de cet hospice qui a plutôt réalisé un bénéfice sur le prix de journée, ce qui expliquerait plutôt l'insistance à conserver ce quartier. Il conteste aussi les guérisons : les inspecteurs généraux ont relevé un grand vice d'organisation dans le service médical et celui de la surveillance, ainsi que la mauvaise disposition des locaux. Il y a peu de temps l'asile a été le théâtre d'un triple homicide dû à un défaut de surveillance. Le Conseil municipal réclama lui-même contre les cabanons infects que l'administration voudrait utiliser dans son nouveau plan. Le Conseil municipal approuve le projet, mais y a un intérêt communal ; le conseil général saisi plusieurs fois de

l'affaire n'y a donné aucune suite. Abordant la question des bâtimens le ministre déclare que ceux-ci seraient impropres à l'usage projeté, celui des femmes rendrait même impossible le classement exigé par l'ordonnance de 1839. Le préfet est donc prévenu que le ministre ne donnera aucune suite à la demande ; il devra en aviser l'administration de l'hospice.

On voit que les objections étaient sérieuses et l'autorité supérieure très défavorable. La commission ne se laissa pas rebuter et ne voulut pas abandonner son idée. Un nouveau plan fut élaboré et exécuté par M. Thénadey. Dans sa séance du 3 avril 1845 la Commission administrative décide quelques questions de détail, approuve les chiffres prévus au devis et envoie le tout au préfet pour être transmis à l'administration centrale. Le 8 avril ce magistrat annonce l'envoi des pièces au ministère et demande le plan des propriétés rurales que les administrateurs désirent aliéner afin de l'adresser également. De nouveau le Dr Teilleux et M. David, maire de Niort partent pour Paris afin d'appuyer leur demande sur place. Tous les jours ils assiègent les bureaux, vont d'un personnage à l'autre, mais toujours de nouvelles objections leur sont opposées : tantôt on juge le nouvel établissement trop confondu avec l'hôpital, tantôt on reproche l'absence d'infirmerie, mais la grosse question, celle qui offre le plus de résistance c'est celle de la séparation des budgets. L'inspecteur général désirerait, en effet, que les fonds provenant des aliénés soient dépensés par eux et pour eux et qu'il existe une comptabilité spéciale ; il craint que ces fonds ne soient employés au détriment

de ces malheureux, surtout de leur nourriture, de leur couchage, de leurs vêtements, et, s'appuyant sur une lettre du préfet qui prétend que l'hôpital a besoin pour vivre de conserver ses aliénés, il prétend que cette construction n'est pour les administrateurs qu'une spéculation. Cette attitude un peu dure de la part de l'administration centrale ne rebute pas les membres de la Commission qui, plus que jamais désireux de voir réussir un projet depuis si longtemps en souffrance, discutent pied à pied les objections qu'on soulève à chaque instant, vont, avec une ardeur infatigable, défendre leurs idées chez tous les personnages qui semblent pouvoir leur prêter un utile appui. Malgré ces démarches le projet fut rejeté ; la commission des bâtiments civils l'ayant trouvé inacceptable, il fallut se résigner et se décider à produire de nouveaux plans et devis. Le 20 janvier 1846, la Commission déclarait le projet Thenadey définitivement abandonné.

Ce ne fut qu'au mois d'octobre de la même année que le projet de construction de l'asile fut de nouveau mis à l'ordre du jour. Le 4 octobre 1846, M. Férus vint faire une inspection du quartier d'aliénés de l'Hôpital-Hospice de Niort. Les observations qu'il fit aux administrateurs et les avis qu'il leur donna au sujet des conditions que devaient remplir un nouvel établissement les encouragea à commencer de nouvelles démarches. Entre autres conditions de succès, il fallait, avait conseillé M. Férus, éloigner le plus possible des bâtiments actuels de l'hôpital les quartiers destinés aux personnes atteintes d'aliénation mentale. Dans la séance du 25 octobre 1846, la commission admi-

nistrative, prenant en considération les observations faites par l'inspecteur général fut d'avis de maintenir ses décisions précédentes consacrant 180.000 fr. dans le but de construire un nouvel asile d'aliénés et d'acquérir des terrains voisins de l'établissement. La dépense ne serait pas plus considérable y compris l'achat de ces parcelles; car, en effet, comme l'avait fait remarquer M. Férus, la construction des bâtiments à étages au lieu de simples rez-de-chaussée avec galeries et colonnades occasionnerait une économie d'au moins 50.000 fr., économie qui compenserait la dépense relative à l'achat de nouveaux terrains. pour se procurer les 180.000 fr. nécessaires, la commission décida d'aliéner des biens ruraux et des rentes jusqu'à concurrence de ce chiffre. Enfin, pour éviter de nouvelles difficultés résultant de la création de devis ne remplissant pas les conditions demandées par le ministre de l'intérieur, elle prit la résolution d'envoyer à celui-ci le tracé des terrains pour prier M. Férus d'arrêter le programme et de se charger de la surveillance des plans, devis, etc... « Elle pense que M. l'Inspecteur Général voudra bien dans la circonstance donner une nouvelle « preuve de sa sollicitude pour la classe infortunée à laquelle il s'est si généreusement dévoué ».

En 1847 et 1848 il semble que la question soit restée stationnaire, car on ne trouve aucun fait ayant trait aux constructions projetées, si ce n'est l'acquisition de quelques parcelles de terrains avoisinant l'hôpital-hospice. Ce n'est qu'en 1849, à la suite d'une inspection faite par M. le Dr Parchappe que les projets de la commission semblent rentrer dans une nouvelle phase d'activité.

Les séances du 27 août et du 1^{er} septembre 1849 eurent pour résultat d'élaborer une nouvelle marche à suivre et un projet ayant plus de chances de satisfaire aux exigences de l'autorité supérieure. Le compte-rendu de la seconde de ces réunions indique les moyens que la commission administrative compte employer pour arriver sûrement et promptement à un résultat définitif.

Il serait fastidieux de reproduire ou même d'analyser cette séance fort longue. La discussion roula surtout sur les chiffres des terrains et les aliénations des propriétés.

Nous avons vu que le D^r Parchappe avait fait au mois d'août une inspection du quartier de l'hospice de Niort, réservé à l'aliénation mentale. Il avait visité en même temps les terrains voisins et s'était offert de faire exécuter les plans et devis de l'Etablissement à créer. Dans leur réunion du 18 octobre les administrateurs de l'hôpital résolurent de lui adresser le plan parterre de l'hôpital-hospice et des terrains voisins compris dans le périmètre formé par : La route nationale (aujourd'hui route St-Jean), la rue Helvétius (rue St-Florent), le chemin de Servolet, la rue Limouzine, celles du Treillot et des Chaudronniers ; plus les cultures de Goise et le terrain situé devant l'hospice qui sont une dépendance de l'Etablissement. Ils déclarent de nouveau qu'ils ne se chargeront de la construction qu'autant que la somme de 180000 francs offerte par eux ne sera pas dépassée. Ils décident aussi diverses questions accessoires : la canalisation d'eau, la construction d'un tunnel pour réunir, par dessous la rue Limouzine, les cultures de Goire à l'hôpital-hospice, enfin la réserve d'un terrain pour bâtir un pensionnat dont les frais ne

sont pas compris dans les 300000 francs que le devis prévoit pour la création du nouvel asile. Quant aux voies et moyens d'exécution, la Commission décide qu'ils ne seront arrêtés qu'après la vue du devis et des plans afin de bien se rendre compte des engagements qu'elle aura à prendre.

Une fois ces dispositions arrêtées, le Dr Parchappe se mit à l'œuvre et fit faire sous sa direction par M. Philippon, architecte à Paris le plan dont nous donnons ci-joint la reproduction, ainsi que le devis relatif à ce plan.

Dès lors le projet rentre dans la phase d'activité : plusieurs avant-projets furent successivement élaborés, le premier, arrêté en séance du 26 juin 1850, fut suivi de plusieurs autres, le 22 août, tous annulés par celui qui fut définitivement adopté dans la séance du 2 septembre.

Dans une lettre adressée au Préfet, la Commission fait connaître les bases de son projet définitif dont :

Les dépenses doivent s'élever à	410.400 fr. »	
A déduire la dépense relative au pensionnat qui doit rester à la charge de l'hospice.	40.000 fr. »	
Reste pour la dépense pour 200 aliénés indigents.	370.400 fr. »	
Le département a offert. . . .	120.000 fr. »	} 341.968 »
Il y a lieu de compter sur une subvention de la commune de. . . .	26.000 fr. »	
L'hôpital-hospice réalisera des valeurs montant à	195.968 fr. »	
	Différence	28.432 »

La Commission administrative arrête que cette somme sera demandée au département, à titre de nouvelle subvention.

En ce qui concerne la somme de 40.000 fr. que doit

coûter le pensionnat, la Commission administrative fera face à cette dépense :

1° par la vente de la rente de 211 fr. due par le département laquelle produira	18.220 fr.
2° par la vente de quelques-unes des rentes dues par des particuliers dont le montant est de 1797 francs au capital de	21.780 fr.
Total.	40.000 fr.

Mais avant de procéder à l'aliénation des dites rentes la commune sera invitée à fournir à l'hospice cette somme de 40.000 fr. pour ne pas annihiler totalement le patrimoine des pauvres.

Le 7 octobre 1850 un long mémoire exposant les motifs qui ont déterminé la création d'un nouvel établissement, et les moyens qui seront employés pour mener à bien ce projet fut arrêté en vue de l'enquête et de la reconnaissance d'utilité publique.

L'enquête *commodo et incommodo* fut terminée et le rapport de M. Faure, juge de paix, daté du 9 novembre 1850 indique qu'aucune objection sérieuse n'a été faite au sujet de ce projet. Le rapport de délégué du Préfet lui est favorable, il regrette même que l'hôpital-hospice soit obligé de contribuer pour une si forte somme, et que le conseil général n'ait pas fourni une plus importante subvention.

Le 17 mars 1851 la Commission administrative adopte définitivement les plans de M. Philippon, d'après le programme de Parchappe et demande en outre à acquérir 15 parcelles de terrain aux environs de l'hospice ayant une capacité de 24 ares, 75 centiares évalués à 11.460 fr.

Elle arrête alors comme suit les dépenses à faire :

Acquisition de terrains.	52.860 fr.
Frais de construction d'après devis . . .	<u>369.000 fr.</u>
Total	421.860 fr.

Et le moyen de faire face à ces dépenses :

Aliénation d'immeubles.	88.350 fr.
Aliénation de rentes sur l'Etat	101.440 fr.
Aliénation de rentes départementales . . .	20.000 fr.
Aliénation de rentes diverses sur particu-	
liers.	21.110 fr.

Réserve provenant de rentes et de conces-
sions dans le cimetière. 6.528 fr.

Subvention extraordinaire de la commune
de Niort. 26.000 fr.

Subvention extraordinaire du Conseil gé-
ral 148.432 fr.

Secours sollicité de l'Etat 10.000 fr.

Total. 421.860 fr.

L'asile comprendra. 7 h. 61 a. 44 centiares.

Sans compter l'ancien jardin
de l'hospice 91 a. 70 centiares.

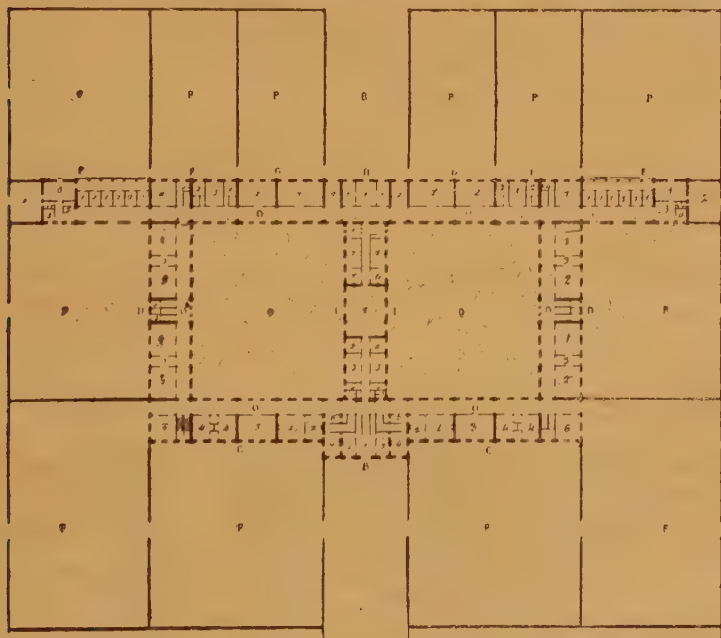
Total de l'étendue des ter-
rains de l'asile 8 h. 58 a. 14 centiares.

Les propriétaires des terrains à acquérir montrèrent des prétentions tellement exagérées que la Commission, après avoir fait faire une expertise par M. Hippolyte Pellevoisin, en adressa le procès-verbal le 30 juin 1851. Celui-ci fut envoyé au ministère pour obtenir le plus tôt possible la déclaration d'utilité publique afin de pouvoir procéder par voie d'expropriation. Le 18 août un jury

spécial fut nommé pour apprécier définitivement la valeur des terrains, sitôt la déclaration obtenue. Celle-ci parut, signée de Louis Napoléon président de la République, le 16 février 1852, autorisant le maire de Niort d'acquérir les terrains nécessaires soit à l'amiable soit par voie d'expropriation. Le 10 mars le receveur fut autorisé à vendre pour 2.600 francs de rentes.

Enfin le 8 mars 1853 les projets entrèrent en voie d'exécution, les fouilles furent commencées et les conventions passées avec les entrepreneurs.

Le 9 mai la Commission administrative décida qu'elle



Plan du quartier de la Providence d'après l'original
de Parchappe.

donnerait au nouvel établissement le nom de *Quartier de la Providence* pour permettre de désigner cet asile sans

employer le nom de l'affection au traitement de laquelle il est destiné.

Enfin le 29 mai avait lieu la solennité de la pose de la première pierre. Cette cérémonie fut faite en grande pompe avec le concours du Préfet et de l'Évêque de Poitiers.

Le 4 juillet, la Commission administrative arrête le règlement pour le service intérieur.

Le 7 novembre, le médecin de l'Etablissement demanda qu'on bâtît dans le nouvel asile une chapelle spéciale. La question fut ajournée et ce projet ne reçut jamais d'exécution.



FIG. 2. — Tunnel sous la rue Limouzine.

Cependant les travaux se poursuivaient avec activité, en même temps les cultures de Goise s'étendant au-delà de la rue Limouzine furent entourées d'une clôture et un tunnel pour s'y rendre sans sortir de l'établissement fut construit sous la dite rue Limousine. Ces travaux furent décidés le 2 janvier 1854 et mis le 16 février en adjudication.

Le 7 octobre 1855 la Commission émit le vœu de voir prolonger la rue de Navailles qui donnait accès à l'entrée du nouvel Établissement, ce qui lui fut accordé quelque temps après.

Le médecin avait demandé déjà en 1853 que le côté destiné aux hommes soit terminé avant celui des femmes afin d'y mettre ces malades qui étaient dans de plus mauvaises conditions hygiéniques.

Il lui fut répondu que les deux services seraient terminés en même temps.

En 1856 le nouvel établissement était à peu près achevé : il fallut s'occuper de tous les appareils de chauffage, de cuisine, de bains qui furent achetés au mois d'avril.

Le 10 mars, 1857 les bâtiments furent assurés.

Au mois de juin les malades prenaient possession de leur nouvel asile : les hommes y furent conduits une quinzaine de jours avant les femmes ; enfin il ne restait plus aucun aliéné à l'Hôpital-hospice. Sitôt les anciens locaux débarrassés, ils reçurent une nouvelle destination : le dépôt de mendicité proposé par une lettre du Préfet le 3 mai 1855 fut créé par un décret impérial du 10 juin 1857, et installé dans une partie des bâtiments qui étaient occupés par l'ancien asile.

Dès lors les aliénés des Deux-Sèvres furent hospitalisés avec toutes les conditions d'hygiène et de bien-être. Nous décrirons cet important asile que des adjonctions successives étendirent de plus en plus et qui est aujourd'hui un des établissements les plus importants de la province.

L'ASILE DE LA PROVIDENCE

L'Établissement dont nous avons raconté la création à Niort sous le nom de « *Quartier de la Providence* » fut élevé, ainsi qu'il a été dit, d'après le plan de M. Philippon, plan fait sous la direction de l'Inspecteur général Parchappe. Nul mieux que ce dernier n'était à même de pouvoir faire élever un asile dans les conditions les plus favorables et d'après les idées les plus modernes. M. Parchappe s'était voué, en effet, à l'étude des questions d'hygiène concernant les aliénés internés et publia même un ouvrage sur les principes qui doivent présider à la fondation des établissements destinés à cette classe de malades. Le plan qu'il fit faire d'après ses idées, et dont nous donnons la reproduction, fut exécuté à peu près exactement tel que nous l'avons reproduit.

Différents systèmes ont été préconisés pour la construction de ces asiles : nous n'entrerons pas dans le détail de ces systèmes que Parchappe a du reste fort bien exposés dans son ouvrage ; qu'il nous suffise de dire que l'asile « la Providence » est exécuté d'après le système français qui est celui auquel la plupart des auteurs donnent du reste la préférence.

Nous allons voir quelles sont les conditions que doit remplir un établissement destiné au traitement de l'aliénation mentale, puis nous montrerons comment l'asile qui nous occupe peut être à la hauteur du but auquel il doit tendre.

On doit considérer une construction de ce genre sous trois rapports différents : au point de vue administratif, au point de vue médical et au point de vue architectural. De ce dernier nous dirons peu de choses : un asile d'aliénés ne doit pas être un palais, il doit garder un aspect correct et sérieux. « Je suis fort éloigné de croire, écrit Parchappe, qu'il soit indispensable de faire des asiles « d'aliénés des monuments propres à exciter l'admiration « pour la richesse de leur architecture. » Un auteur anglais Webster, étudiant en 1850 les principaux asiles provinciaux français disait aussi à propos de l'un d'eux qu'on doit être *« seulement soucieux d'obtenir le « confortable et une classification rationnelle des alié- « nés, sans regarder à l'architecture ou à de trompeu- « ses apparences »*. (1) Au point de vue administratif, un asile doit chercher la réalisation des secours aux indigents aliénés, le traitement de la maladie et l'entretien du malade. Reste le côté médical, c'est-à-dire le classement des insensés : Sous ce rapport l'asile d'aliénés comporte d'abord deux grandes divisions pour chacun des sexes, chacune comprendra ensuite une partie réservée

1. «... alone anxious to promote the comfort and proper classification of the insane, without looking too much to architectural « ornaments, or *ad captandum* appearances. » Webster. Notes of a recent visit to several provincial asylums for the insane in France.

aux pensionnaires et une aux malades du régime commun ; de ces derniers on isolera tout d'abord les enfants et les vieillards. Il est ensuite utile de constituer des quartiers distincts pour les autres catégories d'aliénés en se basant sur certaines *convenances ou nécessités* d'établir des distinctions entre eux. « La raison et l'expérience démontrent « la réalité de cette convenance et de cette nécessité pour « les catégories d'aliénés épileptiques et d'aliénés mal-
« propres, tout aussi bien que pour les aliénés agités » (1).

Dans les questions de détails, celles auxquelles Parchappe s'est surtout attaché ont trait aux relations réciproques entre les quartiers et les services généraux. Ces derniers doivent être centralisés, à portée des services des deux sexes. Nous ne nous attarderons pas à ces questions qui ont été traitées par une plume plus compétente que la nôtre et nous examinerons de suite comment ces conditions ont été remplies à l'asile de Niort.

Voici la description qu'en faisait Monsieur Berthier, médecin en chef de l'asile de Bourg en 1865 dans un ouvrage qu'il fit sous le titre d'« *Excursions scientifiques dans les asiles d'aliénés* », à propos de celui qui est annexé à l'hôpital-hospice de Niort : « L'ensemble se compose de bâtiments continus, formant 2 carrés adossés, avec préaux « en dehors, que la ligne postérieure dépasse. Elle renferme « de dehors en dedans, les agités, les épileptiques, les « gâteux. La ligne horizontale antérieure renferme : les « pensionnaires, les quartiers d'enfants et de vieillards. « Une perpendiculaire centrale, qui les divise, comprend

1. *Dict. des Sciences médic.* Art. Aliénés (d'Asile d').

« d'avant en arrière l'administration et les services com-
« muns. Parallèlement à cette perpendiculaire, de cha-
« que côté, les malades tranquilles et en traitement. Des
« corridors intérieurs permettent de parcourir la maison à
« pied sec et à couvert, et de pénétrer ainsi dans les diffé-
« rents quartiers (fig. 1). Disposition qui, malgré ses avan-

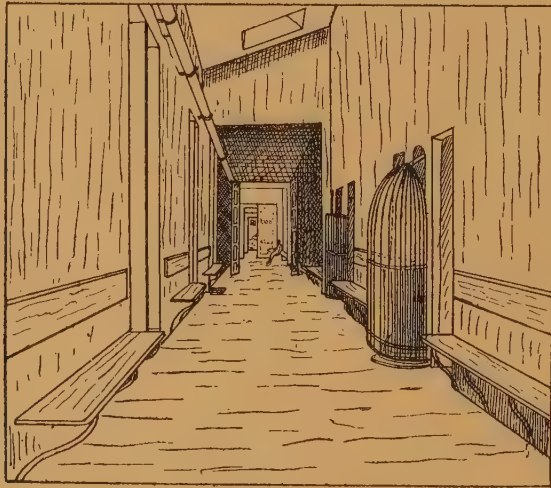


FIG. 1

« tages, a le grave inconvénient de constituer une enceinte
« fermée privée de vue et de ventilation. » A propos de
cette dernière phrase nous ferons remarquer que tout au
contraire, bien peu d'hospices sont aussi bien aérés, ces
corridors donnant par de très vastes et très nombreuses
ouvertures sur une cour centrale extrêmement vaste,
plantée d'arbres et fort peu encaissée puisque les bâtiments
qui l'entourent n'ont au plus qu'un seul étage. Depuis des
impostes nombreuses ont même été ouvertes dans ces
corridors donnant ainsi une aération parfaite aux salles
qui y sont contiguës.

Nous n'insisterons pas sur la description de l'asile à l'époque de son début, le plan que nous en donnons suffira pour qu'on se rende compte de son importance et que l'on comprenne les modifications qui furent apportées dans l'ensemble. Nous aurons du reste l'occasion de faire une description plus complète de l'Établissement tel qu'il existe aujourd'hui et nous étendre plus longtemps maintenant sur ce sujet nous exposerait à des redites.

Ce fut au mois de juin 1857 que les aliénés qui se trouvaient à l'hôpital furent conduits dans les nouveaux locaux qui leur étaient destinés. Désormais toutes les exigences de la loi de 1838 étaient remplies et le département des Deux-Sèvres possédait un établissement remplissant des conditions d'hygiène et de bien-être, que d'importants travaux viendront encore améliorer.

L'asile ainsi élevé était destiné à la séquestration de 300 aliénés des deux sexes, non compris les pensionnats réservés à 52 malades.

Après avoir installé les insensés qui étaient auparavant à l'hôpital, il restait encore un grand nombre de places, c'est pourquoi la Commission administrative pensa qu'elle pouvait s'entendre avec d'autres départements pour leur offrir d'hospitaliser ceux de leurs malades qui seraient en excès, elle fit alors des ouvertures auprès des départements de la Vienne et de la Seine qui aboutirent à des traités. Le premier de ces traités, passé avec le Préfet de la Vienne le 3 décembre 1857 porte l'engagement par l'hospice de Niort, de recevoir à partir du 1^{er} janvier 1858 les aliénés hommes de ce département moyennant un prix de pension de 1 fr. 20 par jour et par indigent.

Ce traité valable pendant 8 ans pouvait être prorogé pendant 2 ans avec le consentement du département des Deux-Sèvres. Le second traité avec le Préfet de la Seine spécifiait que ce fonctionnaire s'engageait à placer à Niort, au fur et à mesure des besoins de son service, 50 aliénés indigents de son département, moyennant le même tarif de pension que pour le département de la Vienne. Ce traité fut modifié à plusieurs reprises : en 1859, époque à laquelle le chiffre des malades fut porté à 140, dont 50 hommes et 90 femmes, en 1863 et en 1875 toujours sur des questions de détail.

Nous rappellerons qu'à cette époque le médecin en chef était encore M. le Dr Seraine, qui remplissait en même temps les fonctions de préposé responsable et qui continua son service dans le nouvel établissement. Au mois de décembre 1858, ayant donné sa démission de préposé responsable, ce fut M. Barreau, directeur du dépôt de mendicité qui fut appelé à cette fonction, Monsieur Seraine conserva le titre de médecin en chef qu'il garda jusqu'au mois de juillet 1859, époque à laquelle il donna sa démission et fut remplacé par M. le Dr Brunet, ancien interne de la maison de Charenton.

Le nouveau service fut réorganisé complètement : on fit venir pour diriger la surveillance, des frères de la Miséricorde pour le quartier des hommes, quant à celui des femmes, il continua à être confié aux Sœurs de la Sagesse dont on accrut cependant le nombre.

Au mois d'avril 1859 il y avait 16 gardiens et surveillants du côté des hommes et 21 surveillantes et infirmières du côté des femmes. Des modifications furent succes-

sivement opérées, enfin au mois de mai 1860 le personnel de surveillance était organisé comme il suit :

Service des hommes

FRÈRES	INFIRMIERS
1 Surveillant en chef	1 à l'infirmerie
1 id des services spéciaux	1 aux enfants
1 id des travaux	2 aux agités
3 employés aux pensionnaires	2 aux épileptiques
2 surveillants au quartier des tranquilles	1 aux gâteux
1 id à l'infirmerie	1 aux bains
4 gardiens	8 au total
13 au total	

Formant un personnel de 21 employés.

Service des femmes

SŒURS	INFIRMIÈRES
1 surveillante en chef	3 au pensionnat
2 id au pensionnat	4 aux tranquilles
1 id aux tranquilles	1 à l'infirmerie
1 id aux agitées, épileptiques, gâteuses	1 aux enfants
1 id aux bains	2 aux agitées
1 veilleuse	2 aux épileptiques
7 au total	1 aux gâteuses
	1 aux bains
	15 au total

En tout un personnel de 22 femmes.

Etant donné que l'asile comprenait 350 aliénés environ pour chaque sexe, la moyenne, sans compter les surveillant et surveillante en chef, était alors de 1 gardien pour 7 malades.

Au début, le règlement approuvé par le ministre fixait le maximum des aliénés du régime commun pouvant être internés à *La Providence* à 150 pour les hommes et

autant pour les femmes, parmi lesquels 138 places dans chaque division devaient être réservées aux malades enfermés aux frais des départements et 12 placés au compte de leur famille. En plus de ces malades le pensionnat de 1^{re} et 2^e classe était réservé à 26 malades de chaque sexe. Le règlement disait que « le nombre des malades « présents dans le quartier ne pourra dépasser ni en « totalité, ni en aucune catégorie, les chiffres fixés par « cet article. » Ces chiffres furent de beaucoup dépassés, et on fut obligé bientôt d'élever de nouvelles constructions, les départements de la Vienne et de la Seine ayant envoyé à plusieurs reprises une grande quantité de malades.

A la fin de l'année 1860, Monsieur le Dr Antelme, inspecteur général des asiles d'aliénés, vint faire une visite au nouvel établissement. Comme le nombre des pensionnaires était insignifiant, il fit remarquer à la Commission administrative que la partie de l'Établissement qui leur était réservée pouvait être en partie occupée par des aliénés indigents. Le règlement fut donc modifié dans ce sens et les chiffres des malades de chaque classe fut déterminé à nouveau comme il suit :

190	malades de chaque sexe au régime commun dont
178	— — aux frais des département et
12	— — aux frais des familles et
10	— — pour le pensionnat.

L'inspecteur fit observer, dans cette même visite, qu'il était indispensable d'assurer le service médical d'une façon plus suivie en créant un poste d'interne.

Dans sa séance du 2 février 1861, la Commission décida

qu'elle répondrait à ce vœu en nommant un élève pour le prochain exercice ; mais le Dr Antelme, ayant fait une nouvelle visite au mois de juillet, et ayant démontré de nouveau cette nécessité, les administrateurs durent se pourvoir immédiatement d'un interne. M. Gallais, externe à l'hôpital général de Tours, fut désigné pour remplir ces fonctions par un arrêté préfectoral du 27 septembre 1861, et installé par la Commission administrative dans sa séance du 17 octobre. Il garda ce poste jusqu'en 1864, époque à laquelle il fut remplacé par un élève de Paris, M. Chéguet qui fut interne jusqu'en 1867.

En 1863, Monsieur Brunet ayant été appelé à d'autres fonctions, le Dr Hildenbrand fut appelé à le remplacer par arrêté préfectoral du 15 juin de la même année. Plusieurs médecins se succédèrent à quelques années d'intervalle, voici du reste quels furent ceux qui occupèrent ce poste jusqu'à ce jour : Le Dr Hildenbrand resta à l'asile jusqu'en 1867 : il fut remplacé par M. Lagardelle qui était médecin adjoint à l'asile de Bordeaux, et auquel succéda en 1872, le Dr Chasseloup de Châtillon ; ce dernier conserva ses fonctions jusqu'au mois d'octobre 1880, laissant sa place au Dr Quinemant qui l'occupait encore récemment et que la mort est venue frapper il y a un mois à peine. Tous ces Messieurs remplirent en même temps les fonctions de préposé responsable.

Au mois de juin 1865, le préfet de la Vienne ayant demandé à la Commission administrative de l'hôpital-hospice de recevoir 40 aliénés dont l'hospice de Poitiers était alors encombré, il fut alors question de chercher les moyens de donner à l'asile une plus grande extension. Les admi-

nistrateurs se réunirent à cet effet le 21 juin 1865 et là plusieurs projets furent tour à tour présentés. Celui qui sembla tout d'abord le plus admissible consistait en un allongement de chaque côté de la façade regardant la rue de Navailles, par des constructions symétriques jusqu'au chemin de ronde et en édifiant un dortoir de 6 lits dans la cour du quartier des agités. Par ce moyen on pouvait loger en plus au moins 120 malades. Le Dr Hiltenbrand fit une objection à ce projet, faisant remarquer que le pensionnat était insuffisamment séparé des services des indigents ce qui occasionnait des réclamations fréquentes de la part des familles des aliénés placés à la 1^{re} ou à la 2^e classe. À la suite de cette observation, il parut plus rationnel de construire, au contraire un nouveau pensionnat et de laisser aux indigents les bâtiments occupés par l'ancien. Trois projets se trouvèrent alors en présence : Le premier consistait à construire un bâtiment particulier dans le jardin qui sépare l'asile de l'hôpital-hospice, en face du service des militaires ; à ce projet on objectait qu'outre l'inconvénient pour les pensionnaires des deux sexes d'être exposés aux regards des malades dont les salles faisaient face, l'espace serait encore un peu trop restreint et ne permettrait pas de faire un pensionnat parfaitement organisé. Le deuxième projet séparait complètement les bâtiments réservés aux pensionnaires de chaque sexe : celui des hommes serait élevé aux environs du tunnel de Goise, celui des femmes entre la rue Saint-Florent et le chemin de ronde de leur section. Le troisième enfin présentait un plan beaucoup plus important : il consistait à bâtir entre la rue de Navailles

et le chemin de Servolet un établissement situé au milieu de jardins, qui lui donnaient tous les avantages de la campagne, sur laquelle il aurait rue. Pour réaliser ce projet l'acquisition de terrains était indispensable et nécessitait une dépense supplémentaire de 17 ou 18000 francs. Pour les constructions, quel que soit le projet adopté, il faudrait compter sur une centaine de mille francs de frais avant d'accomplir ces améliorations, la Commission crut qu'il serait bon de demander l'avis de l'autorité supérieure et de faire appel aux conseils de M. Parchappé qui avait déjà procuré les plans de l'asile et était des plus compétents dans la matière.

En attendant qu'une décision fût prise, il fallait répondre au Préfet de la Vienne pour le placement de ses malades; c'est pourquoi les administrateurs, afin de permettre à ce magistrat de faire cesser l'encombrement de l'asile de son département, décidèrent de prendre les mesures transitoires suivantes: les bâtiments et le préau qui servaient aux jeunes garçons assistés et avaient été jadis affectés aux aliénés des Deux-Sèvres, seraient rendus provisoirement à leur ancienne destination: on pourrait y loger 40 aliénés envoyés par l'hospice de Poitiers. Des renseignements demandés par le préfet de Niort lui furent adressés quelques jours après donnant des détails sur cette succursale projetée: Les bâtiments proposés consistaient « en un vaste bâtiment placé sur le bord des services « généraux de l'hôpital et ouvrant sur un préau spacieux « orné de plantations et où se trouve une fontaine. Le « rez-de-chaussée du dit bâtiment contient 4 pièces à la « suite les unes des autres... etc. » Le cubage était en-

suite donné ainsi que toutes les dispositions que comp-
taient prendre les administrateurs pour assurer le service
tant au point de vue des visites du médecin qu'à celui des
fournitures, du travail, et de la surveillance des aliénés.

Ces plans ne furent pas exécutés. L'agrandissement
projeté fut obtenu par la construction de pavillons éle-
vés de chaque côté de la façade qui regarde la rue de
Navailles. Ces bâtiments à deux étages, l'un dans la
section des hommes, l'autre dans celle des femmes furent
construits en 1875.

D'un autre côté, en 1884-86, les quartiers des agités
furent également agrandis : des cellules s'élevèrent, fai-
sant face à celles qui existaient déjà et qui figurent sur le
plan ; elles s'ouvrent sur le même couloir que les autres
et sont bâties dans la cour qui était affectée alors aux
malades tranquilles, et adossées au mur du bâtiment des
agités avec lequel elles communiquent.

On sait combien les travaux journaliers et surtout les
occupations agricoles sont favorables à la plupart des
aliénés qui veulent bien s'y livrer. C'est pourquoi une des
grandes préoccupations de la commission de l'hôpital fut
d'instituer parallèlement à l'asile une grande colonie per-
mettant d'isoler une certaine catégorie de malades tran-
quilles et de les loger à proximité de leur travail.

C'est ainsi qu'en 1872 les administrateurs commencè-
rent à mettre ce projet à exécution. Au mois de juin ils
firent dans ce but l'acquisition d'une propriété appartenant
à un M. Lallemand, et l'aménagèrent de façon à pouvoir
recevoir 34 aliénés et 4 surveillants. Par ce moyen le
chiffre des hommes aliénés qui était avant de 190, put

être porté à 224, ce qui donnait à l'asile une population totale de 414 aliénés au lieu de 380, y compris le chiffre des femmes atteintes d'aliénation mentale et qui étaient alors au nombre de 190.

Ce premier essai encouragea l'administration hospitalière qui eut alors l'idée de faire du côté des femmes ce qu'elle avait réalisé dans le quartier des hommes. Ce fut le 18 janvier 1873 qu'une proposition de ce genre fut faite à l'une des réunions de la commission administrative. Le projet consistait en une annexe destinée aux femmes aliénées employées au travail de la buanderie et des services qui en dépendent. Un terrain se trouvant tout indiqué, du moins en partie : l'étendoir situé vers le quartier des femmes de l'autre côté du chemin de ronde remplirait fort bien ce but, il permettrait la communication de la colonie des femmes avec leur service intérieur, de même que celle des hommes communique avec leur quartier. L'avantage serait comme pour l'établissement similaire des hommes de grouper dans les mêmes locaux en dehors et cependant à proximité de l'asile des femmes les plus tranquilles et de les placer tout près et au centre même de leurs travaux habituels.

Mais ces constructions demandaient un certain temps et le département de la Seine proposait à celui des Deux-Sèvres de recevoir un convoi de 20 femmes ; l'asile ne pouvait les accueillir dans la situation actuelle. Les administrateurs résolurent alors de demander à l'autorité supérieure de l'autoriser à prendre des dispositions provisoires en plaçant les lavandières dans un local de l'hospice dite *salle des hospitalières* occupée autrefois par les aliénées

et par des femmes malades pendant la guerre, et de leur donner aussi une autre salle située au-dessus de la précédente.

Cette organisation fut autorisée, l'asile reçut les malades de la Seine, mais le projet définitif ne reçut pas d'exécution et parut même abandonné en 1874, époque à laquelle on décida les agrandissements des services des agités, travaux qui furent exécutés, tandis que le projet de colonie de femmes restait en suspens.

En 1882 une lettre préfectorale fut l'occasion de la reprise des projets abandonnés.

Le nombre des malades s'était accru, en effet, grâce aux constructions qui avaient été faites dans les différents services, et, bien que l'autorisation eût été obtenue de l'autorité supérieure d'exécuter ces travaux d'agrandissement, on n'avait pas régularisé la situation en demandant d'élever le chiffre maximum des aliénés que pouvait admettre l'établissement. Le Préfet écrivit donc aux administrateurs pour les prier de se mettre en règle et de lui rendre compte des modifications qui avaient été apportées. D'un autre côté l'autorisation de faire occuper provisoirement des salles de l'hôpital par les femmes aliénées employées comme lavandières, fut retirée aux administrateurs et ceux-ci furent mis en demeure de prendre des dispositions en conséquence. Le projet d'une colonie fut donc de nouveau mis à l'ordre du jour et décidé. L'administration hospitalière écrivit dans ce sens au préfet, lui répondant, en même temps sur les questions du chiffre des malades qui était dépassé, et lui faisant connaître que, non seulement il n'y avait pas encombrement

vu les modifications apportées, mais encore que l'asile pouvait recevoir une plus grande quantité de malades. A l'appui de ce dire, ils joignirent à leur lettre un tableau récapitulatif exposant la situation.

Le nombre des places que l'asile possédait pouvaient se répartir ainsi :

PLACES AUTORISÉES	HOMMES	FEMMES
Par arrêté du 30 septembre 1861 le maximum fixé était de	190	190
La colonie des hommes autorisée le 7 juin 1873 peut contenir	32	»
Le service provisoire des lavandières en attendant les nouvelles constructions autorisé le 4 février 1873	»	24
	<u>222</u>	<u>214</u>
Auxquels on doit ajouter : les nouveaux locaux construits dans les services d'agités	25	25
— les grands pavillons, infirmerie déduite . .	<u>100</u>	<u>100</u>
	<u>317</u>	<u>339</u>
Plus dans l'installation provisoire des laveuses	»	6
— de nouvelles cellules dans le service des hommes agités. . . .	6	»
— le deuxième étage de la grande colonie nouvellement aménagé. .	40	»
— la petite colonie qui venait d'être créée.	12	»
Totaux	375 hom.	345 fe. = 720 mal.
Il existe alors à l'asile un nombre de	352 »	298 » = 650 »
Il reste donc de disponibles un nombre de placés de	23 hom.	47 fem. 70 mal.

Ainsi, non seulement l'établissement n'était pas encombré, mais il pouvait même recevoir encore un certain nombre de malades, surtout lorsque les bâtiments projetés seraient habitables. En conséquence l'administration demanda de régulariser la situation et d'augmenter le chiffre maxima autorisé en portant à 375 celui des hommes et à 345 celui des femmes, au lieu de 222 et 214 chiffres précédemment fixés.

Cette fois le projet de colonie pour les femmes entraît en voie d'exécution. Dans sa séance du 6 janvier 1883, la commission en arrêtait les grandes lignes : le nouveau service devait s'élever à l'entrée du chemin de ronde du côté des femmes ; il consistait en plusieurs corps de bâtiments, placés des deux côtés d'une cour : sur le côté de la rue Saint-Florent le lavoir avec ses dépendances, séchoir à air chaud, étuve à désinfection etc., et au-dessus des logements et le séchoir ; de l'autre côté les pièces destinées à l'habitation des aliénés : réfectoire, dortoir et préau couvert situés le long du service des femmes agitées. Ces plans furent approuvés par le Préfet le 10 mars 1883.

Le service était terminé en 1886 ; un arrêté du Préfet du mois de février 1885 supprima l'installation provisoire qui avait été organisée depuis longtemps dans les locaux de l'hôpital. Après s'être rendu compte du cubage des nouveaux locaux, ce fonctionnaire fixa définitivement le chiffre maxima des femmes que pouvait recevoir l'asile à 352 et celui des hommes à 354.

La commission administrative ne s'en tint pas à ces améliorations ; toujours soucieuse de mettre les malades

qui lui étaient confiés dans les conditions les plus hygiéniques et les plus agréables, elle pensa, à l'instigation de l'un de ses membres, M. Giraud, à élever dans l'intérieur de l'établissement une colonie plus importante que celle qui existait déjà et qui serait par le fait une véritable ferme modèle. Le 28 avril 1884 cette nouvelle construction était décidée et le devis arrêté.

Le nouvel établissement devait être élevé à l'extrémité des terrains de Goise, le long de la voie du chemin de fer, absolument en pleine campagne. Un tunnel passant sous la rue Limouziné permettait de s'y rendre sans être obligé de sortir de l'enceinte des propriétés de l'asile. Les frais de construction furent estimés à 17000 fr. et il fut décidé que les travaux seraient exécutés par le personnel de l'hôpital, sous la direction des chefs ouvriers et la surveillance de l'architecte de l'établissement. Cette ferme devenait utile en effet, car depuis quelque temps les voisins de l'ancienne, qui était située en dehors de l'enceinte de l'hôpital, en face la porte d'entrée, se plaignaient des émanations qui s'en échappaient et en rendait le voisinage insupportable. Le nouveau projet avait l'avantage de réunir dans un même établissement la ferme et la colonie des hommes.

L'autorisation de construire le tunnel fut donnée par le Conseil municipal au mois d'août 1885, mais ce ne fut qu'un an plus tard, le 17 août 1885 que fut posée la première pierre du nouveau service ; un banquet réunit à cette occasion les chefs ouvriers, les administrateurs et tout le personnel médical.

En 1886 l'un des bâtiments destiné à recevoir les ins-

truments, voitures, corbillards, était terminé et le 20 août la Commission votait les crédits nécessaires pour la continuation des travaux. Dans le cours de l'année devaient être construits un grand établissement destiné au logement du personnel et deux étables surmontées de greniers à fourrage jusqu'à concurrence de 40.325 fr ; les travaux devaient être poursuivis en 1887 moyennant un crédit de 15000 fr. sur le budget de cette année. Ils furent exécutés en régie avec le personnel et le matériel de l'hôpital hospice. Ces travaux furent menés promptement car le 6 septembre 1886 le troisième bâtiment était terminé ce qui donnait lieu à une nouvelle fête. En 1887 l'installation intérieure de la vacherie et des écuries était décidée ainsi que la construction d'un hangar d'attelage, d'une remise pour les corbillards et d'une infirmerie pour les chevaux. Un crédit de 18 740 fr. 60 est voté à cet effet le 8 décembre de la même année. Dans sa réunion du 15 juillet 1887 la Commission administrative se réunit pour donner un nom au nouvel établissement. M. Henri Giraud, l'un des administrateurs à l'initiative duquel était due en partie la nouvelle ferme venait de mourir quelques jours auparavant sans avoir vu terminer son œuvre, c'est pourquoi il fut décidé que son nom resterait attaché à l'établissement dont il avait été le promoteur et qui reçut le titre de « Colonie Henri Giraud ». En 1888 on arrangea la cour centrale qui fut garnie de 44 marronniers blancs plantés sur 4 rangs. L'année suivante les administrateurs, sur la demande de M. le Dr Quinemant, faisant observer que ce service ne devait pas rester isolé sans communications avec le médecin en chef et le sur-

veillant général, firent installer un téléphone reliant les nouveaux bâtiments aux différents services de la Providence et de l'hôpital.

Dès lors il n'y avait plus aucun empêchement à y installer des aliénés tranquilles. Aussi le 15 avril 1889 l'autorisation d'y transférer les malades fut demandée à l'autorité préfectorale ; on demanda aussi d'élever le chiffre pour lequel l'asile était autorisé. La réponse du Préfet parvint le 8 juillet, permettant le transfert de 50 individus dans les nouveaux locaux, mais l'augmentation du chiffre total était refusée, le préfet se basant sur un rapport de M. l'Inspecteur Général Lefort qui avait, dans une récente inspection, fait des critiques à ce sujet. A la fin de 1889, les nouveaux bâtiments étaient occupés.

Pendant que s'accomplissaient ces travaux, d'autres améliorations étaient apportées dans l'intérieur de l'asile. En raison du nombre croissant des malades les dépendances de la cuisine étaient devenues insuffisantes ainsi que le nombre des baignoires. Pour parer à ce double inconvénient, des salles de bains plus vastes furent construites le long des chemins de ronde dans le service des hommes et dans celui des femmes. Ces bâtiments étaient placés suivant une ligne parallèle aux côtés de l'établissement, tout à fait en dehors. Ils furent construits en 1885 du côté des femmes et du côté des hommes à la fin de l'année suivante.

Si les dortoirs étaient bien aérés, et les préaux très vastes laissant aux malades le loisir de se promener à leur aise pendant la belle saison, la situation n'était plus la même lorsque le temps ne permettait pas de les laisser

sortir. Dans ce dernier cas l'organisation était même extrêmement défectueuse car ces malheureux étaient alors parqués dans les couloirs très étroits qui font le tour de l'asile et beaucoup même y prenaient leurs repas ; une telle situation était contraire à tout principe d'hygiène, c'est ce que comprit le Dr Quinemant qui demanda avec instance à l'administration hospitalière la construction de préaux couverts afin que les malades puissent librement y circuler pendant les intempéries.

Ces travaux furent exécutés et de vastes salles chauffées en hiver, reliées aux autres bâtiments par des trottoirs couverts furent élevées dans presque tous les services ; les aliénés purent ainsi s'y promener quel que soit l'état de la température. Ce n'est que peu à peu que les divers quartiers furent pourvus de préaux couverts, tout récemment celui des femmes tranquilles, était construit à son tour ; les services des demi-tranquilles aussi bien dans la section des hommes que dans celle des femmes n'en possèdent pas encore : la disposition des préaux en rend l'exécution difficile, néanmoins il est à prévoir que dans un temps plus ou moins rapproché, on trouvera une combinaison pour exécuter cette construction indispensable au confort des malades de ce service et que possèdent ceux de tous les quartiers voisins.

Pour rendre moins confus l'exposé des perfectionnements qui furent apportés dans les locaux de « La Providence » nous avons omis à dessein quelques faits intéressant l'histoire de cet asile.

Au moment des événements douloureux de la guerre franco-allemande l'établissement des aliénés de Niort joua son rôle comme beaucoup d'autres hôpitaux français. Situé sur le passage des convois de blessés envoyés dans l'Ouest et le Midi, l'hôpital-hospice de Niort reçut à différentes reprises les épaves de convois plus nombreux avant qu'une ambulance ne fût établie à la gare de cette ville et que l'ambulance Ste-Anne ne fut organisée ? L'encombrement fut parfois extrême, et il nous a paru intéressant de reproduire ici un passage de la brochure de M. Casimir sur le rôle joué par l'hôpital de Niort pendant la guerre, passage ayant trait à l'hospitalisation de blessés arrivés dans la nuit du 7 au 8 décembre 1870.

« Il faisait un froid extrême, écrit M. Casimir, la terre
« était gelée et couverte de givre. L'hôpital ne pouvait
« fournir des lits à tous les soldats de l'énorme convoi
« qui venait d'arriver. On fut alors obligé de placer ceux
« qui étaient le moins souffrants, et qui devaient con-
« tinuer leur route dès le lendemain, dans des salles
« bien chauffées, pour passer la nuit sur des sièges, 40
« restèrent à l'hospice et 39 furent placés dans les réfec-
« toires du quartier des aliénés. On distribua à tous du
« café.

« A 2 heures du matin, les administrateurs font une der-
« nière tournée dans l'établissement. Quel est leur éton-
« nement, en voyant que tous ces soldats sont parfaite-
« ment couchés et dorment déjà sur des lits improvisés,
« confortablement garnis de matelas et de couvertures.
« les bonnes sœurs avaient donné leur propre literie
« pour procurer à ces voyageurs malades et fatigués le

« repos dont ils avaient besoin. Les frères de l'asile avaient
« eu la même inspiration (1). »

Un autre fait important, celui-là d'ordre administratif, mérite d'être signalé : c'est le changement du personnel de surveillance dans la section des hommes aliénés. A la suite d'un conflit entre la commission administrative et le supérieur général des frères de la Miséricorde, au sujet d'un de ses religieux, celui-ci écrivit le 19 mars 1888 pour dénoncer le traité passé avec l'hôpital et déclara retirer ses frères dans le délai de 4 mois. Les administrateurs fixèrent au 16 juillet la date à laquelle la congrégation pourrait disposer de ses membres en service à la Providence. Dans sa séance du 11 mai l'administration hospitalière s'occupa de pourvoir à leur remplacement et décida qu'un personnel laïque serait désigné, et organisé de la façon suivante : un surveillant en chef, ayant autorité sur le reste du personnel et ayant au-dessous de lui comme collaborateurs deux surveillants, serait chargé du service intérieur dans la section des hommes et la direction secondaire dans les ateliers et chantiers ; sous leurs ordres des chefs de quartiers et des gardiens. Le nombre fut au début de six chefs de quartier et de 22 gardiens, mais ce chiffre pouvait être modifié suivant les besoins du service, il varie en effet avec le nombre des malades.

Telle fut l'histoire de l'établissement de Niort affecté au traitement de l'aliénation mentale. Il nous reste mainte-

1. Casimir. *Les pages douloureuses, de la guerre*, l'Hôpital-Hospice de Niort en 1870-1871.

nant à essayer de faire un tableau de la situation actuelle de cet asile et d'exposer quels sont les principes qui président à la garde et au traitement des aliénés qui y sont renfermés ainsi que les améliorations qui pourraient encore y être apportées.

SITUATION ACTUELLE DE LA PROVIDENCE.

Au moment où la commission des hospices de Niort décidait la création de « la Providence », le Docteur Parchappe, inspecteur général des établissements d'aliénés, après avoir visité de nombreux asiles en France et à l'étranger recherchait quelles étaient les conditions les plus favorables à l'hospitalisation de cette classe de malheureux et jetait les bases d'un travail destiné à montrer par quels moyens on pouvait arriver à leur procurer les soins les plus efficaces et le bien-être compatible avec leur triste situation. Nul mieux que lui n'était donc indiqué pour diriger les plans d'un établissement de ce genre et réaliser tous les perfectionnements qui pourraient être désirés.

Dans ces conditions l'asile de Niort devait donc se rapprocher beaucoup de l'asile modèle rêvé par Parchappe et en effet, cet écrivain dans son ouvrage le cite comme tel à différentes reprises.

Il n'en est pas de l'aliénation mentale comme des autres maladies ; les établissements destinés au traitement de cette affection doivent remplir des conditions spéciales, c'est pourquoi la loi exige que des asiles soient des-

tinés aux aliénés et réservés à eux seuls. « En fondant
« un asile d'aliénés, écrit Parchappe, il s'agit principale-
« ment de réaliser et de réunir, dans un établissement de
« nature hospitalière toutes les conditions matérielles et
« morales qui peuvent concourir à assurer à des mala-
« des privés de la raison les secours d'un traitement cu-
« ratif, les bienfaits d'un refuge protecteur et consola-
« teur. » Tout établissement de ce genre doit donc rem-
plir ce double but : 1° Hospitaliser les insensés en assu-
rant leur existence de la façon la plus hygiénique et la
plus confortable ; 2° leur procurer les soins physiques et
moraux que comporte leur triste situation en essayant de
ramener à la raison ceux de ces malheureux qui sont en-
core curables et en soignant les uns et les autres lors-
qu'ils sont atteints de maladies intercurrentes. C'est donc
à ce double point de vue que nous nous placerons suc-
cessivement pour faire l'étude des conditions que doit
remplir un asile modèle et nous rendre compte de la façon
dont elles ont été réalisées dans l'établissement qui nous
intéresse actuellement.

Parchappe, que nous citerons couramment, puisque
c'est lui qui a été l'inspirateur du plan de la Providence,
donne les règles indispensables dont on ne peut pas s'é-
carter lorsqu'on décide la création d'un asile d'aliénés.
« Ces règles, dit-il, sont celles qui fixent et précisent les
« conditions à réaliser dans l'intérêt des aliénés soit
« comme ressources de traitement, soit comme moyen
« de bien-être ». De là comme nous le disions, une dou-
ble destination : « maison de traitement pour les malades
« et maison de refuge pour les infirmes ». A ce propos

se pose le problème à savoir si le même établissement put remplir ces deux conditions ou si des maisons distinctes doivent être établies, autrement dit, doit-on réunir dans un même établissement les curables et les incurables ? Cette question a été souvent posée et discutée par les divers aliénistes et la plupart en ont conclu que, si l'on peut sans inconvénient réunir ces deux groupes d'insensés, il n'y en a aucun à les réunir dans un même asile. Parchappe, va même plus loin ; d'après lui cette réunion serait même utile.

« C'est dans les quartiers de malades tranquilles qui
« sont constitués, pour l'immense majorité de leurs ha-
« bitants, par des incurables, que les malades curables,
« peuvent trouver réunies les conditions de calme, de
« propreté, d'obéissance, d'ordre et de travail qui sont
« souvent plus puissantes que toutes les autres ressour-
« ces de la médecine pour éteindre, par l'heureuse con-
« tagion de l'exemple l'agitation et les tendances excen-
« triques qui font partie des symptômes de la folie aiguë
« et curable ». Cependant le même auteur admet que, dans les pays où le crétinisme domine, des succursales soient établies pour certaines catégories d'idiots, imbéciles et épileptiques même aliénés ainsi que pour les déments stupides et malpropres, mais seulement comme ressource exceptionnelle.

A Niort une succursale de ce genre existe, créée il y a quelques années en présence de l'encombrement à l'asile dû au chiffre croissant des aliénés proprement dits, et absolument distinct du quartier de la Providence. C'est surtout au point de vue économique que ce

problème de la réunion des deux classes d'individus aliénés a été posé dans différents pays, en Angleterre surtout. Des discussions nombreuses ont été soulevées à ce propos ; Parchappe les résume longuement dans son ouvrage, c'est pourquoi nous n'insisterons pas plus longtemps sur ce sujet. Disons seulement qu'à Niort aucune distinction n'est faite entre les curables et les incurables.

Une autre question a été soulevée au sujet de l'opportunité de la réunion dans un même asile des indigents et des pensionnaires. Un certain nombre d'aliénistes voudraient que ces derniers fussent absolument bannis des asiles publics et qu'aucune distinction ne fut faite entre les malades placés dans ces établissements. C'est certes aller trop loin, et s'il est vrai que cette réunion des classes peut avoir quelques inconvénients, ceux-ci sont bien petits en comparaison des avantages. Les pensionnaires étant une source de rapport pour l'asile, permettent de reporter sur les pauvres le bénéfice que résulte du prix élevé de certaines pensions ; mais il ne faudrait pas en arriver, comme on en a quelquefois la tendance, à ne considérer un établissement de ce genre que comme une maison de rapport. On reçoit le plus possible de pensionnaires qu'on tâche d'entasser sans aucun souci des conditions hygiéniques cela sans aucun doute dans un but excellent, puisque pour réaliser des bénéfices qui permettront d'améliorer le sort des malheureux qui y sont internés, mais c'est un abus dans lequel il ne faudrait pas tomber car c'est souvent obtenir un petit avantage pour un grand inconvénient.

Si l'on évite cet excès, on peut avec Parchappe admet-

tre le mélange des malades de petite aisance avec les indigents, c'est ce qui constitue dans la plupart des asiles les malades « de régime commun ». En outre un pensionnat pour la classe moyenne peut être adjoint à l'asile public. « Il est important, écrit Parchappe, d'admettre comme principe fondamental dans la création des asiles publics, que le pensionnat pour les classes aisées ne doit être considéré que comme un élément accessoire et subordonné, la constitution des éléments propres aux malades de régime commun étant le but principal de l'institution ».

Telle est l'opinion de Parchappe qui voudrait en outre que les classes riches soient absolument abandonnées aux asiles privés. (1) C'est d'après ces idées que le plan de l'asile de Niort a été conçu : A l'origine le pensionnat était moins grand qu'il ne l'est aujourd'hui, bien qu'il soit encore fort peu important ; ce n'était qu'un quartier particulier réservé à la classe moyenne et qui n'a pris un peu plus d'extension et ne s'est lui-même subdivisé que par la suite. Le pensionnat est situé sur la ligne sud de l'établissement, de chaque côté du bâtiment d'administration, les hommes à l'est, les femmes à l'ouest, de même que pour les indigents. A l'origine les bâtiments qui formaient cette ligne et qui a été augmentée depuis du service des indigents tranquilles n'étaient pas tout entier occupés par le pensionnat. Celui-ci, ne comprenant qu'une seule

1. Ferus n'était pas non plus partisan de la réunion des indigents et des pensionnaires. Cette question a été portée en Belgique devant une commission qui, au contraire, a été à l'unanimité partisane de la réunion.

classe occupait la moitié de cette ligne contiguë au bâtiment central, l'autre moitié étant réservée aux vieillards et aux enfants.

Depuis ces derniers furent transportés dans un local dit « Petite colonie » dont nous aurons l'occasion de parler, et les locaux qu'ils occupaient furent destinés à une autre classe de pensionnaires. Aujourd'hui le pensionnat comprend donc 2 catégories : les pensionnaires de 1^{re} classe qui occupent le bâtiment du pensionnat primitif. Ces malades ont au rez-de-chaussée une salle à manger, un salon et une salle de billard chez les hommes. Au 1^{er} étage sont les chambres, chaque malade de cette classe ayant un local particulier pendant la nuit. Dans cette même classe sont compris les malades qui ont à leur service un gardien particulier. La 2^e classe occupe l'ancien service des enfants et vieillards.

Les malades de ce service ont au rez-de-chaussée un salon et une salle à manger. Une cellule réservée aux pensionnaires très agités de l'une et l'autre classe s'y trouve également. Cette cellule est capitonnée ce qui permet aux malades les plus violents d'y rester sans danger pour leur existence ; elle est divisée en deux parties séparées par un grillage à hauteur d'homme permettant de surveiller d'un côté ce qui se passe de l'autre. On peut y mettre à coucher un gardien. Les pensionnaires de 2^e classe couchent dans un dortoir commun. A l'origine ce dortoir était divisé en petites loges pouvant contenir tout juste un lit ; ces loges étaient donc fort mal aérées et absolument privées de lumière. M. le D^r Quinemant en fit abattre les cloisons trouvant avec raison qu'il était préférable de cou-

cher les malades dans un dortoir vaste et bien aéré plutôt que de les séparer au moyen de loges sans ouvertures.

Les indigents occupent le reste de l'établissement. Nous ne ferons pas une description topographique générale de l'asile, le plan de Parchappe en donnant une idée plus exacte. Du reste nous décrirons chaque service en traitant les questions qui y sont relatives.

En outre de l'asile proprement dit existent des services annexes ferme, colonie, buanderie, dont nous ferons une description plus loin.

Après la question des indigents et pensionnaires, celle qui se pose de prime abord quand il s'agit de créer un asile d'aliénés, est celle de la séparation des sexes. Il va de soi que cette séparation doit être absolue, la loi est du reste formelle à cet égard ; mais quelques aliénistes se sont demandés s'il était préférable de construire des établissements spéciaux pour chaque sexe ou si le même établissement pouvait les réunir dans son enceinte en des quartiers distincts. Cette discussion nous paraît oiseuse. Il va de soi qu'il n'y a aucune importance à ce que ces deux services soient à une plus ou moins grande distance les uns des autres si la séparation est complète. On s'est appuyé en faveur de la fondation de maisons distinctes sur des raisons architecturales, la folie étant plus fréquente dans l'un ou l'autre sexe on ne peut conserver la symétrie dans la construction ; d'autres discussions du même genre ont été soulevées encore à ce propos, nous ne nous lancerons pas dans ces considérations. Disons que dans beaucoup d'asiles, pour ne pas dire dans la plupart, les sexes sont réunis, ce qui est un avantage à un point

de vue, celui des services que rendent les malades, chaque sexe s'occupant au travail qui lui est propre.

A la Providence les hommes et les femmes sont traités dans des quartiers distincts symétriquement disposés de chaque côté d'une ligne de bâtiments allant du Nord au Sud et comprenant, depuis le bâtiment d'administration la cuisine et ses accessoires, le générateur à vapeur pour le chauffage des bains et la cuisine, l'éclairage électrique, enfin le vestiaire occupant le bâtiment central de la ligne du Nord qui comprend aussi un rez-de-chaussée, en outre de logements d'employés, le bureau de distribution pour le pain et le vin servant aussi à la vente du tabac et menus objets. De chaque côté une cour centrale, dite cour de service, est entourée de bâtiments formant le carré ; les malades ne traversent cette cour que pour les besoins du service et n'y séjournent pas. C'est autour de cette cour que sont disposés les différents quartiers. Un long couloir les réunit, permettant de passer à couvert de l'un à l'autre.

Le Dr Berthier, médecin en chef de l'asile des aliénés de Bourg, dans de courtes notes qu'il consacre à l'asile de Niort en 1865 dit à ce propos : « Des corridors intérieurs
« permettent de parcourir la maison à pied sec et à cou-
« vert, et de pénétrer ainsi dans les différents quar-
« tiers. Disposition qui, malgré ses avantages, a le grand
« inconvénient de constituer une enceinte fermée privée
« de vue et de ventilation ». Cette dernière affirmation était exagérée puisque ce corridor est au contraire parfaitement aéré (1). Cependant il y avait quelque chose de vrai à

1. Puisque nous avons l'occasion de parler de ces notes du Dr Ber-

cette époque, les impostes étant insuffisantes. Or un grand nombre en ont été percées depuis.

Au moment où M. le docteur Quinemant fut nommé médecin en chef à l'asile, c'est dans ce couloir étroit que se tenaient les malades lorsque le temps ne permettait pas de les faire sortir dans les cours. Outre que cet entassement des aliénés dans ces couloirs peu aérés était des moins hygiéniques, cette disposition présentait un réel danger pour ceux que leur service appelait à y passer. Toujours préoccupé des soins d'hygiène et de bien-être pour ses malades, M. Qui-

thier sur l'asile de Niort nous en profiterons pour redresser quelques erreurs qu'il commet. « Le mélange, dit-il, des épileptiques avec les infirmes et les bruyants est regrettable ». Or, jamais les épileptiques n'ont été réunis aux autres malades : alors comme aujourd'hui ils étaient situés dans la même ligne de bâtiments, mais absolument séparés et n'ayant aucun rapport quel qu'il soit avec les autres malades. Nous citerons aussi ses conclusions : « En définitive, l'asile de « Niort, tout en s'opposant au développement agricole, tout en entravant la vue et l'aération, tout en ayant des obstacles à un classement complet... possède une somme d'éléments, qui permettent de « le ranger parmi nos bons établissements ». Or pour quiconque à visité l'asile il est de toute évidence que ces critiques sont injustes : d'abord, bien qu'à cette époque les travaux de culture n'avaient pas toute l'importance qu'ils ont aujourd'hui, ce genre d'occupation était cependant un des grands soucis de la Commission qui peu à peu chercha au contraire à développer cette partie. Quant à ces *entraves* à la vue et à l'aération, on ne les voit pas bien quoique à cette époque les services n'étaient pas aussi bien aérés qu'ils le sont aujourd'hui grâce aux nombreuses ouvertures qui ont été percées : il ressort de la disposition des bâtiments isolés au milieu de vastes terrains cultivés, que les malades devaient y trouver cependant un air fort pur que bien des asiles pourraient envier.

nemant demanda et obtint la construction de préaux couverts dans chaque quartier, permettant aux malades de se tenir à l'abri des rigueurs du froid et de l'inclémence des saisons. Il fit aussi percer partout des impostes permettant d'aérer largement les dortoirs et les salles tout en sauvegardant la possibilité de sortie des aliénés. Dès lors ce couloir circulaire ne fut plus employé que pour les besoins du service, en servant de lieu de passage à couvert pour aller d'un quartier à un autre. Aussi maintenant n'en est-il plus de même et tout au contraire ce couloir avec toutes ses ouvertures sur les deux faces favorise la ventilation.

Maintenant que nous avons montré la disposition générale que présente les différents bâtiments qui composent l'asile, il nous reste à indiquer quelles en sont les divisions et comment les malades sont répartis dans chacun des quartiers. Ceux-ci sont relativement peu nombreux à la Providence ; certains asiles, celui de Nantes en particulier, comprennent un très grand nombre de sections. Y a-t-il utilité pour les malades à être réunis en moins grand nombre et répartis dans une plus grande quantité de services ou bien au contraire est-il préférable d'avoir dans l'asile un chiffre de quartiers strictement nécessaire renfermant un grand nombre de malades. Le cadre de notre travail ne comporte pas des discussions de ce genre, qui nous semblent du reste oiseuses, nous ferons seulement remarquer que plus les quartiers seront divisés et plus il faudra de gardiens, mais aussi plus la surveillance sera facile.

Outre les grandes divisions dont nous avons parlé, rela-

tives au sexe et à la condition sociale des aliénés, il est indispensable, dans un asile, de classer les malades suivant certaines catégories qu'on devra répartir en un certain nombre de quartiers (1). Quelle doit être la règle suivie pour ce classement ? il n'y a pas de prescriptions absolues à cet égard. Toutefois la législation française prescrit la séparation des enfants des aliénés adultes et

1. Il nous semble tout naturel de séparer des malades tranquilles des aliénés agités, aussi dans les asiles existe-t-il toujours un quartier réservé à ces derniers. Or, un médecin italien, le Dr Galloni, rompant avec toutes les habitudes, avait eu l'idée de réunir au contraire les aliénés les plus dissemblables. Dans l'ouvrage de Cerfberr publié en 1840 sur les hôpitaux d'Italie on lit en effet ceci à propos de l'asile de Reggio : « M. Galloni suit une autre classification que « celle qui est adoptée dans la plupart des autres hospices. C'est « ainsi que les dortoirs ne sont ni trop vastes ni trop petits ; on ne « peut y placer que plusieurs lits, et cela est fait dans le dessein de « réunir dans une même salle les détenus du caractère le plus « opposé. Ainsi au lieu de mettre les turbulents avec les turbulents, « de rassembler les tranquilles avec les tranquilles, et de former une « classe pour chaque nature de malades, il les réunit, ayant soin, au « contraire, de mettre un fou turbulent avec un fou tranquille, « un mélancolique avec un jovial. » Et il en donne comme raison que « les fous sont portés à se moquer les uns des autres, qu'un fou « rit toujours d'un plus fou que soi », et que par ce moyen, en faisant ressortir les défauts des uns et des autres, « il résulte de ce « contrôle naturel, des réflexions qui ramènent souvent la raison et « le bon sens. » Il ne semble pas que cette théorie ait trouvé des adeptes car partout ou à peu près, on sépare ces malades les uns des autres ce qui nous semble plus rationnel et surtout plus prudent, malgré la séduisante théorie du Dr Galloni. (Cerfberr. *Rapport sur les établissements de bienfaisance en Italie*, 1840, p. 63).

tous les aliénistes sont d'accord pour isoler également les épileptiques et les gâteux. Nous ne chercherons pas non plus à étudier quel est le mode de classement qu'il est utile de faire pour la répartition des aliénés par sections, M. Parchappe a fort bien traité la question dans son ouvrage, nous indiquerons seulement comment est fait le classement dans l'asile de Niort.

L'établissement proprement dit, en outre du pensionnat dont nous avons parlé, comprend cinq quartiers désignés sous les rubriques de Quartiers des Tranquilles, des demi-tranquilles, des agités, des épileptiques et des gâteux. Les tranquilles sont situés sur la même ligne que le pensionnat en dehors du carré qui entoure la cour de service, le nom indique suffisamment quelle catégorie de malades y est enfermée ; ces malades ont au rez-de-chaussée une salle très vaste et très aérée pourvue de tables et de bancs dans laquelle ils trouvent un abri pendant le mauvais temps et où ils ont à leur dis-



FIG. 2. — Bâtiment et préau des tranquilles (hommes).

position toute sorte de jeux ; un long préau couvert et fermé est en communication avec cette salle, permettant aux aliénés de circuler plus librement sans gêner ceux de leurs camarades qui veulent faire leur partie à côté.



Fig. 3. — Bâtiment et préau des tranquilles (femmes).

Un vaste réfectoire est contigu et les dortoirs occupent les étages supérieurs. Chaque quartier est à peu près divisé de la même façon ; chez les épileptiques, les gâteux et les agités, les préaux sont situés sur le côté de la cour opposé aux bâtiments, mais on y accède par des trottoirs couverts d'une marquise permettant de parcourir toutes les pièces de chaque service sans crainte des intempéries des saisons.

Les *demi-tranquilles*, logés dans l'aile latérale extérieure, comprennent les aliénés qui, sans être dangereux ni agités, sont cependant bruyants ou malpropres et, n'ayant presque plus assez de raison, pourraient être d'une vue

pénible ou d'un contact désagréable pour ceux du service précédent qui ont conservé une certaine dose d'intelligence.

La ligne nord de l'établissement renferme du centre aux extrémités, les *gâteux*, les *épileptiques* et les *agités*. Dans ce dernier quartier se trouvent les cellules ouvrant de chaque côté du corridor circulaire ; les unes ne renferment pour tout meuble qu'un lit scellé dans le sol et sont éclairées et aérées par de larges impostes placées à une certaine hauteur sur deux faces de la pièce, les autres sont tapissées d'un capitonnage jusqu'à une hauteur de plus de deux mètres, protégeant les malades les plus agités ou ceux que des idées de suicide pourraient porter à se frapper contre les murs ; sur le sol est étendu un épais paillason et pour tout lit les matelas par terre avec les draps et couvertures. C'est encore au docteur Quinemant que revient l'honneur d'avoir fait organiser ces cellules qui rendent de bien grands services avec certains malades. Quelques-unes de ces chambres sont pourvues d'un système particulier qui permet de surveiller les malades qui y sont enfermés par le premier étage au moyen de regards, en outre on peut y faire l'obscurité absolue au moyen de panneaux qui descendent dans des coulisses au moyen de manivelles.

Dans le quartier des épileptiques on ne reçoit que des épileptiques aliénés, les autres sont placés dans un service absolument distinct et indépendant de la Providence.

Nous avons dit que les enfants aliénés ne devaient pas être mélangés aux adultes : l'ordonnance du 18 décembre 1839 impose du reste cette obligation aux asiles privés.

A ce propos Parchappe dit dans son ouvrage que :
« L'isolement des jeunes aliénés peut être convenable-
« ment réalisé, dans les asiles ordinaires, par la créa-
« tion d'un quartier spécial... Le quartier de jeunes alié-
« nés devient l'un des éléments de classement les plus
« indispensables à introduire dans la constitution de tout
« asile d'aliénés destiné à recevoir les aliénés de tout
« âge ».

Il ajoute que ce service spécial n'existe pas dans les asiles publics français et étrangers, mais qu'il a été prévu dans le plan de l'asile d'Alençon, dans celui du Dr Wallès pour le Brandebourg et qu'il a été introduit dans les programmes que fit Parchappe pour les asiles de la Seine-Inférieure (hommes), de la Vienne, de la Charente et des Deux-Sèvres. A Niort en effet ce service existe mais seulement pour les hommes, et ce ne sont plus les bâtiments qui avaient été désignés par Parchappe dans ce but ; tout auprès de l'asile proprement dit des locaux autrefois formant la colonie ont été affectés aux enfants et aux vieillards ; ils sont placés au milieu d'un jardin dans lequel ces malades peuvent circuler tout à leur aise. Autrefois ces bâtiments étaient occupés par les aliénés tranquilles qui travaillaient surtout à la culture. Depuis la construction de la colonie Giraud dont nous avons raconté la fondation, ils y ont été transportés.

Cette colonie est une vraie ferme modèle placée à l'extrémité sud des terrains de l'hôpital-hospice, au milieu des jardins sur le bord de la ligne du chemin de fer. On y accède par une route passant en tunnel au-dessous de la rue Limouzine, de sorte que les terrains situés de part et

d'autre de cette rue se trouvent absolument réunis et qu'on y circule sans sortir de l'enceinte des propriétés de l'hôpital-hospice. Les malades qui y résident sont choisis parmi les plus tranquilles et les travailleurs, et plus particulièrement ceux qui sont employés à la culture. Cette ferme est un modèle du genre, on pourrait même lui faire le reproche d'être trop luxueuse.

Du côté des femmes existe également une sorte de colonie : les aliénées qui sont employées au lavage demeurent toutes ou à peu près dans des locaux qui leur sont affectés dans l'enceinte même de la buanderie mais dans un bâtiment absolument distinct et séparé du lavoir par une vaste cour. Quelques autres malades tranquilles y demeurent aussi quand l'encombrement des services l'exige. Nous décrirons ce lavoir en parlant des occupations auxquelles se livrent les aliénées.

Maintenant que nous avons exposé comment sont répartis les aliénés, nous donnerons un aperçu très bref de la disposition des quartiers et des services généraux avant de nous occuper des travaux auxquels se livrent les malades, des distractions qui leur sont procurées, du traitement qu'on leur fait suivre.

Le service des femmes est presque absolument semblable à celui des hommes dont il ne diffère que par quelques petits détails ; leur nombre est donc à peu près sensiblement le même. Il ne faut pas en tirer de conclusions sur la fréquence de la folie dans chaque sexe, car le nombre de places étant à peu près le même, vu la symétrie des locaux, et des départements étrangers envoyant de leurs malades lorsqu'il y a suffisamment de pla-

ces vacantes, l'équilibre se trouve établi de cette manière.

Les divisions des services sont les mêmes pour les 2 sexes et chaque quartier est à peu près semblablement disposé ; il se compose d'un réfectoire, d'une salle où se tiennent les malades à certains moments de la journée et qui, chez les femmes, est une salle de travail, enfin de dortoirs en nombre variable suivant les services et de dimensions diverses. Dans le quartier des agités on trouve en outre des cellules rarement habitées dans la journée, car presque tous les malades sortent dans les cours ou les préaux et ce n'est que lorsque l'agitation atteint son paroxysme et qu'il y a danger à laisser le malade en contact avec ses camarades qu'on le renferme dans la journée. Du reste tel doit être le rôle de la cellule, ainsi que l'indique le dictionnaire des sciences médicales : « La cellule est réservée comme habitation de jour que très exceptionnellement. Le quartier d'agités joue vis-à-vis de l'établissement en général le rôle de la cellule. » Pendant la nuit au contraire presque toutes les cellules sont occupées, en dehors des malades très agités on y met lorsqu'il y a de la place, ceux des aliénés dont la privation de sommeil et le bavardage nocturne nuisent au repos de leurs camarades.

Chaque service possède aussi son préau planté de très beaux arbres qui procurent un ombrage agréable pendant la période des chaleurs ; presque tous ont aussi un ou même plusieurs parterres que gardiens et malades garnissent de fleurs, et c'est même un fait curieux de voir ces pauvres fous, qui déchirent au besoin leurs effets

ou brisent à l'occasion les objets qu'ils trouvent, respecter et même cultiver ces fleurs. Je citerai en particulier chez les hommes le quartier des épileptiques dont le préau est orné en été avec beaucoup de goût : autour du pied de chaque arbre une corbeille s'arrondit garnie des fleurs les plus diverses, du milieu desquelles s'élancent les tiges légères de volubilis qui grimpent dans les arbres, passent de l'un à l'autre, formant une multitude d'arceaux du plus charmant effet.

Lorsque le temps ne permet pas de laisser sortir les malades, ils peuvent se tenir dans des préaux largement aérés où ils circulent tout à leur aise et où l'hiver ils trouvent un bon feu. Toutes les pièces sont chauffées au moyen de poêles de fonte dont une grille de fer défend l'approche. Ce mode de chauffage laisse peut-être à désirer et un calorifère serait certainement préférable, mais la façon dont ces foyers sont installés est très suffisante et le système qui les protège, fermé au moyen de serrures, suffit à empêcher toute sorte d'accidents.

Une question très importante dans un établissement aussi considérable est celle des water-closets. Sur ce chapitre, malheureusement nous devons suspendre nos éloges, car là est le gros côté défectueux, et il n'est pas possible de n'en pas convenir. Déjà en 1865 M. Berthier, médecin en chef de l'asile des aliénés de Bourg, écrivait à ce sujet : « Les lieux d'aisance, — continus aux bâtiments, dont ils ne sont séparés que par un corridor —
« exhalent la puanteur, lorsque les vents soufflent dans
« la direction d'une des divisions. Mais il ont probable-
« ment subi, déjà, les modifications nécessaires ». Hélas

ce souhait n'a pas été réalisé : et les cabinets d'aisance ressemblent encore beaucoup à ceux que dépeint Jules Rochard dans son *Traité d'hygiène*. « Autrefois, dit-il, « dans les casernes, dans les hôpitaux, dans les lycées, « on ne connaissait que les latrines à la *turque* dans leur « immonde simplicité. Leurs trous toujours béants s'alignaient le long du mur du hangar, en nombre proportionnel à l'effectif et plongeaient sans intermédiaire, « dans une grande fosse dont les émanations se répandaient dans tout le voisinage. » Tels sont-ils encore ou à peu près à la Providence, les fosses s'ouvrant toujours directement, avec ou sans siège, par des trous situés juste au-dessus d'elles sans aucun système de fermeture. Il serait à souhaiter que l'administration, toujours soucieuse de l'hygiène de l'établissement et du bien être de ses malades, fasse opérer les modifications nécessaires pour transformer ces locaux et les mettre en conformité avec les autres parties de l'asile.

La plupart des services généraux sont répartis dans les bâtiments du centre, séparant les hommes et les femmes. Le bâtiment central de la façade sud comprend le logement du médecin, les bureaux et les parloirs, puis plus en arrière la cuisine et ses dépendances. Les bains se trouvaient autrefois dans ce bâtiment. A leur place, lorsqu'on fit construire un service hydrothérapique plus complet, des dortoirs furent installés pour le personnel de la cuisine, ainsi qu'une chaudière destinée à chauffer les bains et les marmites à vapeur. Les dortoirs viennent d'être désaffectés, car en ce moment l'administration fait installer l'éclairage électrique, et dans ce but la chaudière dont

nous parlons est utilisée ; mais il fallait un moteur pour actionner la dynamo, l'un et l'autre ont été placés dans ces anciens dortoirs. Ce moteur devra éclairer non seulement la Providence, mais aussi l'hôpital-hospice. En allant toujours dans la même direction, on atteint alors la façade nord de l'asile, au milieu du bâtiment central de cette façade qui correspond à celui occupé par l'administration du côté sud.

Là se trouvent au rez-de-chaussée les salles de distribution de vin et de pain et de vente de tabac ; des concierges s'y tiennent surveillant l'entrée de l'asile quidonne accès dans l'hôpital-hospice. Au 1^{er} étage se trouvent le vestiaire et les magasins et ateliers de lingerie.

C'est de ce bâtiment que partent les deux ailes renfermant les quartiers de gâteux, d'épileptiques et d'agités. Nous n'entrerons pas dans beaucoup de détails au sujet de ces services généraux, il serait inutile et fastidieux de décrire le fonctionnement des cuisines, vestiaire, etc... Il nous suffira de dire comment sont nourris les malades, bien que ce soit à peu près la même chose dans tous les hôpitaux, ceux-ci doivent avoir une ration prévue par des règlements identiques ou à peu près. Nous nous permettrons cependant de formuler une critique au point de vue de la nourriture. Dans la plupart des établissements de ce genre, la distribution des aliments est faite d'après le chiffre des malades, chacun d'eux ayant droit à un certain poids de viande, par exemple, ce chiffre est multiplié par le nombre des hospitalisés, pour avoir le total on ajoute donc ou on retranche autant de fois le poids de la ration qu'il rentre au sort de malades chaque jour. Or à

Niort il n'en est pas ainsi, on reçoit approximativement un certain poids de viande que l'on répartit ensuite, il peut donc y avoir erreur dans les quantités affectées à chacun sans qu'il soit possible de le contrôler. Il serait donc à souhaiter qu'il soit fait, comme partout, un tableau journalier des rations nécessaires pour chaque malade en suivant les fluctuations de la population, on aurait ainsi plus de chance de donner à chacun la portion à laquelle il a droit. Une autre petite remarque nous reste à faire : les malades font maigre deux fois par semaine et deux jours qui se suivent le vendredi et le samedi, il serait préférable, je crois, si l'on tient à maintenir ces deux jours qui n'ont, il me semble du moins le second, qu'une raison d'être purement économique, de les espacer l'un de l'autre. M. le Dr Quinemant était d'ailleurs de cet avis et il avait demandé cette réforme à diverses reprises, mais la commission administrative ne lui a pas donné satisfaction sur ce chapitre. Comme boisson les malades indigents touchent par repas, les hommes 16 centilitres, les femmes 12 centilitres de vin rouge par jour. De plus les travailleurs en ont un supplément de dix centilitres, dans le moment où une équipe de travailleurs est occupée à faucher les prairies appartenant à l'hôpital, une ration supplémentaire leur est octroyée le matin.

Avant d'en finir avec les services généraux nous avons à parler d'une installation indispensable dans un service d'aliénés, l'hydrothérapie. Ce service existe dans chacun des quartiers des hommes et des femmes; il est situé dans la cour des demi-tranquilles du côté opposé et parallèlement au bâtiment de ce service, en bordure du chemin

de ronde. Le local affecté aux bains et douches est divisé en cinq pièces : à l'une des extrémités une petite salle est destinée au personnel, ensuite et occupant la plus grande partie du bâtiment le service commun renfermant 8 baignoires affectées aux indigents et pensionnaires de troisième classe, puis une sorte de vestibule dans lequel se déshabillent les malades à doucher précède la salle de douches, enfin à l'extrémité du bâtiment une petite salle de deux baignoires destinées aux pensionnaires de 1^{re} et 2^e classe ; de plus deux baignoires sont affectées aux bains sulfureux.

On voit qu'il n'y a qu'un service de bains pour chaque sexe : nous croyons que c'est fort suffisant et nous ne voyons pas bien quel serait l'avantage d'une salle de bains dans chacun des quartiers comme en manifestait le désir M. Girard dans un travail sur l'asile d'Auxerre. (1) Dans cet établissement il emploie, dit-il, pour les bains simples « la baignoire ordinaire en cuivre étamé, surmontée d'un demi-couvercle fixé à ses bords par des clavettes mobiles. » Les baignoires de l'asile de la Providence sont également pourvues d'un couvercle métallique mais complet ; présentant sur les couvercles en toile un grand avantage : d'abord elles sont plus solides et les malades peuvent difficilement les briser bien que ce fait se soit produit plusieurs fois alors que des individus doués d'une grande force musculaire y étaient enfermés, ensuite comme elles ne sont pas du tout élastiques, les malades ne

1. Girard. *L'Asile d'Auxerre* c. f. *Ann. médic. psych.* an. 1848. p.101.

peuvent arriver à passer la tête par l'ouverture dans laquelle leur cou est engagé et par suite s'enfoncer tout entier dans la baignoire. Une question qui préoccupe toujours les aliénistes est la question du mélange de l'eau pour éviter les accidents malheureux qui se sont produits dans certains asiles et dont la presse a fait grand bruit. L'eau destinée aux bains et aux douches peut être chauffée de deux manières : ou bien par la vapeur envoyée de la chaudière qui est voisine de la cuisine ou directement par une chaufferie contiguë au service des bains et par conséquent ne chauffant que les bains du service tant chez les hommes que chez les femmes. Cette eau arrive à chaque baignoire par le pied et dans un petit compartiment communiquant avec le grand par des trous d'écumoire ; elle s'y rencontre avec l'eau froide en proportion déterminée suivant l'ouverture plus ou moins grande du robinet, ouverture réglée au moyen d'une clef. Pour préparer les bains à l'avance ce système était suffisant, mais quand il s'agissait de réchauffer un bain pendant que l'aliéné s'y trouvait, l'opération présentait quelque difficulté et une grande attention : il fallait que le baigneur passât la main par une ouverture pratiquée dans le couvercle pour la mettre au devant du jet d'eau chaude et, tout en se rendant compte du degré de chaleur à atteindre, empêchât le malade de mettre les pieds dans le jet d'eau bouillante. On a remédié à cet inconvénient en installant un mélangeur muni d'un thermomètre qui donne la température pour tous les bains à la fois, de sorte qu'un accident est presque impossible, à moins d'un manque de surveillance complet de la part du baigneur.

Au point de vue administratif l'asile de la Providence rentre dans la catégorie appelée les Quartiers d'Hospice, c'est-à-dire qu'il est une partie de l'Hôpital-Hospice dont il dépend, bien que remplissant les conditions déterminées par la loi de 1838. A ce propos nous ferons remarquer que, ni cette loi, ni les ordonnances qui suivirent ne mentionnent cette catégorie d'établissements : on n'y parle que des asiles publics et des asiles privés, et il est assez difficile de dire parmi lesquels doivent figurer les quartiers dont nous parlons ; tout ce qu'on peut dire, pour la Providence, c'est que l'organisation se rapproche beaucoup plus de celle des asiles publics. En effet il n'existe pas de conseil de surveillance, il y a un préposé responsable et un médecin en chef nommé par le Ministre de l'intérieur. Il n'y a pas de directeur : la commission administrative en remplit les fonctions et dirige l'établissement au point de vue matériel. Un médecin en chef a la haute main au point de vue médical et remplit en même temps les fonctions de préposé responsable. Il demeure dans l'établissement. Il a sous ses ordres un interne ; pendant un certain temps le service fut assuré par deux internes, ce que justifiait l'importance de la maison, l'un d'eux démissionnaire n'a pas été remplacé, ce qui est regrettable car le service est important et nécessiterait la présence de deux élèves pour que rien ne laisse à désirer, il est à souhaiter que les administrateurs rétablissent cette fonction afin que les malades soient traités d'une façon fort sérieuse. La surveillance des quartiers est dévolue à un surveillant en chef, chez les hommes. Dans ce service le surveillant en chef a sous ses ordres un sous-

surveillant qui le seconde et s'occupe spécialement des travailleurs; dans chaque quartier un chef de quartier et des gardiens en nombre proportionné à celui des malades, et aussi selon les quartiers, ainsi dans le service des agités les gardiens sont proportionnellement plus nombreux; chez les femmes le service de surveillance est fait par des sœurs de la Sagesse et des gardiennes; une des sœurs remplit les fonctions de surveillante en chef, elle a sous ses ordres d'autres sœurs au nombre de deux par service dont l'une correspond au chef de quartier des hommes, dans le service des épileptiques et des gâteuses il n'y a qu'une sœur qui dirige à la fois ces deux quartiers. Des gardiennes secondent les sœurs en nombre variable selon les besoins. Le tableau ci-dessous donnera une idée du chiffre du personnel proportionné au nombre des malades.

QUARTIERS	HOMMES			FEMMES		
	malades	gardiens	chefs de quartier	malades	gardiennes	sœurs
Tranquilles.....	124	10	1	138	6	2
Demi-tranquilles....	56	2	1	53	3	2
Agités.....	51	6	1	50	7	2
Epileptiques.....	35	4	1	24	5	1
Malpropres.....	19	2	1	35	4	1
Colonie Giraud.....	47	4	1	»	»	»
Lavoir.....	»	»	»	60	3	2
Petite Colonie :						
Vieillards.....	33	3	»	»	»	»
Enfants.....	8	1	»	»	»	»
Infirmierie.....	»	2			1	
Bains.....		1			1	
Pensionnat 1 ^{re} classe.	27	4		19	2	1
2 ^e classe.....		3			2	

La surveillance est beaucoup plus facile qu'on ne pourrait se l'imaginer surtout lorsqu'on a l'habitude de ce genre de malades et qu'on sait les dominer sans brutalité. Celui qui pénétrerait dans un quartier même parmi les agités, surtout au moment de la visite, serait étonné du calme qui y règne : chez les hommes en particulier il est curieux de voir ces malheureux alignés le long d'un mur comme pour l'exercice et attendant le passage du médecin ; on ne se croirait pas certes en présence d'aliénés. C'est peut-être cette facilité à faire suivre une discipline à ces malades qui avait suggéré à un médecin italien l'idée de former avec ses fous une sorte de milice (1). Il ne faudrait pas croire cependant que les aliénés soient tous et toujours aussi dociles : quelques-uns sont continuellement dangereux sans être agités et d'autres ont des périodes pendant lesquelles ils deviennent nuisibles pour les autres et pour eux-mêmes. « La contrainte, dit Cerfberr, (2), ce qui ressemble à une volonté trop absolue,

1. Dans son travail sur les hopitaux d'Italie, Cerfberr dit à propos de l'asile de Reggio : « Monsieur le professeur Galloni a développé toutes les ressources d'un esprit fertile en inventions. Indépendamment « des divers travaux auxquels se livrent les aliénés, tels que jardinage, filature, couture, etc..., il a institué une espèce de milice. Il « y a un corps de garde où sont déposés des uniformes, des shakos, « des sabres de bois, des fusils de rebut, et toutes sortes d'armes « innocentes. Les hommes de service montent la garde, manœuvrent « marchent au son de la caisse, et se croient de valeureux soldats « sous le vêtement militaire. Leur imagination est occupée ; ils se « complaisent dans cet exercice, et prennent au sérieux l'ingénieuse « plaisanterie du directeur ».

2. Cerfberr. *Loc. cit.*

« révolte le fou, excite la fureur qui sommeille au fond de son âme agitée, et aggrave la maladie au lieu de la guérir. » Cette parole est vraie pour la généralité des aliénés, mais il en est d'entre eux vis-à-vis desquels il est utile de faire montre d'une certaine fermeté ou de prendre des mesures pour les empêcher de nuire aux autres et à eux-mêmes. C'est là que se révèle le tact et l'habileté du gardien. Les moyens mis à sa disposition pour arrêter ou prévenir une impulsion sont à Niort les mêmes que dans presque tous les autres asiles. Le principal est la camisole de force. Ce vêtement n'est pas un instrument de torture comme le public se le figure ; lorsqu'il est mis convenablement, il ne doit faire en rien souffrir le malheureux pour lequel on est obligé d'en faire usage. Nous prétendons même que de tous les moyens employés c'est le meilleur et le moins cruel. Du reste on ne l'applique qu'à la dernière extrémité ; on a essayé dans certains asiles de le supprimer complètement, cela nous paraît difficile et nous comprendrions mal par quels moyens on pourrait empêcher certains de nos malades de se livrer à des violences s'ils n'en étaient empêchés par la camisole. Deux autres moyens de contrainte sont employés également ; le manchon et la bricole. Le premier est formé, comme l'indique son nom, d'un manchon de toile retenant les deux mains par le moyen de deux courroies enserrant les poignets et fixées à une ceinture, la bricole n'est en somme que la même ceinture avec des courroies plus longues et sans manchon. Par ce dernier moyen les mains restent libres et permettent au malade de rouler une cigarette, d'écrire, en un mot de se ser-

vir de ses mains tout en l'empêchant cependant de frapper ceux qui l'entourent.

Ces deux moyens ne peuvent être employés vis-à-vis de malades très agités, se débattant beaucoup, il faudrait alors serrer trop fort la courroie qui entoure les poignets et par la violence des mouvements elles pourraient blesser le bras du malheureux, c'est pourquoi nous préférons la camisole qui emprisonne il est vrai le bras entier, mais lui laisse une certaine liberté de mouvements sans serrer l'aliéné en aucun point que ce soit. Du reste ces modes de contrainte ne sont pas particuliers à l'asile de Niort, ils sont employés dans beaucoup d'autres et depuis même assez longtemps. Webster (1) rendant compte de visites qu'il fit en 1850 dans les divers asiles de France dit en parlant de l'un de ces établissements : « The member of patients under restraint, on the day of my visit, « was twelve females, on in the strait waistcoat, with nine « males, two of whom had only their arms tied by straps, « the hands being free, and the remaining seven in camisoles. In addition one of the male patients so restrained, had also his legs tied together by hobbles, whereby he could only move very slowly through the « court yard ». Ces courroies pour les jambes (hobbles) sont aussi en usage à La Providence ; elles sont très utiles pour empêcher le malade de donner des coups de pied tout en lui permettant de marcher à petits pas. Ces objets ne sont pas des instruments de supplice comme l'étaient autrefois les chaînes (2) et, nous le répétons, ils

1. Webster. *Notes of a recent visit*, etc.

2. Il n'y a pas si longtemps que les aliénés étaient encore torturés

sont rarement employés, on pourra en juger du reste par les chiffres suivants indiquant le nombre des malades ainsi entravés au moment où nous écrivons ces lignes :

Malades ayant la camisole.	3 hommes	7 femmes
— — bricole	4 »	0 »
— — manchon.	1 »	2 »
Entraves aux pieds . . .	3 »	7 »

En général on met ces entraves aux malades qu'on est obligé de camisolier, et c'est le cas au moment où nous écrivons, les malades entravés sont les mêmes que ceux qui sont camisolés ce qui fait seulement 17 individus vis-à-vis desquels on est obligé de prendre des mesures de précaution ce qui est peu si l'on considère que sur près de 800 aliénés tous les autres sont entièrement libres et qu'il n'en reste jamais renfermés dans les cellules pendant le jour. D'abord beaucoup travaillent ou se distraient de diverses façon; nous parlerons du reste plus loin des occupations auxquelles ils se livrent.

Après avoir exposé la disposition de l'établissement, les divisions des services et l'organisation générale de l'asile il nous reste à montrer quel en est le fonctionnement, c'est-à-dire comment est assuré le service médical et quelles sont les occupations auxquelles se livrent les aliénés de l'un et l'autre sexe.

dans certains asiles si l'on en juge par ce que dit Cerfberr en 1840, en parlant du quartier des aliénés de l'hôpital de Saint-Jean et de Saint-Paul à Venise : « Je n'ai pas été satisfait, dit-il, de l'état de choses heureusement provisoire que j'y ai vu. Le régime qu'on y suit ne me paraît ni convenable, ni humain. Les malades y sont torturés... etc... » Cerfberr. *loc. cit.* page 52.

Le personnel médical se compose uniquement d'un médecin en chef remplissant également les fonctions de préposé-responsable et assisté d'un interne. On trouvera certainement ce chiffre insuffisant pour la population de l'asile, et c'est un peu aussi notre avis. Pendant un moment il y eut à la Providence 2 internes et ce n'était certes pas trop pour que le service soit parfaitement assuré. Dans les conditions actuelles le service devient pénible si le médecin tient à s'occuper consciencieusement de ses malades. Parchappe trouve déjà qu'un médecin devient insuffisant lorsque la population de l'asile dépasse 300 malades : « Au delà de ce chiffre, dit-il, la tâche du médecin est difficile à remplir ; et à mesure que la population le dépasse davantage, l'assistance d'un 2^e médecin devient de plus en plus indispensable » (1). Et il fixe le personnel médical pour un asile de 300 à 360 malades à 1 médecin en chef, 1 médecin assistant et 1 interne.

Nous ne pouvons entrer dans des détails au sujet des moyens de traitement employés, nous sortirions des limites de notre travail ; du reste chaque chef de service a sa thérapeutique spéciale qu'il n'est pas de notre compétence de discuter. Nous dirons seulement que tous les jours une visite générale est faite dans la matinée, tous les services sont passés en revue, manquent seulement à cette visite les malades chroniques employés à des travaux en dehors de leurs quartiers ; ces aliénés se présentent une fois par semaine seulement, devant le méde-

1. Parchappe, *loc. cit.*

cin en chef, à moins qu'ils ne soient atteints par une maladie indépendante de leur affection mentale. Dans ce dernier cas les malades sont placés à l'infirmerie. Nous avons omis à dessein de parler de ce service particulier, nous réservant de le décrire en même temps que le service médical. Nous allons donc en dire quelques mots,

L'infirmerie n'est pas conçue de la même manière dans tous les asiles d'aliénés : Certains aliénistes la réservent uniquement aux aliénés atteints de maladies graves ou fébriles, les autres en font un quartier spécial réservé, non seulement à ceux atteints de maladies intercurrentes mais encore à certains individus débiles ou âgés et même à des gens nécessitant une surveillance spéciale tels que ceux qui ont une tendance au suicide. Pour ces derniers beaucoup d'auteurs sont d'avis de réserver un local spécial ou du moins de leur réserver une partie des salles de l'infirmerie, et c'est ainsi que Parchappe avait compris ce service à l'asile de Niort ainsi qu'il le dit lui-même dans son ouvrage : « Je n'hésite pas, écrit-il, à adopter en principe, l'association d'une section d'aliénés suicides à l'infirmerie proprement dite, et la création dans les asiles d'aliénés, d'un quartier comprenant ces deux éléments sous le nom de *quartier de surveillance continue* ; et je regarde cette institution, que j'ai introduite dans les programmes des asiles de Quatremares, de Niort, etc., comme un perfectionnement notable du classement des malades, qui satisfait à l'un des besoins les plus importants du service médical dans les asiles d'aliénés » (1).

1. Parchappe, *loc. cit.*

L'infirmerie a-t-elle été ainsi comprise dans les premières années de la Providence, c'est ce que nous n'avons pas pu savoir, mais, si l'idée de Parchappe a été exécutée au début elle ne l'est plus aujourd'hui ou du moins ce n'est que très rarement qu'on place dans l'infirmerie des aliénés n'ayant d'autres accidents que ceux qui dépendent de leur état mental. Il y a une raison majeure pour cet état de choses : la population de l'asile est devenue beaucoup plus considérable et les services généraux n'ont pas été étendus en proportion, aussi sont-ils devenus promptement insuffisants. C'est ce qui est arrivé du reste pour les bains, les cellules et également pour l'infirmerie. Dans beaucoup d'autres asiles ce service est cependant organisé comme le voulait Parchappe ; à Auxerre en particulier, dès 1847, il existait une infirmerie laquelle était réservée, « aux gâteux, épileptiques ou non, à ceux « (les aliénés) atteints de maladies accidentelles ou de « démence avancée... etc. » (2). Dans cet établissement l'infirmerie est divisée en deux parties, la première réservée aux épileptiques, la deuxième aux autres aliénés ; celle-ci est subdivisée elle-même et comprend : un service pour les bruyants, un autre pour les maladies contagieuses. A Niort, il existe deux salles l'une destinée aux maladies non transmissibles l'autre aux maladies qui peuvent se communiquer. A notre avis une troisième division serait nécessaire : elle serait exclusivement réservée aux aliénés tuberculeux. Ceux-ci, en effet sont relativement nombreux, comme dans toutes les grandes agglom-

1. Girard. *L'asile public d'Auxerre*. Cf. *Ann. méd. psych.* 1847, p. 85.

mérations, il serait donc utile de les isoler des autres malades ce qui diminuerait sensiblement les chances de contagion.

Puisque nous parlons des services spéciaux nous signalerons une proposition qui a été faite il y a déjà longtemps, de réserver un quartier spécial aux aliénés homicides. Woodward en 1844 dans un travail analysé dans les *Annales médico-psychologiques* s'est élevé contre cette idée. « Nous avons, dit-il, 16 aliénés homicides et « beaucoup plus qui ont fait des tentatives de ce genre ; « nous ne les trouvons pas plus dangereux ni plus turbulents que les autres : il en est même auxquels nous « donnons des emplois de confiance. » (1) D'après nos observations personnelles nous sommes tout à fait de cet avis et il ne nous semble pas utile de créer pour cette classe d'aliénés un service particulier. Ce qui nous paraîtrait plus nécessaire et qui a déjà été réalisé dans un certain nombre d'établissements c'est de séparer des autres les individus ayant conservé une certaine raison. En 1874, un médecin allemand avait réalisé ce projet à l'asile de Bendorf. D'après lui, cette méthode a l'avantage de « permettre de soigner dans les meilleures conditions « possibles, et sans les séquestrer tout à fait, les individus qui sont en état de dominer leurs sensations et « leurs impulsions ; s'il arrive un moment où cela ne leur « est plus possible, ils doivent naturellement être placés

1. Woodward, *Twelfth annual report of the trustees of the state lunatic hospital at Worcester (Massachusetts) for, 1844*. Cf. *Ann méd. psych.*, 1845, p. 312.

« dans l'asile fermé. » (1) Nous devons faire remarquer que c'est un peu cette idée qui est mise en pratique dans la création des colonies adjointes à l'asile de Niort ; c'est ce qui a été réalisé d'une façon complète à Dun-sur-Auron où les aliénés sont en liberté presque complète sous la surveillance des habitants ; c'est cette institution qui est connue sous le nom de Colonie agricole de Dun.

Il ne nous reste plus qu'à indiquer quelles sont les occupations auxquelles se livrent les aliénés à l'asile de « La Providence. » Il est reconnu par tous les aliénistes que la meilleure distraction à laquelle puissent se livrer les aliénés est principalement le travail et en particulier le travail corporel au grand air. Nous ne pouvons faire autrement que de citer encore Parchappe auquel nous avons déjà fait tant d'emprunt, et qui a traité également cette question avec son autorité et son expérience habituelles. « Ce que réclame essentiellement l'intérêt des « aliénés, ce sont des occupations salubres et agréables...

« Au point de vue de la salubrité du travail, les occupa-
« tions qui mettent en action tout l'appareil locomoteur,
« et qui supposent l'exercice en plein air, sont celles qui
« doivent être généralement préférées. Les occupations
« sédentaires, les seules qui conviennent au plus grand
« nombre des femmes, ne peuvent demeurer salubres qu'à
« la condition de leur interruption par des intervalles
« suffisants consacrés à l'exercice en plein air, et à la
« condition de leur accomplissement dans des ateliers

1. Dr Erlenmeyer père. *Das aut für Gemüths und Nervenkrankte zu Bendorf*, etc. Cf. *Ann. médic. psych.*, 1874.

« vastes bien éclairés, bien ventilés où l'on n'ait jamais à souffrir ni de la chaleur ni du froid. »

« Je repousserais d'une manière absolue les ateliers de cordonnerie que je considère comme insalubres et dangereux pour les aliénés. » (1).

Il est certain que, si le travail est utile aux aliénés, il ne remplit le but qu'on ne propose qu'autant qu'il n'est pas effectué dans des conditions malsaines. Si l'on fait travailler les malades dans des endroits humides et privés de soleil comme ces ateliers de tissage qui existaient paraît-il à Nantes en 1848 et dont parle le Dr Bouchet, il est certain qu'on exposera ces malheureux à des troubles graves dans leur organisme. On a il est vrai déjà beaucoup fait pour l'hygiène, on peut s'en rendre compte en lisant ce passage de M. Bouchet qui dit que les conditions dont nous venons de parler prédisposent au scorbut *« cette terrible maladie dont les asiles d'aliénés ont tant de peine à se garantir complètement »* (2). Aujourd'hui cette affection est rare grâce à une meilleure nourriture et à une plus saine hygiène mais il est encore des maux dont il faut se méfier, c'est pourquoi on ne prend jamais trop de mesures prophylactiques sérieuses.

L'occupation de choix à laquelle les aliénés peuvent se livrer est donc le travail en plein air. Cependant on ne peut pas se borner aux travaux du dehors ; pour

1. Parch. *loc. cit.*

2. Bouchet. Le travail appliqué aux aliénés, *cf. Ann. méd.-psych.* an. 1848.

les femmes en particulier on trouve peu de professions qui leur soient applicables à l'extérieur des bâtiments. Cependant dans un certain nombre d'asiles anglais on a essayé de les employer aux travaux de jardin, le Dr Bouchet essaya ce système à l'asile de Nantes dont il était médecin en chef. « Les résultats furent peu avantageux, écrivait-il en 1848, bien que l'idée de livrer des « aliénées à des travaux de plein air me sourit beaucoup. » On comprend en effet que, sauf d'assez rares exceptions, la femme n'est pas disposée pour les travaux des champs. Il n'en est pas de même pour les hommes auxquels ce genre d'occupations convient on ne peut mieux ; que ce soit aux durs travaux de la culture ou aux menus travaux du jardinage, tous les hommes, ou à peu près, peuvent être ainsi utilisés. Cependant il ne faut pas non plus pousser la chose à l'excès et faire d'une occupation un sujet de fatigue et de surmenage physique. Le Dr Girard que nous avons déjà cité et qui a écrit à propos de l'asile d'Auxerre dont il était médecin, des pages fort intéressantes sur tous ces sujets concernant la vie des aliénés, donne son avis sur cette importante question.

« L'horticulture, dit-il, est le seul mode de culture remplissant toutes les indications d'un bon traitement, on peut occuper dans un petit espace un grand nombre d'aliénés.... exercer leurs muscles, leur intelligence, leur sensibilité et leur volonté ; leur procurer les avantages d'un travail modéré, varié et intéressant, qui convient à toutes les professions : laboureurs, artisans, hommes de lettres, etc.... Les jardins placent les aliénés en été dans des conditions de température et d'at-

« mosphère agréables, en supposant les jardins placés
« dans un lieu un peu élevé. » (1).

Il voudrait aussi qu'on y ajoute des prairies pour servir de promenade et isoler la maison de tout le voisinage. Cette condition est remplie à Niort puisque l'asile est entouré de tous côtés par d'immenses jardins et qu'il renferme dans l'intervalle des bâtiments des préaux très étendus. Un grand nombre d'aliénés sont employés à la culture ; ils s'y livrent soit seuls, lorsqu'on les connaît absolument inoffensifs et capables de travailler sans surveillance immédiate, soit par brigades sous la surveillance d'un gardien. Quelques-uns également sont employés dans les divers ateliers qui sont communs à l'hôpital et à l'asile, d'autres se livrent dans un local spécial au tressage du jonc et font des paillassons ou des chapeaux, d'autres enfin dans un immense hangar très aéré pulvérisent des pierres molles pour faire ce qu'on appelle dans le pays du chaple qui sert à remplacer le sable pour la confection des mortiers. Il en est de même aujourd'hui dans la plupart des asiles, déjà en 1850 Webster disait à propos de l'un des asiles qu'il avait visité en France, celui de Nantes : « Amongst the insane inmates occupations of various kinds are carried on to a great extent in this asylum, many being employed in the gardens, or in different trades and handicrafts, unnecessary now to particularise; employing the mind disease, if possible, through bodily labour, being considered one of the chief means of amelioration.

1, Girard. L'asile d'Auxerre, cf. *Ann. méd. psych.*, an. 1848,

Chez les femmes les principales occupations sont la couture et les différents travaux du ménage et le blanchissage. Dans chaque quartier une salle est réservée aux travailleuses, en été lorsque le temps le permet elles sont installées sous les arbres dans les cours pour se livrer aux travaux de l'aiguille. La buanderie qui sert en même temps pour l'asile et pour l'hôpital-hospice est pour les femmes l'analogue de la colonie Girard chez les hommes. Les aliénées tranquilles qui y travaillent ont dans le même enclos leurs dortoirs, leur réfectoire et une vaste cour où elles peuvent s'ébattre dans leurs heures de repos. Le lavoir proprement dit est parfaitement installé, on peut même le citer comme le modèle du genre, il y règne même relativement un certain luxe. Nous ne le décrirons pas en détail, les photographies que nous joignons à notre thèse en donneront une petite idée. Le Dr Girard s'est aussi préoccupé de cette question des lavoirs au point de vue de l'hygiène et voici quelles sont les conditions qu'il juge les plus propres à remplir les meilleures indications :

« 1° Petite profondeur du bassin pour s'opposer au suicide par immersion ;

« 2° Un espace convenable à chaque aliénée pour l'opération du lavage ;

« 3° Un arrangement du pourtour du bassin, assez heureusement conçu pour que les malades puissent laver debout. On évite ainsi la gêne de la circulation dans les membres inférieurs et les congestions encéphaliques ;

« 4° Une disposition du sol qui soit telle que les eaux puissent trouver leur écoulement naturel et constant,

« afin que les pieds des aliénés reposent toujours sur une
« surface saine et sèche ;

« 5° Il faut en outre que le linge qu'on lave soit très
« bien éclairé, et que la buée puisse facilement s'échap-
« per pour soustraire les malades à cette vapeur aqueuse,
« nuisible à leur santé, par l'humidité qu'elle entraîne et
« les miasmes qu'elle contient.

« 6° Les malades doivent être protégés contre l'intem-
« périe des saisons (2). »

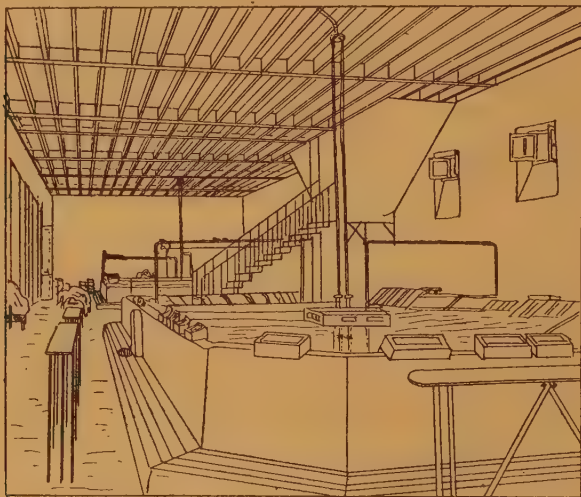


Fig. . — Lavoir de l'hôpital.

Toutes ces conditions sont remplies au lavoir de « La
« Providence. » Ainsi qu'on peut le voir sur les photo-
graphies ci-jointes on voit que les femmes sont espacées
autour de vastes bassins peu profonds mais élevés et en-
tourés d'une plate-forme à jour permettant l'écoulemen^t

2. Girard, *L'asile d'Auxerre*. Cf. *Ann. médic. psych. an.*, 184

des eaux et laissant absolument à sec les pieds des lavandières.

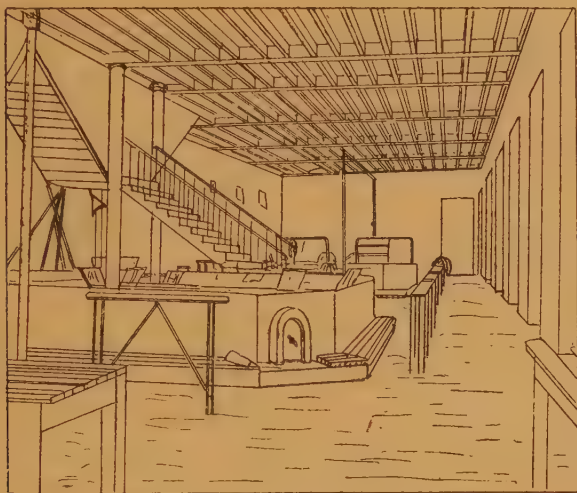


Fig. . — Lavoire de l'hôpital.

De plus l'eau est maintenue à une température suffisante pour éviter les inconvénients que présente en hiver un liquide glacial pour les mains qui y sont continuellement plongées. Un tuyau de vapeur que l'on voit sur notre gravure descend du plafond venant d'un générateur pour donner la température voulue à l'eau du bassin. Comme aération tout un côté de la salle est percé de larges baies de toute la hauteur du bâtiment et sur l'autre face de vastes impostes permettent d'établir un courant d'air pour renouveler l'atmosphère de la salle.

Le Dr Bouchet était aussi partisan du travail de la buanderie pour les femmes aliénées. Dans un article publié en 1848 dans les annales médico-psychiques, il raconte que les malades de son service se livrent également à ce genre

d'occupation qui sont dans les habitudes de beaucoup de femmes. Il se plaint seulement que ces femmes soient mêlées sans distinction avec des femmes de l'extérieur. Nous partageons absolument cette manière de voir et nous jugeons qu'on doit proscrire invariablement dans n'importe quel genre de travail le mélange d'aliénés et de travailleurs du dehors ; cet état de choses entraîne presque toujours des désagréments et les aliénés deviennent le jouet des personnes soit disant raisonnables. A Niort du reste il n'y a que des personnes attachées au service qui soient en rapport avec les aliénées.

En dehors des travaux auxquels se livrent les malades, on a cherché à procurer à ces malheureux autant de distractions que le comporte leur état. Il est difficile de réaliser en province ce qui a été fait à Paris, comme de donner des concerts ou des soirées théâtrales. A différentes reprises on a pu réaliser ce programme, mais avec le peu d'éléments qu'on possède il est impossible de le répéter d'une façon régulière. Cependant de temps en temps des individus de passage viennent donner des séances, soit de cinématographe, soit de projections ou même de guignol, car ces malades sont des enfants qu'il faut souvent traiter comme tels. Parfois aussi on a pu conduire au dehors les malades les plus tranquilles assister à des représentations au cirque où de bienveillants directeurs leur réservaient des places et il était curieux de voir ces fous s'y conduire aussi bien que des personnes sensées au point qu'on n'aurait pu se douter que ce groupe joyeux était composé de malheureux dont la raison était égarée. Lorsque quelques-uns des aliénés possèdent un talent quel

conque on fait en sorte de lui permettre de s'y livrer. Nous avons un sculpteur qui, dans des moments de calme, a fait quelques dessins et sculptures assez intéressantes; un ancien chef de fanfare de la flotte atteint de folie alcoolique avec idées de grandeur et qui fut parfois assez violent, devient absolument calme et presque lucide lorsqu'on lui met un violon entre les mains; ce malheureux est doué d'un réel talent et semble n'avoir rien perdu des connaissances relatives à son art, il a mis en musique plusieurs poésies et ses compositions musicales sont, paraît-il, fort correctes. Nous pourrions en citer ainsi beaucoup d'autres et tous ou presque tous, lorsqu'ils se livrent à leur art semblent recouvrer en partie la raison qu'ils ont perdu pour la plupart depuis assez longtemps.

Toutes les semaines les plus tranquilles sont conduits en promenade l'après-midi et de temps à autre on leur fait faire une sortie plus longue, pendant laquelle on les fait collationner sur l'herbe et c'est pour eux une grande joie que ce semblant de liberté : ils vont aux courses, aux revues, à quelques fêtes et jamais aucun d'eux n'a manifesté dans ces différentes circonstances l'intention de s'échapper ou de faire du scandale. Avant de terminer ces notes, nous donnerons un tableau de la situation de l'asile à l'époque actuelle. Nous ne nous lancerons pas dans un long travail de statistique, ces chiffres sont toujours longs et fastidieux et ne présentent qu'un très médiocre intérêt, nous nous bornerons à un aperçu très succinct. Pour cela nous reproduisons un tableau qui montrera l'importance de l'établissement par le mouvement de sa population (1^{er} tableau).

Mouvement d'entrée et de sortie pendant l'année, et situation de l'effectif.

AU 1^{er} JANVIER ET AU 31 DÉCEMBRE 1897.

	FOLIE simple.		FOLIE alcoolique.		FOLIE paralytique.		DÉMENCE sénile et démence organique.		IDIOTIE et crétinisme.		TOTAL GÉNÉRAL.	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	Hommes	Femmes
	Les deux sexes.											
Admis pour la première fois (1).....	24	33	5	1	6	1	3	4	1	2	39	43
Admis par suite de rechute (2).....	13	13	1	»	»	»	»	»	1	2	15	15
Reintégrés par suite d'évasion ou de sortie avant guérison	3	»	»	»	»	»	1	»	»	»	4	»
Admis par <i>transfert</i> d'un autre asile.....	16	9	»	»	1	»	1	»	1	»	22	9
Total des admis.....	56	57	6	1	7	1	8	4	3	4	80	67
												147

1^o Aliénés admis dans l'année.

1. C'est-à-dire placés pour la première fois dans un établissement d'aliénés. — Ne pas y confondre les *passagers* déposés provisoirement pour être transférés dans un autre asile.
2. Quel que soit l'asile où ces aliénés étaient précédemment placés.

Mouvement d'entrée et de sortie pendant l'année, et situation de l'effectif (suite).

AU 1 JANVIER ET AU 31 DÉCEMBRE.

	FOLIE simple.			FOLIE alcoolique.			FOLIE paralytique.			DÉMENCE et sénile			organique.			IDIOTIE et crétinisme.			TOTAL GÉNÉRAL.		Les deux sexes.	
	H	F	F	H	F	F	H	F	F	H	F	F	H	F	F	H	F	F	Hommes	Femmes		

2° Aliénés sortis et décédés dans l'année.

Sortis par suite de guérison.....	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	3	4	
— améliorés.....	19	35	3	»	1	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	23	38	61	
Evadés.....	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3	
Transférés dans un autre asile.....	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	
Sortis pour autres causes.....	1	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	2	»	4	
Décédés par maladie.....	19	19	1	»	6	»	5	5	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»	32	26	58	
— par accident.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
— par suicide.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Total des sortis et des décédés.....	42	58	4	»	8	2	5	6	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»	62	69	131	

3° Résumé du mouvement.

Existant au 1 ^{er} janvier.....	222	290	67	53	8	2	26	17	52	23	»	»	»	»	»	»	»	»	375	385	760	
Admis dans l'année.....	56	57	6	1	7	1	8	4	3	4	»	»	»	»	»	»	»	»	80	67	147	
Total des existences et des admissions.....	278	347	73	54	15	3	34	21	55	27	»	»	»	»	»	»	»	»	455	452	907	
Sortis ou décédés pendant l'année.....	42	58	4	»	8	2	5	6	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»	62	69	131	
Restant au 31 décembre.....	236	289	69	51	7	1	29	15	52	24	»	»	»	»	»	»	»	»	393	383	776	
Total des sorties et des restants.....	278	347	73	54	15	3	34	21	55	27	»	»	»	»	»	»	»	»	455	452	907	

(C) — *Aliénés décédés pendant l'année.*

1. — DURÉE DU SÉJOUR DANS L'ASILE.

Moins de 8 jours.....	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2
De 8 à 15 jours.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
— 15 jours à 1 mois....	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	2	»	2
— 1 mois à 3 mois.....	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	3	»	3
— 3 à 6 mois.....	1	2	»	»	»	»	2	»	»	»	»	1	4	5
— 6 mois à 1 an.....	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3
— 1 à 2 ans.....	3	2	»	»	4	»	»	1	»	»	»	7	3	10
— 2 à 5 ans.....	4	4	»	»	1	»	»	»	»	»	»	5	4	9
Au-dessus de 5 ans..	4	11	»	»	1	»	3	2	1	2	9	15	24	
Totaux.....	19	19	1	6	5	5	1	2	32	26	58			

Détails administratifs.

Nombre des aliénés présents le 1^{er} janvier, à la charge.

De l'Etat.....	»
Des Départements.....	662
Des Communes.....	»
D'Etablissements ou Sociétés de bienfaisance.....	1
Des familles.....	113
Prix de journée payé par le département pour ses aliénés indigents.....	1, 15

Prix annuel de pension des aliénés non indigents.

1 ^{re} classe.....	1.825
2 ^e —	1.095
3 ^e —	438
4 ^e —	»
5 ^e —	»

Recettes et dépenses de l'asile.

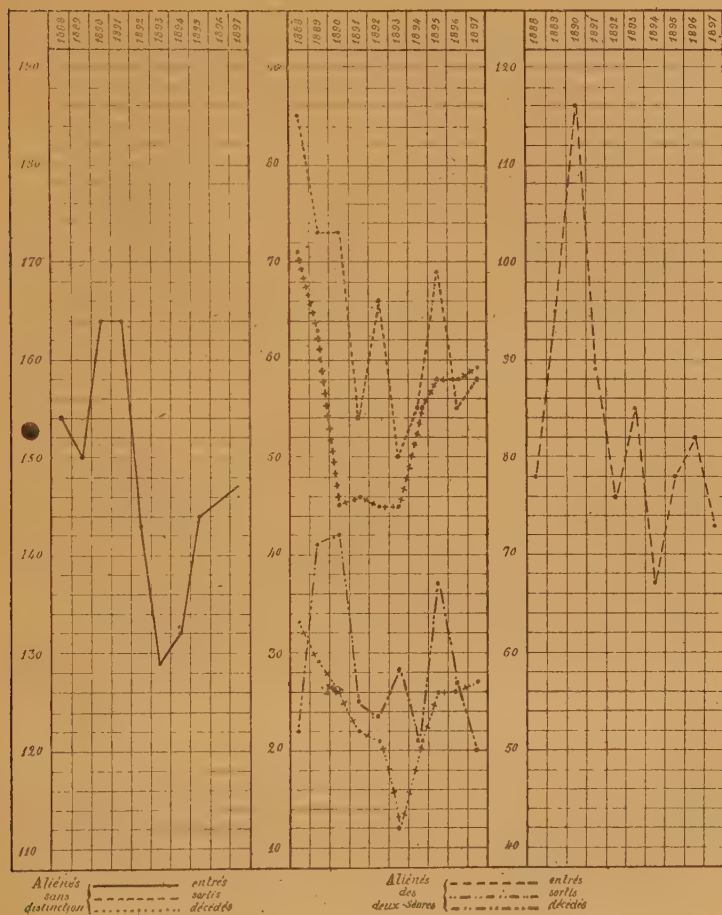
RECETTES.

Montant des journées payées.....	375.214 70
Pro luit des travaux des aliénés.....	20.830 40
Produits récoltés.....	»
Autres recettes.....	»
Totaux.....	396 045 10

DÉPENSES.

Sommes payées pour le travail des aliénés.....	5.117 30
Frais de culture.....	»
Personnel et matériel.....	377.027 80
Autres dépenses.....	»
Totaux.....	382.145 10

Nous y joignons quelques graphiques donnant le résumé de ce mouvement pour les dix dernières années (2^e tableau)



Mouvement de la population de 1888 à 1898.

Si l'on veut connaître la fluctuation pour les seuls malades du département, le tableau ci-joint nous le présentera succinctement.

Nous avons terminé la description de l'asile dont nous avons d'abord exposé l'historique. Si nous nous sommes aussi étendus sur l'étude de cet établissement à l'époque actuelle, c'est que nous avons pensé qu'il pouvait être cité comme un modèle du genre. On voit par notre exposé qu'on a beaucoup fait pour les aliénés et il est possible de comparer leur situation avec celle qui leur était faite autrefois. Il y a certes beaucoup à faire encore, et les idées changent tous les jours petit à petit et les progrès se réalisent. Autrefois les aliénés étaient des prisonniers, aujourd'hui ce sont des malades, demain peut-être seront-ils presque libres, du moins beaucoup d'entre eux. La colonie de Dun-sur-Auron a commencé à montrer qu'on pouvait réaliser ce qui paraissait impossible il y a quelques années; tous les jours des hommes éminents étudient ces questions et cherchent à apporter le plus de soulagement possible à l'existence de ces déshérités de la nature. Une nouvelle loi est en projet, les congrès recherchent les moyens les meilleurs pour protéger et traiter ces malades. Des plumes plus autorisées que la nôtre ont écrit sur ce sujet de très nombreux articles; il ne nous appartient pas de discuter tous les projets qui ont été proposés; du reste ce serait sortir du cadre de notre travail qui n'a pas la prétention d'être une œuvre de critique mais un simple exposé historique. Nous avons voulu montrer qu'avec la persévérance et des sentiments charitables on pourrait soulager des infortunes. Chacun apporte sa petite part d'améliorations et peu à peu se fait ainsi le progrès. Nous avons montré ce qu'ont fait déjà des hommes dévoués pour l'amélioration du sort des

aliénés, que ceux qui viendront ensuite apportent aussi leur pierre à l'édifice et peu à peu des idées nouvelles germeront et donneront à ceux qui souffrent la part de bien-être à laquelle ils ont droit.

Vu : le président de la thèse

JOFFROY

Vu par le Doyen,

BROUARDEL

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

GRÉARD



BIBLIOGRAPHIE

LAMARQUE (A.-A.). — Essai sur l'hygiène des aliénés, précédé d'une courte notice sur les aliénés renfermés à l'hôpital général de Poitiers, thèse Paris, 1820.

GIRARD DE CAILLEUX. — De l'influence des translations des aliénés chroniques de la Seine dans les divers climats de France au point de vue de la guérison des aliénés et de leur mortalité (Rapport à l'Académie de Médecine de Paris, séance du 22 avril 1862).

— Rapport sur les aliénés de la Seine, séance acad. méd. Par. 4 mars 1862.

BOUCHET (C.). — Mémoire statistique sur les aliénés du dép. de la Loire-Inférieure. Ann. d'hygiène. Paris 1840.

BERTHIER (P.). — Excursions scientifiques dans les asiles d'aliénés in *Melange hôpitaux*, tome 2.

FRAPPIER (A.). — Les frères de la Charité à Niort en 1852.

— Notice historique sur l'hôpital hospice de Niort 1845.

LUNIER. — Recherches statistiques sur les aliénés du dép. des Deux-Sèvres. Bulletin de la Société de statistique des Deux-Sèvres. Année 1853.

BONNEFOUS. — De l'asile agricole de Leyme. C. f. *Annales médico-psychologiques* 1833, tome 1.

Dictionnaire des sciences médicales, article aliénés.

CASIMIR (P.). — Les pages douloureuses de la guerre. L'hôpital
Hospice de Niort en 1870-71.

CERFBERR. — Rapport au ministre de l'Intérieur sur les hôpi-
taux d'Italie. Paris, 1840.

PARCHAPPE. — De l'organisation du travail dans les établisse-
ments d'aliénés C. f. Ann. médico-psychol. 1848.

— Des principes à suivre dans la fondation et la cons-
truction des asiles d'aliénés, 1853.

Annales médico-psychologiques.

GIRARD (H.). — Notes sur l'asile d'Auxerre c. f. ann. méd.
psych. 1847-48.

DUPIN. — Statistique du dép. des Deux-Sèvres. An X.

CONSTANS-LUNIER-DUMESNIL. — Rapport à M. le ministre de
l'Int. sur le service des aliénés en 1874.

Dr ERLÉNMEYER. — Das asyl für Gemuths und Nervenkränke zu
Bendorf... c. f. ann. médic. psych. 1874.

WOODWARD. — Twelfth annual report of the trustees of the state
lunatic hospital at Worcester (Massachusetts) for 1844
c. f. ann. médic. psych. 1845.

WEBSTER. — Notes of a recent visit to several public asylum
in France 1850.

